

AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE ANGOLAISE

Des combats opposent les « alliés » (UNITA et F.N.L.A.) autour de Huambo

De graves affrontements, opposant des troupes du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), ont éclaté, le mardi 27 janvier, autour de Huambo (sud-est de l'Angola, à 150 km de Luanda), capitale de la Zambie. Ces combats pourraient précéder la dissolution de l'alliance des deux mouvements, scellée en août dernier pour faire face à la pression croissante des forces du M.P.L.A. L'alliance entre l'UNITA et le

F.N.L.A. avait, d'ailleurs, connu diverses vicissitudes, notamment au moment de Noël, lorsque des affrontements entre les deux mouvements avaient eu lieu. La reprise des combats entre les deux mouvements pourrait s'expliquer par le ressentiment des militants de l'UNITA, qui avaient résisté à la dissolution de l'alliance, sans combat, par le F.N.L.A. de la ville côtière de Nova Redondo. L'UNITA avait dû y remplacer ses alliés défaits. Le F.N.L.A. affirme que la

ville n'est pas tombée aux mains du M.P.L.A. Selon des informations, parvenues mardi à Johannesburg, la bataille pour le contrôle de Huambo, capitale de l'UNITA, a atteint les faubourgs de cette ville. Une trentaine de journalistes étrangers, qui se trouvaient encore dans cette zone, l'ont quittée en toute hâte pour Lusaka. Ils auraient pris place dans un avion Fokker de l'UNITA, alors que des balles sifflaient au-dessus de l'aérodrome. Les informations restent imprécises quant aux belligérants qui s'affrontent dans la région. Il n'est pas possible de déterminer si l'UNITA combat des éléments avancés du M.P.L.A. soutenus par les Cubains, ou si elle se heurte à des éléments dissidents de la faction Chipinda du F.N.L.A. Le M.P.L.A. a publié mardi un communiqué dans lequel il déclare que les forces de libération de l'Angola (F.L.A.) ont pris possession de la ville de Huambo, dans un rayon de 50 kilomètres au nord de celle-ci. (A.F.P.)

Aux États-Unis

La Chambre des représentants refuse à une très forte majorité d'aider les adversaires du M.P.L.A.

Tandis que les succès des troupes du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) s'accroissent sur le terrain, ses adversaires viennent de subir un grave revers à Washington, où, comme l'indique notre correspondant, la Chambre des représentants a refusé toute aide. Selon l'envoyé spécial à Luanda du Washington Post, le M.P.L.A., prenant des contacts discrets avec la compagnie Cubana Golf Oil et la société Boeing, répondrait actuellement à des avances américaines.

A NEW-YORK, à l'occasion des débats du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Namibie, le délégué sud-africain a demandé l'envoi d'une commission d'enquête en Angola pour déterminer quel y menace la paix : l'U.R.S.S., Cuba ou l'Afrique du Sud.

A LA HAVANE, le quotidien Gramma assure que, dans le conflit angolais, « les maïstros ont montré au monde leur alliance honteuse avec les ennemis jurés de l'indépendance et de la souveraineté des peuples ».

A KISANGANI (Zaire), les présidents Bokassa (République centrafricaine), Tolbert (Libéria), Mobutu (Zaire), Habyarimana (Rwanda) et Momboro (Burundi) se réunissent ce mercredi 28 janvier pour débattre de l'affaire angolaise.

Enfin, le gouvernement sud-africain a officiellement reconnu, mercredi, à ses forces armées le droit d'intervenir militairement au-delà des frontières de la république et de la Namibie, « pour défendre l'Afrique du Sud contre la menace du terrorisme ».

De notre correspondant

Washington. — A la très large majorité de 323 voix contre 99, la Chambre des représentants a voté un amendement au projet de loi sur les crédits de la défense, qui a pour effet de couper toute aide aux adversaires du M.P.L.A. Le vote a confirmé la décision du Sénat qui, en décembre, s'était prononcé dans le même sens par 54 voix contre 32. La défaite de l'administration est donc totale. Avant le scrutin, le président Ford, dans une lettre adressée au speaker de la Chambre, M. Carl Albert, avait assuré que, sans assistance américaine, le M.P.L.A. ne pourrait pas résister à la pression des forces armées de l'Union soviétique et de Cuba. « Résister militairement à l'expansionnisme soviétique doit être un élément fondamental de la politique étrangère américaine », a dit le président. Si les États-Unis ne prenaient pas position, leurs alliés en tireraient des conclusions défavorables sur leur fermeté et leur détermination, et les Soviétiques pourraient commettre une erreur d'appréciation sur l'attitude américaine, tandis que Cuba fournirait partout les mercenaires des soulèvements ».

L'appel présidentiel fut appuyé par M. Rumsfeld, secrétaire à la défense, et le général Brentano, chef de l'état-major combiné. Le speaker résuma pour les journalistes l'attitude de la majorité démocrate : « Les États-Unis ne sont pas prêts à faire l'effort nécessaire pour équilibrer celui, très puissant, des Soviétiques et des Cubains ». En conséquence, il faut arrêter l'assistance aux groupes angolais.

A dire vrai, le président Ford, M. Kissinger et le gouvernement ne pouvaient se faire d'illusions sur l'état d'esprit de l'opinion. Ils craignent d'être entraînés dans

« un nouveau Vietnam ». Ils ont livré « un baroud d'honneur » pour tenter de rassurer les alliés et les alliés des États-Unis en Afrique et ailleurs. Immédiatement après le vote, le porte-parole de la Maison Blanche déclarait : « Le résultat qui ne pourrait que faire du tort aux intérêts américains ».

Selon son porte-parole, le président a déclaré que, si le M.P.L.A. ne peut pas résister à la pression des forces armées de l'Union soviétique et de Cuba, il n'y a rien de mal à ce qu'il le fasse. « La décision de retirer les instructeurs militaires est bien antérieure à la proclamation d'indépendance », assurent les Coréens du Nord, en faisant valoir que le Zaire n'aurait pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

LA CORÉE DU NORD A RETIRÉ DU ZAIRE SES INSTRUCTEURS MILITAIRES

Une ambiguïté de la politique de la Corée du Nord en Afrique vient d'être levée. Le gouvernement nord-coréen a, en effet, récemment retiré du Zaire quatre cent cinquante-quatre instructeurs militaires qui y avaient été envoyés à la suite de la visite du président Mobutu, à Pyongyang, en 1974.

La Corée du Nord a eu ces dernières années une politique active en Afrique afin de renforcer sa position à l'ONU. Mais Pyongyang s'est trouvé dans une position délicate : le président Kim Il Sung envoyait, dès le 17 novembre, un message de félicitations au président Nito pour la proclamation de l'indépendance de l'Angola et reconnaissait le M.P.L.A. tandis que ses instructeurs encadraient l'armée zairoise qui soutenait le F.N.L.A.

La décision de retirer les instructeurs est bien antérieure à la proclamation d'indépendance, assurent les Coréens du Nord, en faisant valoir que le Zaire n'aurait pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

FRANCE-ALGÉRIE : DE L'IDYLLE À LA CRISE

III. — Des crédits pour le développement

par DANIEL JUNQUA

Neuf mois seulement après le voyage officiel à Alger de M. Giscard d'Estaing, les relations franco-algériennes traversent une crise d'une ampleur sans précédent. Les dirigeants algériens reprochent au gouvernement français d'avoir soutenu le roi Hassan II dans l'affaire du Sahara occidental et l'accusent de se faire l'agent des intérêts américains. A ces critiques s'ajoutent des griefs sur le plan économique. La balance commerciale entre les deux pays a été gravement déséquilibrée en 1975 au détriment de l'Algérie, situation que ce pays juge « intolérable » (« Le Monde » des 27 et 28 janvier). Les Algériens souhaitent donc obtenir des compensations sur le plan financier, mais ils déclarent se heurter à la « mauvaise volonté » de leur partenaire.

Faute de pouvoir rééquilibrer leurs échanges commerciaux avec Paris, les Algériens, qui n'ont plus de pétrole disponible pour 1976 et ne peuvent guère proposer autre chose (pétrole et gaz représentent plus de 90 % de leurs exportations), mettent désormais l'accent sur les conditions de crédit. S'ils veulent réaliser leur second plan quadriennal, qui prévoit au minimum une centaine de milliards de francs d'investissements, il leur faut obtenir de Paris le staging-credit des prix du pétrole, l'augmentation de leurs importations de produits alimentaires pour faire face à des besoins accrus par une croissance démographique rapide, la hausse des prix des biens d'équipement, constituent autant de facteurs qui limitent leurs possibilités propres de financement. Sur ce point aussi, ils disent se heurter aux réticences de Paris.

Quatre grands projets actuellement au centre des discussions. Ils concernent la réalisation d'une usine de cent mille voitures à Oran et la construction de trois autres usines de pelles mécaniques, de pneus et de produits pharmaceutiques. Le montant global des contrats en jeu est de l'ordre de 15 milliards de francs. Des négociations sont engagées avec des firmes françaises, notamment Renault et Poulenc, qui sont très intéressées, mais les Algériens souhaitent bénéficier de modalités de crédit plus favorables que celles habituellement consenties.

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

rence de ses voisins, l'Algérie ne bénéficie d'ailleurs pas d'une aide financière au titre de la coopération. Celle-ci se montait, en 1975, à 130 millions de francs en prêts du Trésor pour la Tunisie, et à 230 millions pour le Maroc. L'Algérie, par « souci d'indépendance », n'a jamais souhaité passer avec Paris des conventions organisant ce type d'assistance.

En 1974, le gouvernement français, soucieux de rétablir l'équilibre de la balance commerciale, avait décidé de porter de 15 à 30 % le montant de l'acompte exigé lors de la passation des contrats. L'Algérie avait alors fait remarquer qu'elle n'était pas un pays riche, contrairement aux émirats, qui disposent d'importants réserves financières.

« Nous avons cependant accepté ces conditions », nous dit M. Abdesselam, pour aider au redressement français et éviter à Paris des difficultés, qui auraient pu conduire le gouvernement à passer sous les fourches caudines de M. Kissinger. Mais nous avons accepté plus avantageuses pour les quatre grands projets à l'étude, et notamment l'usine de voitures. M. Giscard d'Estaing avait pris sur ce point un engagement. Or il semble maintenant que le ministère des finances multiplie les réserves et fasse tout pour dérouter les entreprises françaises de traiter avec nous. On voudrait nous créer des difficultés qu'on n'aurait pas autrement.

Il semble entendre du côté algérien que la Rue de Rivoli aurait décidé de ne pas dépasser un plafond de prêts à l'Algérie, et que le seuil de 10 milliards aurait été jugé « raisonnable ». Des conditions seraient donc données à la COFACE (1) dans le but de décourager les industriels tentés par le marché algérien. Enfin, dit-on à Alger, Paris mène une campagne insidieuse pour entamer le crédit de l'Algérie en répandant l'idée selon laquelle l'endettement de ce pays aurait atteint un seuil critique.

« Le montant de nos emprunts est élevé certes, mais raisonnable », disent les Algériens. Nous avons toujours honoré nos engagements et nous avons une réputation de bon payeur. La dette algérienne est évaluée à 35 % de son P.B. soit environ 22 milliards, et son service représente 15 % du budget en 1976, contre 8 % l'année précédente. M. Abdesselam reconnaît que son pays peut connaître durant trois ou quatre années une situation un peu tendue, mais la plan financière, mais il fait observer que l'Algérie, avec ses réserves considérables de gaz (quelques 3 000 milliards de tonnes) présente de sérieuses garanties. « Ce n'est pas en France, nous le savons, que nous pouvons nous développer, mais en Algérie, capable d'entretenir avec elle un large courant d'échanges ».

Certains observateurs, tout en reconnaissant le bien-fondé de ces arguments, estiment que l'Algérie « prend trop de risques et que cela pourrait bien se terminer en désastre ».

« Les dirigeants algériens, nous a dit un diplomate, me font penser à un jeu auquel je m'adonnais avec mes camarades dans l'enfance. Pour savoir, au café, qui paierait la tournée, nous posions une soucoupe au bord du comptoir et chacun devait la pousser à tour de rôle. Celui qui la faisait tomber payait l'addition ».

Les Algériens pensent, quant à eux, que certains fonctionnaires ou hommes politiques français prendraient un certain plaisir à voir « tomber la soucoupe » et à l'habiller, pour cela, à donner discrètement quelques coups de pouce.

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence de la Corée du Nord, le Zaire n'a pas respecté les conditions de l'aide fournie par Pyongyang et qu'il devait se limiter à « une mission de coopération ».

« Nous ne demandons pas de cadeaux », disent-ils. A la différence

PROCHE-ORIENT

DÉTENTE AU LIBAN APRÈS LE Cessez-le-feu

L'O.L.P. s'engage à respecter la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire

La revue Palestine al Saoura, organe officiel de l'O.L.P., a annoncé mardi 27 janvier que la Résistance palestinienne s'engage à respecter la souveraineté de l'État libanais sur l'ensemble du territoire libanais sans exception. C'est la première fois que l'O.L.P. prend un tel engagement public depuis le règlement de la crise M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, avait déjà déclaré samedi 26 janvier : « Nous ne resterons au Liban que tant que les Libanais le voudront. » Il faisait vraisemblablement allusion à la cinquantaine d'officiers syriens chargés de veiller à l'application du cessez-le-feu.

La normalisation pour le sud à Beyrouth, où la Banque du Liban a repris mardi 27 janvier ses activités, après une suspension de près d'un mois. Les communications téléphoniques internationales ont été rétablies avec tous les pays à l'exception de la Jordanie. Toutefois, la B.S.C. a transféré ses bureaux de Beyrouth au Caire.

M. Khaddam, chef de la délégation syrienne de bons offices, est reparti mardi 27 janvier à Damas après avoir conféré avec les représentants des communautés grecque-catholique, latine et protestante. Le responsable de la diplomatie syrienne devait être de retour mercredi à Beyrouth pour contribuer à consolider le processus de normalisation.

L'aide aux victimes de la guerre civile libanaise revient d'autre part l'attention de diverses capitales arabes. La Ligue arabe a lancé, mardi 27 janvier, un appel en ce sens à tous les États membres, et la Jordanie a décidé d'envoyer 2 000 tonnes de vivres et de couvertures aux sinistrés du Liban.

Malgré les progrès enregistrés dans l'application du cessez-le-feu, de violents accrochages ont été signalés mardi à Kab Elias (nord-est du Liban), d'où la majorité de la population chrétienne aurait fui. De nouvelles scènes de pillage auraient eu lieu à Damour, Jiyeh, Saïdayeh (sud-Liban) et même dans certains quartiers de Beyrouth. L'ambassade de Grèce à Beyrouth a été incendiée lundi soir.

Le ministre israélien de la défense, M. Shimon Peres, a déclaré, mardi, que « la sécurité sera renforcée à la frontière si les Palestiniens occupent les avant-postes fortifiés abandonnés par l'armée libanaise dans cette zone ». Plusieurs avions israéliens ont survolé le territoire libanais, notamment la région de Marjayoun, proche du Golan. On apprend de source palestinienne à Beyrouth que « l'état d'alerte maximum a été instauré dans les camps palestiniens en prévision d'une éventuelle attaque israélienne de grande envergure ».

Une rose au kalachnikov...

Beyrouth. — Le blocus des deux principaux camps palestiniens de l'agglomération de Beyrouth est levé. L'ennement de Teli-El-Zaatar et Jit-El-Bacha, qui durait depuis près de deux semaines, a pris fin le mardi 27 janvier en fin de journée. Pour accueillir les premiers visiteurs, les fedayin et miliciens qui défendaient les deux camps avaient le sourire aux lèvres, et avaient mis une rose à leur kalachnikov (1).

L'un des points les plus importants de la mise en application du cessez-le-feu est ainsi acquis. Selon l'accord de normalisation, le retrait des « éléments armés » dans l'ensemble du pays devrait être effectué mardi avant 18 heures. Cette mesure a été respectée dans le secteur même où l'on pouvait craindre qu'elle ne le fût pas immédiatement. En effet, l'ennement de ces deux camps par les phalangistes avait été à l'origine de la dernière et brutale escalade du conflit.

Pour la première fois depuis longtemps, les habitants des quartiers avoisinant Teli-El-Zaatar et Dekounah (tenus par les phalangistes) ont pu circuler pendant quelques heures dans les rues dévastées par les combats. Si les miliciens des deux bords ont apparemment disparu, partout les barricades et les postes de tir, faits de sacs de sable, de tôles ou de parpaings, sont restés en place, comme dans la plupart des autres points « chauds » de la ville. Il faudra attendre plusieurs jours avant que ne disparaissent tous ces obstacles à une véritable détente. D'autre part, on devine que les combattants, s'ils ne sont plus visibles, n'en restent pas moins sur leurs gardes, non loin de leurs anciennes positions.

À la Quarantaine, les phalangistes ne s'étaient pas non plus totalement retirés mardi, et continuaient d'écarter les curieux. De la fumée se dégage des dernières habitations encore debout, dans ce désert qui fut l'un des quartiers les plus populeux de Bey-

De notre envoyé spécial

routh. De temps à autre, une explosion sourde, un nuage de poussière : le « nettoyage » de cette zone n'est pas tout à fait terminé.

Dans le centre-ville, aux abords de la place des Canons et de la rue Bab-Edris, la rue des banquiers, dans ce qui était le haut lieu du commerce libanais, les embouteillages ont fait leur réapparition. C'est un bon signe, mais mardi, les pillards se manifestent encore dans les rues adjacentes. Par endroits, tous les immeubles et les magasins ont été systématiquement vidés, saqués ou incendiés. Même si le calme est maintenu, la reprise des activités économiques sera très lente. D'autant plus qu'au sud-est de la ville la plupart des principales usines se trouvaient dans la zone des combats, et ont été partiellement ou totalement détruites.

Mais, pour l'instant, et après avoir connu le pire, les Beyrouthins se contentent du moindre

sujet de satisfaction. Certaines banques ont commencé à entrouvrir discrètement leurs portes pour quelques opérations urgentes, après deux mois de fermeture. Des policiers sont de nouveau à leur poste dans les rues — mais « sans armes pour que l'on ne puisse les leur dérober » (selon les termes d'un communiqué officiel). Enfin, on constate que ce cessez-le-feu n'a pas été « comme les précédents », suivi de ces vagues d'enlèvements qui prédisaient à une reprise des combats.

« Cette fois, il y a des raisons sérieuses d'espérer », déclare un homme d'affaires venu ouvrir son cabinet. On se pourrait passer à la phase politique du règlement de la crise, mais il s'agit là de plus difficile. Le rapide voyage à Damas du médiateur syrien, M. Abdel Halim Khaddam, ministre des affaires étrangères, pourrait être l'annonce de cette nouvelle étape.

FRANCIS CORNU.

Iran

CINQ «TERRORISTES» TUÉS À TABRIZ

Téhéran (A.F.P.). — Cinq « terroristes » dont une femme, ont été tués à Tabriz au nord-ouest de l'Iran, au cours d'un accrochage avec la police de sécurité, a rapporté mardi 27 janvier l'agence Paris. Le chef du groupe, Reza Yassabi, était recherché par la police pour l'assassinat du major Chahid Noori, ancien chef de la sécurité de l'université Aryamehr de Téhéran, ajoute l'agence. Le commandant Noori avait été assassiné, le 3 mars 1975, par trois jeunes gens, devant son domicile.

Les guérilleros ont été tués après qu'ils eurent ouvert le feu sur les agents de sécurité qui pénétraient dans leur domicile, soutenaient les

autorités. Trois d'entre eux ont trouvé la mort sur-le-champ et les deux autres ont été tués au cours de leur fuite. Selon la presse de Téhéran, la femme était âgée de dix-neuf ans et ses compagnons de vingt à trente ans.

Quinze des trente étudiants iraniens qui ont occupé, mardi 27 janvier, les locaux de la radio-télévision iranienne situés 30, rue La Boétie à Paris (8^e), à partir de 15 heures, en signe de protestation contre les récentes exécutions en Iran, ont été interpellés par la police alors qu'ils sortaient de l'immeuble vers 18 heures.

(Suite de la première page.)

Des Algériens aux Cénétois, l'histoire de France connaît quelques exemples similaires, mais il n'y avait pas au Liban de pouvoir central capable d'écraser les hétérogènes. L'hégémonie étrangère, à laquelle étaient soumis ces Balotans en miniature, n'a jamais pu y faire régner qu'une paix précaire entrecoupée de razzias et de vendettas. Lorsqu'en 1860 le Grand Turc s'est mis en tête de massacrer les chrétiens, un corps d'armée expédié en toute hâte par Napoléon III lui a arrêté le bras aux applaudissements de toute l'Europe.

La protection naturelle

Cette date que trop de Français ignorent, tous les maronites la connaissent. Pour eux, la France demeure leur protectrice naturelle. Nombre d'entre eux auraient même préféré à l'indépendance, il y a quarante ans, le statut de département français. Mais on ne refait pas l'histoire, et de Gaulle n'a pu mettre à exécution la promesse qu'il s'était faite à lui-même, quand, en 1946, les troupes françaises furent contraintes par la pression internationale à quitter le Liban, de les y renvoyer un jour.

Ce n'est pas faute de s'y être essayé. Lorsqu'en 1958 les États-Unis expédièrent au Liban, à l'appel du président Chamoun, un détachement de « marines » pour arrêter la première guerre civile, de Gaulle, qui venait juste de revenir au pouvoir, dépêcha sur place un bateau de guerre qui ne put, à sa grande déception, faire plus que rapatrier des ressortissants français. Lorsque, dix ans plus tard, il s'agit de protéger le Liban d'un règlement israélo-arabe, appuyé par une puissance militaire des Quarante-Grands, c'était dans l'idée à peine dissimulée de baser des soldats français du côté libanais de la frontière. Et c'est encore en protecteur du Liban qu'il prit, après le raid israélien sur Beyrouth de Noël 1968, la décision de couper totalement les livraisons d'armes à l'État juif : celui-ci s'était donné pour objectif, selon le général, non pas tant de porter un coup à la résistance palestinienne que de « casser le Liban », en vue d'obliger ses habitants chrétiens à se ranger aux côtés d'Israël.

Cette fois encore, beaucoup de chrétiens du Liban ont attendu de la France le miracle qui aurait sauvé leur communauté en péril. De Gaulle, s'il était encore à l'Élysée, aurait-il répondu à leur appel ? Sa stature personnelle ajoutait singulièrement à l'autorité de la France dans les affaires du monde. M. Giscard d'Estaing, qui n'a pas son poids, a fait ce qu'il a pu en envoyant sur place M. Couve de Murville. Un moment on a pu croire que la mission de celui-ci avait donné quelques résultats. Mais il n'y a pas d'arbitrage efficace dans le monde où nous sommes, s'il n'existe pas de gendarme capable de le faire respecter. D'où le poids du médiateur syrien qui contrôle une partie au moins de ce qu'on est convenu d'appeler le camp islamo-progressiste, au sein duquel on rencontre aussi des Palestiniens chrétiens de même que, dans le camp dit conservateur, on trouve plus de gens de condition modeste, surtout parmi ceux qui se sont fait tuer pour leurs antels et pour leurs foyers, que de millionnaires. C'est bien d'ailleurs ce qui fait le drame du Liban d'aujourd'hui : les gros s'arrangent toujours pour tirer leur épingle du jeu, quel que soit le Dieu qu'ils réveront ou ne réveront pas : ils ont des comptes en Suisse et des appartements à Paris ou à New-York. Une fois de plus, ce sont les petits qui payent l'aveuglement de leurs protecteurs et l'exaspération des extrémistes.

Des bases

remises en question

Car c'est bien d'aveuglement qu'il s'agit. Le fameux « pacte national » qui répartissait les pouvoirs dans le Liban d'avant la guerre civile reflétait un certain rapport de forces datant d'avant la deuxième guerre mondiale. Il était aussi vain de prétendre le maintenir tel quel, une fois ce rapport de forces modifié, qu'il l'était de maintenir les privilèges de la noblesse et du haut clergé, en 1789, face à un tiers état en pleine ascension. Ou de vouloir conserver une Algérie française, avec deux catégories inégales de citoyens, entre une Tunisie et un Maroc devenus indépendants.

Le pacte national reposait sur la supériorité numérique de la communauté chrétienne par rapport à la musulmane. Cette

supériorité a cessé d'exister depuis longtemps. L'équilibre social reposait sur l'absence de fait des grands bourgeois maronites et sunnites. Elle est largement remise en question. La sécurité diplomatique et économique de l'ensemble reposait sur la neutralité du Liban, non seulement entre les deux blocs de la guerre froide, mais entre les deux courants, conservateur et nassérien, du monde arabe. Le Liban était la Suisse du Proche-Orient, autrement dit sa banque. A la faveur de la crise pétrolière, la puissance financière a commencé à se déplacer vers le Golfe persique, tandis que le fait palestinien détruisait de plus en plus la fiction de la neutralité.

Refusant de considérer les réélus palestiniens comme des citoyens libanais, de peur de remettre ainsi en cause les bases démographiques du pacte national, les dirigeants de Beyrouth les ont parqués aux portes de la capitale, dans des camps dont la misère contrastait trop avec l'opulence tapageuse des banquiers et des promoteurs immobiliers. On aurait voulu jeter de l'huile sur le feu du conflit qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Comme il se trouvait de surcroît que les Palestiniens avaient été réduits à l'impuissance en Jordanie et que le gouvernement syrien, de crainte des représailles israéliennes, contrôlait strictement leurs activités sur son territoire, il était inévitable que les fedayin utilisent comme base de départ de leurs raids celui des pays arabes voisins de l'État juif dont les structures politiques et l'armée étaient les moins solides. Depuis des années la résistance palestinienne était devenue un État dans l'État libanais, avec lequel modus vivendi et compromis ne duraient que l'espace de quelques semaines.

Face à une dégradation qui aurait dû lui ouvrir les yeux, le gouvernement libanais, profondément divisé, aux prises avec un Parlement où chaque député représentait un clan, une tribu ou un lobby, voire un gang, n'a jamais pu s'attaquer sérieusement aux réformes de structure. Long-

temps, la prospérité des affaires a masqué la nocivité des affrontements, mais elle a aussi contribué à accroître la jalousie des démunis envers les nababs. Depuis un certain temps, les signes avant-coureurs du désastre s'accumulaient.

État-il fatal pour autant que l'explosion atteigne le degré d'horreur qu'elle a connu ? Non, certes. De gens qui rêvent en commun le Dieu d'Abraham, qui sont habitués à vivre depuis longtemps côte à côte, qui ont donné tant de preuves de leur esprit de conciliation, de leur ingéniosité, de leur art de vivre, on aurait pu attendre autre chose que cette fantasia sanglante, que ces meurtres de sang-froid, que ces Saint-Barthélemy à la mitraille et aux roquettes. Comme tant d'autres avant eux, certains dirigeants chrétiens, ou se croyant tels, ont cru pouvoir empêcher l'inevitable par la force. Ils n'ont fait que rapprocher l'échéance. Et les États-Unis ni la France ne pouvaient venir véritablement à leur secours et ils ne pouvaient rien demander à Israël. S'ils avaient étudié les cartes, réfléchi, interrogé, au lieu d'écouter les voix de la passion, ils l'auraient compris. Aujourd'hui, la réalité est là : le temps est révolu où les chrétiens occupaient dans le pays une position prédominante. Le maintien de l'un des leurs à la présidence de la République, prévu par l'accord du 22 janvier, ne saurait faire oublier qu'ils devront renoncer à nombre de leurs privilèges et que leur sécurité dépendra désormais pour l'essentiel du bon vouloir du protecteur syrien. Puissent les gagnants d'aujourd'hui ne pas tomber dans l'erreur des maîtres d'hier et ne pas les accueillir à leur tour au désespoir. De Chypre à l'Irlande, des rives du Jourdain à l'Angola, du Cambodge au Chili, la liste est par trop longue des victimes de l'intolérance : notre temps a vraiment besoin qu'on lui prouve qu'il est encore possible à des gens qui n'ont pas le même credo ou la même couleur de peau de vivre sur le même sol.

ANDRÉ FONTAINE.

Qui vous transporte par les airs jusqu'au centre de Manhattan?



A Worldport, l'aérogare privée de Pan Am, ça va vite. Toutes les formalités sont réglées immédiatement dans l'aérogare même par le personnel de Pan Am.

De plus, vous y avez des correspondances rapides avec les 150 villes desservies par la compagnie Allegheny.

Et si vous devez être à Manhattan presque à l'heure de votre arrivée, dites-le : de Worldport également, un hélicoptère vous y emmènera sans délai. Pensez-y à votre prochain départ. Voyez votre agent de voyages.

PAN AM
La compagnie aérienne la plus expérimentée du monde.

MIEUX QUE NOS SOLDES ANNUELS
DERNIÈRE SEMAINE

Prix sacrifiés

Quelques exemples de prix :

- COSTUMES Pure laine 890 F 388 F
- PARDESSUS Cashmere 980 F 498 F
- IMPERMEABLES 980 F 198 F
- BLAZERS Pure laine 980 F 250 F
- PULLS Cashmere 100 % 980 F 198 F
- CHEMISES rayées col blanc 980 F 48 F

et des centaines d'autres articles

Chemisier Habilleur

Barnett

19, av. Victor Hugo - 16^e

Ouvert de 9 h à 19 h 30.

AU CŒUR DE LA SUISSE

Promoteur belge vend 100 appartements, du studio au duplex + chalet 4 chambres, Station sports d'hiver en plein développement, 1.350 mètres d'altitude. Valeur immobilière sûre, rentabilité 6 à 7 % par an (franc suisse)

Acte en pleine propriété par notaire suisse, financement par banque suisse, 7,50 % sur 5 ou 10 ans.

Vente exclusive et renseignements, s'adresser à :

Jacques Bellens, La Renardière, 16, rue Mossiat, 56-30 Bioul (Belgique).

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

APRÈS LA VISITE DE M. CHIRAC A BAGDAD

Des efforts seront encore nécessaires pour développer les investissements français en Irak

De notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac, rentré mardi 27 janvier de son voyage en Inde et en Irak, rend compte ce mercredi de sa mission. Les ministres des affaires étrangères ont eu avec les dirigeants de ces deux pays.

Bagdad. — Pour prendre cette partie de son « tête-à-tête », les deux hommes ont aussi longuement parlé des relations économiques, tandis que M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, les évoquait de son côté, avec les ministres irakiens. Dans l'ensemble, les responsables de Bagdad trouvent que les offres françaises sont trop chères, que les industriels français à qui l'on a dit qu'il y avait « de fabuleux contrats en perspective » arrivent avec « des prix fabuleux eux aussi ». Ils ont laissé clairement entendre que l'Irak n'était pas un marché colonial protégé, mais un marché difficile et concurrentiel.

Toutefois, si, selon eux, la France ne bénéficiera pas de faibles exorbitantes, elle aura néanmoins une certaine préférence. Ils ont mis en relief l'activité, voire l'agressivité commerciale de représentants d'autres

fusé à commenter publiquement cette partie de son « tête-à-tête ». Les deux hommes ont aussi longuement parlé des relations économiques, tandis que M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, les évoquait de son côté, avec les ministres irakiens. Dans l'ensemble, les responsables de Bagdad trouvent que les offres françaises sont trop chères, que les industriels français à qui l'on a dit qu'il y avait « de fabuleux contrats en perspective » arrivent avec « des prix fabuleux eux aussi ». Ils ont laissé clairement entendre que l'Irak n'était pas un marché colonial protégé, mais un marché difficile et concurrentiel.

Toutefois, si, selon eux, la France ne bénéficiera pas de faibles exorbitantes, elle aura néanmoins une certaine préférence. Ils ont mis en relief l'activité, voire l'agressivité commerciale de représentants d'autres

ANDRÉ PASSERON.

le pays qui fête l'hiver, l'AUTRICHE

a une petite nuit de Paris par le train

Office National Autrichien du Tourisme : 12, rue Auber 75009 Paris

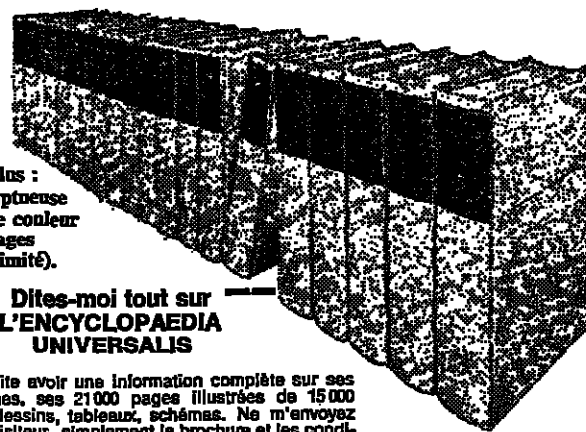
Nom : Adresse :

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Parce qu'aujourd'hui, votre réussite dépend de votre culture.

Alors, il faut tout savoir. Tout ? Non... mais tout ce qui aujourd'hui est payant, utile, actuel et le sera demain. Ce choix, l'Encyclopædia Universalis l'a fait pour vous. Elle a sélectionné, synthétisé, programmé les idées et les faits dont l'homme moderne doit faire son bagage. A la base de ses travaux : les connaissances de 3.000 savants, médecins, chimistes, historiens, géographes, philosophes...

méthode inédite qui vous permet de choisir vous-même le degré de connaissance auquel vous souhaitez parvenir. Avec l'Universalis parcourez le monde. Pénétrez dans les laboratoires des plus grands chercheurs, consultez les plus grands juristes, dialoguez avec les plus grands philosophes, apprenez la science et les techniques, les arts et les lettres... Chez vous. Sans quitter votre meilleur fauteuil. Et quand vous le voulez... 24 heures sur 24.



Pour en savoir plus : une somptueuse brochure couleur de 20 pages (tirage limité). Dites-moi tout sur l'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS. Je souhaite avoir une information complète sur ses 20 volumes, ses 21.000 pages illustrées de 16.000 photos, dessins, tableaux, schémas. Ne m'envoyez pas de vistours, simplement la brochure et les conditions réservées aux amis du Club Français du Livre. C'est tout ! Et, bien entendu, sans engagement.

Mes nom et prénom : Mon adresse : Mon code postal et ma ville : à retourner au Club Français du Livre 7, rue Armand Mola 75754 Paris Cedex 15 5554

RECEVANT M. RABIN A WASHINGTON

Le président Ford invite Israël à faire « de nouveaux pas vers la paix »

Accueilli officiellement à Washington le mardi 27 janvier, M. Itzhak Rabin devait avoir ce mercredi soir son deuxième entretien avec le président Ford. Le président du conseil israélien avait exprimé sa satisfaction à l'issue de la rencontre de mardi, qui avait duré près d'une heure et demie.

En recevant M. Rabin à la Maison Blanche, M. Ford l'a invité à faire « de nouveaux pas vers la paix ». Le chef du gouvernement israélien a répondu que son gouvernement ferait à cet effet « tout ce qui est raisonnablement possible ». Au cours d'un déjeuner que lui offrait M. Kissinger, M. Rabin a également déclaré qu'il était prêt à faire de « non-brusques concessions » à condition qu'il soit militairement fort. « Avec un Israël faible, personne ne négociera, et seul un Israël fort peut contribuer à la paix », a ajouté M. Rabin.

On a relevé à ce propos que le chef du gouvernement israélien a eu un discret entretien avec M. William Colby, ancien directeur de la C.I.A., ainsi qu'avec M. Georges Bush, le nouveau « patron » des services de renseignements américains. M. Rabin aurait tenté de convaincre les deux

hommes que la C.I.A. suralimentait la puissance militaire israélienne. L'un des objectifs de sa visite est de convaincre les Etats-Unis de maintenir leur aide militaire au moins à son niveau actuel. Les crédits militaires prévus pour 1977 ont été réduits d'un demi-milliard de dollars par rapport au milliard et demi accordé pour l'année fiscale en cours. M. Rabin ne manquera pas de faire valoir que cette diminution, compte tenu de l'inflation, place son pays dans une délicate situation économique.

En retour, les responsables américains vont sans doute insister pour qu'Israël assouplisse ses positions concernant un règlement du conflit du Proche-Orient. Au cours du déjeuner de mardi, M. Kissinger a fait allusion à ce problème en déclarant que le veto intervenu lundi au Conseil de sécurité permettrait aux Etats-Unis et à Israël « d'aborder plus librement » la question.

Le veto américain au Conseil de sécurité a été accueilli avec grande satisfaction en Israël. Le ministre des affaires étrangères, M. Ygal Allon, y voit « une contribution importante au maintien de la stabilité dans notre région et au progrès du processus des négociations en vue de la paix ». La presse de Tel-Aviv est toutefois plus nuancée. Yediot Ahronoth, par exemple, estime que le veto au Conseil de sécurité constitue « un succès tactique pour Israël » mais aussi « un succès stratégique pour la Syrie et l'O.L.P. ». Le quotidien israélien rappelle que l'organisation de M. Yasser Arafat a participé aux débats avec le statut d'Etat membre de l'ONU, et que la cause palestinienne a obtenu, au cours des

délibérations du Conseil, de nouveaux appuis.

● A BEYROUTH, l'agence palestinienne WAFIA a diffusé un communiqué soutenant que le veto américain donne tort à ceux qui soutiennent que la nouvelle politique de Washington est différente de celle qui prévalait avant la guerre d'octobre 1973. Le veto américain, indique l'agence, a « tout simplement réitéré une fois de plus l'essence de la politique américaine et son rôle de conspirateur contre le peuple de Palestine et la nation arabe ». On s'attend à Beyrouth que la « centrale » des fedayin intensifie sa lutte armée contre « Israël et ses complices ».

● AU CAIRE, l'attitude des Etats-Unis suscite embarras et inquiétude. Le ministre des affaires étrangères, M. Ismail Fahmy, a déclaré que le veto américain prouve que la position des Etats-Unis n'évolue pas au même rythme que celle de l'opinion publique mondiale en faveur des Palestiniens. L'Assemblée nationale égyptienne a tenu, mardi soir, une séance à huis clos pour examiner la situation à la lumière de ces nouveaux développements.

● A MOSCOU, l'organe du gouvernement soviétique les Izvestia estime, pour sa part, que le veto des Etats-Unis est un « signe de faiblesse ». Mettant sur le même plan la décision américaine et les récents attentats terroristes contre l'immeuble de l'ONU, le quotidien écrit dans son éditorial que « les bombes et le veto sont la témoignage de l'absence d'arguments et sont des signes non de force mais de faiblesse ».

Le Mouvement des jeunes d'Europe et des pays arabes accroît son audience au détriment de sa cohésion

De notre correspondant

Alger. — La cinquième conférence des jeunes d'Europe et des pays arabes s'est terminée mardi 27 janvier, après une dernière nuit de débats.

Entre les premières assises, qui s'étaient tenues à Paris en 1971, et la participation d'une vingtaine de délégations, et celles qui viennent d'avoir lieu à Alger avec quatre-vingt-dix délégations, le mouvement a pris une ampleur qui a accru son audience, mais qui risquait aussi de nuire à sa cohésion. En effet, pour la première fois, les jeunes communistes d'Europe occidentale étaient présents au grand complet.

Le mouvement, fondé par le F.J.P. (Front des jeunes progressistes, ou jeunes gauchistes, de gauche), a bénéficié aussi d'une participation accrue des jeunes socialistes, radicaux, libéraux et syndicaux de plusieurs pays européens, tandis que, pour le monde arabe, les délégations officielles de certains régimes modérés ou conservateurs cédaient la place à des organisations progressistes.

Quatre rapports ont été présentés sur les thèmes suivants : la lutte pour l'indépendance de l'Europe ; la stratégie du libéralisme et le rôle des régimes qui le soutiennent ; le nouvel ordre économique international ; les luttes de libération nationale dans le monde arabe. Un grave conflit a éclaté au sein de la commission chargée de discuter de dernier texte, l'U.C.E.P. (Union générale des étudiants palestiniens) ayant présenté une motion très dure. Non sans mal, un compromis a été trouvé, sans entrer dans les détails, la conférence s'est ralliée à l'idée d'une Palestine laïque et démocratique.

Elle a, d'autre part, affirmé son soutien au Front Polisario, et un long développement a été consacré à l'indépendance de l'archipel des Canaries.

La conférence a également dû faire face à un autre problème délicat : celui des pays de l'Europe de l'Est. Ces derniers, après avoir boudé ou ignoré les premières

assises, avaient demandé un statut d'observateur, qu'ils ont obtenu. Les délégations de l'Est, venues en force à Alger, ont exercé de très fortes pressions pour obtenir leur admission à part entière. De nombreux délégués, dont ceux des jeunes communistes espagnols et italiens, étaient hostiles ou réservés, de crainte que cette entrée massive ne modifie substantiellement l'esprit de la conférence tel qu'il s'est affirmé au cours des années. Beaucoup de participants s'opposaient, en effet, à l'adhésion de l'Europe occidentale et le monde arabe pouvaient développer une politique d'indépendance, et disposer du maximum d'autonomie à l'égard des Super-Grands (1).

La question concernant l'admission des délégations des pays de l'Est a été renvoyée devant le secrétariat permanent de la conférence, qui entend, semble-t-il, se donner un délai de réflexion avant de se prononcer.

PAUL BALTA.

(1) Les pays occidentaux suivants étaient représentés : Allemagne fédérale, Belgique, France, Finlande, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Suède. Les pays d'Europe de l'Est (Albanie exceptée) avaient envoyé des observateurs. Le secrétariat permanent comprenait des membres du F.J.P., des libéraux britanniques et des représentants des jeunes socialistes, libéraux, syriens et palestiniens.

● M. Sadate reçoit un dirigeant palestinien. Pour la première fois depuis la visite en Egypte de M. Yasser Arafat, en août dernier, le président Sadate a reçu, le lundi 28 janvier, un dirigeant palestinien, M. Khaled El Hassan, membre du comité central de l'O.L.P. L'entretien, qui a duré trois heures et demie, a porté sur les moyens d'améliorer les relations entre l'Egypte et l'O.L.P., la situation au Proche-Orient et les efforts déployés par l'Egypte pour obtenir que les Palestiniens soient représentés à la conférence de la paix de Genève. — (Reuter.)

Pour marquer son opposition à la politique française

M. ROSENTHAL QUITTE LA PRÉSIDENTIE DU CRIF

M. Jean Rosenthal a adressé le 14 janvier à M. Alain de Rothschild, président du Consistoire central israélite de France, sa démission du poste de président du C.R.I.F. (Conseil représentatif des institutions juives de France), poste qu'il occupait depuis mars 1974. M. Rosenthal entend protester à la fois contre « l'absence d'un soutien unanime (...) éprouvée dans certaines circonstances » et contre « l'attitude politique de notre gouvernement dans le conflit du Proche-Orient et en particulier son attitude récente vis-à-vis de l'O.L.P. ». L'Assemblée générale du C.R.I.F., réunie le 27 janvier, a par conséquent décidé « avec un profond regret » de cette décision.

Le 21 novembre 1974, M. Rosenthal, qui avait soutenu la candidature de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, avait invité le gouvernement à se ressaisir, « en adoptant une ligne du monde une attitude plus impartiale, plus juste, plus loyale et plus sincèrement pacifique ». Mais les événements ont vite, et demain il risquerait d'être trop tard » (Le Monde du 28 novembre 1974).

UNE PROTESTATION DE L'ALLIANCE FRANCE-ISRAËL

L'Alliance France-Israël (1), présidée par M. André Montell, ancien ministre, a déploré que le 26 janvier 1976, au conseil de sécurité de l'ONU, la délégation française ait cru devoir se dissocier de tous les autres pays occidentaux membres du conseil et se soit alignée sur la position partisane de l'Union soviétique dans le vote d'un texte qui, remettant en cause fondamentalement les résolutions antérieures 242 et 338 du conseil, risquait, si le veto américain n'était pas empêché son adoption, d'introduire au Proche-Orient un déséquilibre supplémentaire, de compromettre l'existence d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et de mettre un terme aux efforts déjà engagés pour parvenir à une solution pacifique.

(1) 35, rue de la Lune, Paris-2^e.

De l'Europe vers 15 Etats de l'Afrique Noire.

Air Afrique au départ de : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Paris.

Quand on participe pleinement au développement de sa région, il est irritant de devoir, presque systématiquement, passer par Paris. Air Afrique a voulu répondre à cette préoccupation des hommes d'affaires

des métropoles régionales françaises. Ainsi, Air Afrique est-il aussi au départ de Lyon, Marseille, Nice et Bordeaux. Vous verrez : lorsque votre secrétaire appellera votre agent de voyage, il lui indiquera toujours

un départ Air Afrique proche de votre région. C'est aussi pour l'extension de son réseau qu'Air Afrique a la confiance des hommes d'affaires.

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

En association avec UTA et AIR FRANCE.

SENNA

EUROPE

Grande-Bretagne

FAISANT ÉCHO AUX DOLÉANCES SOVIÉTIQUES

Le ministre de la défense reproche à Mme Thatcher de vouloir ranimer la guerre froide

De notre correspondant

Londres. — Pendant toute une semaine, Mme Thatcher a eu la place d'honneur dans la presse britannique, pour avoir dénoncé, avec beaucoup de vigueur, les plans militaires de l'U.R.S.S. Elle avait affirmé notamment que les Soviétiques n'avaient pas renoncé à leur objectif d'établir une « domination mondiale ».

Ses déclarations avaient suscité la semaine dernière une démarche auprès du Foreign Office de M. Loukov, l'ambassadeur soviétique affirmant que le chef du parti conservateur voulait compromettre la détente entre l'Est et l'Ouest. Il avait reçu un accueil des plus froids au Foreign Office et il lui avait été dit qu'il était parfaitement libre de réfuter en public l'argumentation du leader Tory. Un conseiller de l'ambassade soviétique adressa donc à ce sujet une lettre à M. Maudling, le porte-parole conservateur pour les affaires étrangères.

Aussi est-ce un coup de théâtre qui s'est produit dimanche 25 janvier, lorsque le ministre de la défense, M. Mason, a repris à son compte une bonne partie des critiques que les Soviétiques avaient adressées à Mme Thatcher. M. Mason a soutenu, en effet, qu'elle était en train de ranimer la guerre froide par ses propos « intempestifs et provocateurs ». Mais le ministre a pris soin aussi de dire que les membres de l'OTAN étaient tout à fait au courant du programme de réarme-

ment poursuivi en U.R.S.S. M. Maudling, pour sa part, a qualifié de « fausses » les déclarations de M. Mason et annoncé qu'il avait répondu aux Soviétiques.

L'attitude de M. Mason peut s'expliquer par le fait que le gouvernement travailliste a pu s'installer de voir Mme Thatcher mettre en cause sa détermination de défendre le pays. Or, une fois de plus, il est question de réduire le budget militaire, dont on avait déjà affirmé qu'il avait été ramené au minimum indispensable. Si les Tories parvenaient à convaincre le public que la « défense du royaume » est négligée par les travaillistes, l'atmosphère politique à l'intérieur du pays pourrait se transformer rapidement.

La gagnante de cette polémique est, en tout cas, Mme Thatcher. La presse soviétique, qui a rendu un service inappréciable en l'appelant la « Lady de fer », étiquette qui va rester, sans doute, dans la mémoire des électeurs britanniques. Mme Thatcher dont l'expérience, en matière de politique étrangère était assez limitée, apparaît soudain aux yeux du public comme un personnage de premier plan sur la scène internationale. Et cela même avec la bénédiction de Pékin, puisque l'agence Chine nouvelle l'a complimenter d'avoir mis à nu « l'hypocrisie » soviétique en matière de détente.

JEAN WEITZ

Espagne

Le mandat des Cortes est prolongé de quinze mois

De notre correspondant

Madrid. — Le Conseil du royaume, à l'issue de trois sessions à huis clos, a approuvé, le mardi 27 janvier, la prorogation de l'actuelle législature jusqu'au 30 juin 1977. Le gouvernement avait demandé une prorogation d'un an, mais le Conseil du royaume s'est prononcé en faveur d'une extension de mandat de quinze mois, semble-t-il pour des raisons de commodité électorale.

Le gouvernement aura ainsi le temps de procéder aux réformes qu'il projette et de préparer l'élection d'un Parlement au suffrage universel. Les associations politiques qui se réclament des « valeurs du franquisme », les seules légales à l'heure actuelle, profiteront de ce délai pour renforcer leurs effectifs à partir de l'appareil dont elles disposent déjà dans le pays ou pour se fédérer dans une grande association.

L'opposition part dans cette course avec un handicap. Elle n'est pas encore légale, et, si elle finit par l'être, elle disposera de relativement peu de temps pour faire campagne, consolider ses structures et réaliser les alliances nécessaires si elle veut se présenter unie. Elle est actuellement divisée en une cinquantaine de partis et de groupuscules politiques. Le parti communiste ne sera pas admis à participer à ce jeu semi-démocratique.

Pour la presse, le premier gouvernement du roi a cependant renoué avec quelques habitudes du dernier gouvernement de Franco. Le 27 janvier, les autorités du ministère de l'Information et du tourisme ont « conseillé » par téléphone à la direction de la revue hebdomadaire *Guadiana* (gauche libérale) de changer sa couverture et de supprimer sept pages de texte. La couverture présentait une photographie de M. Santiago Carrillo, secrétaire

général du parti communiste d'Espagne, et les pages incriminées contenaient ses premières déclarations publiées en Espagne depuis la guerre civile. Dans cette interview, M. Carrillo se défendait d'avoir été responsable du massacre de plusieurs milliers de prisonniers politiques franquistes, fusillés à Paracuellos-de-Jarama, près de Madrid, en 1939. Le secrétaire du P.C. voulait ainsi répondre à l'une des principales accusations que le franquisme a toujours portées contre lui, le surnommant « l'assassin de Paracuellos ». La direction de *Guadiana* a été prévenue que si le « conseil » n'était pas suivi, la revue serait saisie et la législation en vigueur appliquée au directeur ainsi qu'à l'auteur de l'interview, faisant allusion au décret-loi anti-terrorisme qui prévoit des peines allant jusqu'à vingt ans de prison dans un cas comme celui-ci, considéré comme « apologie du terrorisme ».

D'autre part, la revue humoristique *Matarrafas*, qui a pris récemment un certain caractère érotique, a été saisie pour atteinte aux bonnes mœurs.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS

● Le consulat d'Espagne à Paris a refusé de délivrer un passeport à la veuve du dirigeant communiste espagnol Julian Grimau, fusillé à Madrid en 1953. Les affirmations des filles dans une lettre publiée le mardi 27 janvier par la presse madrilène. Les deux filles de Julian Grimau prétendent que leur père, Mme Dolores Grimau, exilée en France depuis 1939, avait déjà demandé un passeport à plusieurs reprises sans succès, et qu'elle n'a pu durant son exil se rendre en Espagne qu'une seule fois, en 1974. — (A.F.P.)

Portugal

M. Soares se déclare favorable à l'élection d'un militaire à la présidence de la République

Au cours d'un déjeuner offert par le National Press Club à Washington, où il se trouve en visite, M. Mario Soares s'est déclaré favorable à la candidature d'un militaire lors de la prochaine élection présidentielle. Le secrétaire général du parti socialiste portugais a, d'autre part, considéré que les risques d'une mainmise de l'extrême gauche ou de l'extrême droite sur le pays avaient diminué. Seule, a-t-il ajouté, la solution des problèmes économiques pourrait éviter un « coup d'Etat du type chi-

lien au Portugal ». M. Soares a formellement souhaité l'assistance des États-Unis.

Une délégation américaine conduite par M. Hartmann, adjoint de M. Kissinger pour les problèmes européens, a quitté Lisbonne le mardi 27 janvier, après une visite de trois jours. M. Hartmann s'est déclaré optimiste quant à l'avenir du Portugal, qui, selon lui, a « trouvé la voie vers la démocratie ». « Les États-Unis ne peuvent que donner tout leur appui à ce choix », a-t-il ajouté.

Le ministre des affaires étrangères du Portugal, le commandant Melo Antunes, poursuit, de son côté, une tournée des pays européens, également afin de chercher une assistance économique pour le Portugal. À Bruxelles, où le gouvernement a annoncé un don de 30 millions de francs en faveur des rapatriés de l'Angola, M. Antunes s'est entretenu avec son collègue belge, de la proposition d'aide au Portugal formulée par la Communauté européenne. Le secrétaire général du P.P.D., M. Sá Carneiro, s'est également rendu à Bruxelles au début de cette semaine pour y rencontrer des personnalités du Marché commun.

Aux Açores, la situation politique et militaire semble s'aggraver. Le mardi 27 janvier, tous les militaires ont été consignés dans leurs casernes, dans l'île de Terceira, à la suite d'une menace d'un mouvement autonomiste de droite. Le Front de libération des Açores avait annoncé qu'il empêcherait le départ du ministre de l'Éducation, le commandant Vitor Alves, en visite dans l'archipel. Le P.L.A. avait demandé à ses partisans d'interdire la base aérienne de Lages, avec des mitrailleurs et des canonniers, pour protester contre un récent massacre de bébés imputé à des militaires communistes. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

● Six sous-officiers des forces armées portugaises, détenus depuis les événements du 25 novembre dernier à la prison de Custodas (Porto), ont été mis en liberté provisoire, a annoncé mercredi 28 janvier un communiqué de la police judiciaire militaire. — (A.F.P.)

Italie

ROME DEMANDE A WASHINGTON DES EXPLICATIONS SUR LE RÔLE DE LA C.I.A.

Rome (A.F.P.). — Le gouvernement italien a donné instruction à son ambassadeur à Washington de demander au gouvernement américain de donner tous les éclaircissements sur les éventuels financements de partis politiques italiens par la C.I.A. annonce une note officielle de la Farnesina.

La décision du gouvernement italien n'a pas arrêté pour autant polémiques et indiscrétions. Le quotidien *la Stampa* annonce sur cinq colonnes que l'ambassadeur des États-Unis aurait versé en 1970 800 000 dollars au « plus haut responsable des services secrets italiens » — que le quotidien identifie comme étant le général Vito Miceli, à l'époque chef des services secrets, et mis en cause récemment dans une enquête sur un projet de coup d'Etat.

A travers le monde

Islande

● M. HALLGRIMSSON, premier ministre d'Islande, est reparti mardi soir 27 janvier pour Reykjavik, après s'être entretenu pendant quatre jours, à Londres, avec M. Wilson des moyens de mettre fin à la guerre de la merne. — (Corresp.)

Nigéria

● LE NIGERIA a demandé aux États-Unis de fermer la station émettrice de Kaduna, dans le nord du pays.

Construite en 1963, pour capter les émissions étrangères, la station, selon certaines accusations rapportées par la presse nigérienne, aurait servi à des opérations clandestines de la C.I.A. On s'attend qu'elle cesse de fonctionner dès avril prochain. — (Reuter.)

Ouganda

● L'UGANDA a versé une somme de 13 millions de roupies (environ 8 millions de francs) à l'Inde pour compenser la perte des biens des citoyens indiens qui avaient été expropriés par le maréchal Amin Dada en 1972, annonce l'agence Press Trust of India. — (Reuter.)

Thaïlande

● M. DESTREMAUX, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, s'est entretenu mardi 27 janvier à Bangkok avec le chef de la diplomatie thaïlandaise. — (Reuter.)

● RECTIFICATIF. — Le scrutin de l'Assemblée parlementaire européenne de janvier 1976 sur l'organisation d'élections européennes (le Monde du 28 janvier) a fait l'objet de diverses rectifications de vote. Le décompte définitif indique que les 17 abstentions sont celles de neuf communistes (trois Français, cinq Italiens et un Néerlandais appartenant) de cinq Français U.D.R. d'un Irlandais nationaliste et de deux Danois libéraux.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucune limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 693
Ecole Préparatoire
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petites-Chartres
75006 PARIS - CEDEX 12

1975 en médailles



Les médailles et les monnaies ont toujours été les témoignages de leur temps. Certaines collections sont inestimables.

Dans un monde perturbé et mouvant, un quart de siècle avant l'an 2000, 1975 fut une année riche d'événements et de bouleversements. Année de la femme, divorce, avortement, contraception, fin de la guerre du Viet-Nam, mort du général Franco, réouverture du Canal de Suez, crise économique, pour ne citer que ces quelques événements, les plus importants de ces événements sont fixés à jamais dans neuf médailles d'une conception originale : la médaille, témoin inaltérable, n'est-elle pas, par excellence, le monument choisi pour garder intacts les hauts faits de l'histoire des peuples et des nations. Quel instrument plus perçant, plus redoutable lui préférer ?

DEUX PERSONNALITÉS FAISANT AUTORITÉ : Imaginez quel intérêt extraordinaire vous porterez aujourd'hui à des collections de médailles créées en 1975 par un Daumier ou un Zola ou, trente ans auparavant, par un Henri Monnier et un Balzac ; quelle serait votre reconnaissance envers des grands parcs qui vous auraient légué un héritage aussi fabuleux ? Seules des personnalités aux talents incontestables peuvent participer à de telles œuvres. L'avers de la médaille, illustration à la fois concrète et symbolique de l'événement attaché à l'histoire, est éternisé par le célèbre artiste GUS, tout spécialement désigné par son don de la caricature, son talent satirique, son sens de l'humour, son génie d'évocation et de synthèse, son trait d'une concision et d'une expression profondément humaine. Il a campé et caricaturé les événements et les personnages les plus célèbres de la politique. Sur le revers, cette âme de la médaille souvent redoutée, est gravée une légende que seul André FROSSARD, écrivain, journaliste chroniqueur, observateur pertinent et parfois impertinent de l'actualité pouvait, grâce à la maîtrise de son style, la précision de son vocabulaire et son souci de l'objectivité, rédiger en quelques mots d'une haute valeur morale.

UNE RÉALISATION DE HAUTE QUALITÉ : Pour donner à ce duo prestigieux un support digne de sa réputation et de l'exigence des collectionneurs, la réalisation en a été confiée à l'un de nos plus grands MAÎTRES orfèvres, dans ses ateliers, chaque médaille est frappée et décapée

dans la plus noble tradition numismatique : pas de sablage, pas d'obturation, ensemble poli, patiné, purifié en finition vieillie, argent ou métal. Chaque médaille est contrôlée et vérifiée une par une par d'émouvants spécialistes.

DU MÉTAL ARGENTÉ, DES MÉTALLS PRÉCIEUX : La possibilité est offerte, aux amateurs de l'art de l'histoire, d'acquiescer une magnifique collection « *1975 en médailles* » d'une valeur numismatique inestimable, exécutée en métal argenté. Pour les amateurs de métaux précieux, désireux de compléter la valeur artistique de la collection par la noblesse de la matière, nous éditons également en argent massif, premier titre international, et en or fin massif 24 carats.

UNE COLLECTION PERSONNALISÉE : Chaque souscripteur recevra en cours de collection un magnifique médallier en bois précieux pour protéger et mettre en valeur ses médailles. Ce médallier sera personnalisé par une plaque en argent massif incrustée dans le couvercle, où chaque souscripteur verra gravés son nom, son prénom et le numéro de sa collection. Cette plaque sera en Or Massif pour la série Or. Ce médallier rebattu de sa plaque est offert gratuitement et témoignera du bon goût de son propriétaire.

LES POINÇONS DE GARANTIE : La tranche de chaque médaille porte le poinçon d'ETAT, garantissant la pureté du métal précieux, le poinçon de MAÎTRE le PESTAMPEUR, le numéro de collection du souscripteur.

UN TIAGE STRICTEMENT LIMITÉ : Le tirage de notre collection est strictement limité au nombre des souscriptions reçues avant le 31.1.1976, le cachet de la poste faisant foi. Il n'y aura pas de réédition. Afin de garantir l'unique tirage, la nomenclature officielle des souscriptions sera déposée chez Maîtres Delattre et Le Blanc, banquiers à Paris, les notes et matrices ayant servi la fabrication seront détruits avant eux à la fin de la collection. Les médailles seront envoyées à raison d'une par mois à partir du début février 1976 et ne peuvent être acquises que par l'intermédiaire de la S.A. Art et Collection, 9-71, avenue Matignon 75008 PARIS.

VALEURS IMMÉDIATES ET PERSPECTIVES :

Par le tirage des médailles retenues, l'importance des sujets choisis, l'originalité de la conception et le nombre limité de la souscription, votre collection aura des perspectives plus-values importantes à moyen terme, et plus encore à long terme, plus-values accrues par l'augmentation du prix des métaux précieux dans les années à venir.

Titre personnel de souscription

"1975 EN MÉDAILLES"

Date limite de souscription le 31.1.1976 à minuit, le cachet de la poste faisant foi. Veuillez enregistrer ma demande de souscription pour les neuf médailles de "1975 EN MÉDAILLES" que je réçois et recevrai à raison d'une médaille par mois, à partir de février 1976. Sous réserve de l'acceptation de ma souscription.

☐ En métal argenté, au prix de 108 francs TTC.
☐ En argent massif, premier titre international, 85 grammes minimum. Au prix de 250 francs TTC.
☐ En or massif 24 carats, 100 grammes minimum. Au prix de 5800 francs TTC.
Format de chaque médaille : 71,75 mm x 47,5 mm.

Je vous régle :
☐ Une fois par mois, sur facture, ou : ☐ Contre remboursement.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse complète : _____

Date : _____ Signature : _____

(Cet acte limite à une série par personne).

Le prix TTC, annoncé est celui d'une médaille, frais de port et emballage inclus.

Nous vous garantissons le prix TTC pour la durée de la collection, quelle que soit la fluctuation des cours des métaux précieux.

S.A. Art et Collection, 9-71, avenue Matignon 75008 PARIS

مكتبة من الأصل

DÉFENSE

APRÈS SA DIX-HUITIÈME EXPÉRIENCE NUCLÉAIRE

La Chine donne l'impression d'intensifier son effort d'armement

De notre correspondant

Pékin. — Les autorités chinoises n'ont donné aucun détail sur l'essai nucléaire, le dix-huitième depuis 1964 d'après le décompte généralement admis, qui a été réalisé le vendredi 23 janvier. Le précédent essai remonte au 27 octobre 1975.

Le délai de moins de trois mois qui sépare ces deux expériences suggère que la recherche nucléaire continue à l'heure actuelle avec une particulière intensité en Chine. A trois reprises seulement dans le passé, des essais nucléaires avaient eu lieu ainsi à des dates relativement rapprochées : à la fin de 1964, en septembre 1969 et pendant l'hiver 1971-1972. Depuis cette époque, en revanche, plus d'un an s'était écoulé d'une expérience à l'autre, l'avant-dernière datant du 17 juin 1974.

Il paraît naturel de rapprocher cette constatation de l'intensification des expériences spatiales, également évidente puisque la Chine a lancé, coup sur coup, ses quatrième et cinquième satellites artificiels, les 26 novembre et 16 décembre dernier. Le fait que l'un de ses engins, le quatrième, ait été récupéré, attire l'attention des experts d'abord parce qu'il révèle la capacité de la Chine, seule après les Etats-Unis et l'U.R.S.S., d'exploiter des satellites d'observation qui reviennent sur terre chargés d'images et autres informations.

Depuis plusieurs années, déjà, le bruit court que la conception d'un missile balistique est en cours d'expérimentation en Chine. D'après les renseignements dont on dispose, un seul engin nucléaire chinois aurait jusqu'à présent été essayé à partir d'un missile. Il s'agirait d'une bombe A portée par un engin de type soviétique SS-4 et expérimentée le 27 octobre 1966 dans le Lop-Nor. Mais il est communément admis que la Chine dispose aujourd'hui de quatre-vingts à cent missiles de portée moyenne, pouvant atteindre des cibles situées à 3 000 kilomètres de leur point de lancement.

La Chine dispose aussi d'un avion, le TU-16, destiné au transport d'engins nucléaires, mais passablement démodé par rapport aux derniers bombardiers étrangers. Cependant, le récent contrat entre la Chine et la société britannique Rolls-Royce pour la livraison d'une cinquantaine de réacteurs Spey et pour la construction sous licence de ces nouveaux moteurs militaires (le Monde des 10 et 31-12 décembre 1975) montre qu'un nouvel effort est actuellement entrepris dans le domaine de la construction aéronautique militaire. Les moteurs Spey et ceux qui seront ultérieurement construits en Chine seraient destinés à des versions améliorées de l'appareil chinois F-9 qui, pour être originellement un avion d'appui tactique, n'en vole pas moins à deux fois la vitesse du son.

L'effort qui est actuellement consenti conduit à se demander si une accélération n'a pas été prise récemment en Chine en matière de défense. Selon les experts américains, en effet, les dépenses militaires de la République populaire avaient diminué de près de 25 % au cours de la période 1972-1974 par rapport à 1970-1971. Il est difficile de penser que cette tendance puisse se

confirmer compte tenu, d'une part, des expériences nucléaires et spatiales signalées, d'autre part, du recours, sans précédent depuis la cessation de l'aide soviétique, à des matériels et à la technologie de l'étranger dans le domaine militaire.

Sur le plan international, on notera que le nouveau essai nucléaire chinois intervient au lendemain des conversations de M. Kissinger à Moscou sur la limitation des armements stratégiques.

L'agence Chine nouvelle rappelle que, jamais à aucun moment et en aucune circonstance, « la Chine n'utilisera la première des armes » dont la mise au point est indispensable « à des fins uniquement défensives ». L'agence chinoise n'en ajoute pas moins que, si l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires « reste l'ultime et « noble objectif », les essais en cours ont également pour but « de briser le monopole nucléaire des superpuissances ».

ALAIN JACOB.

AUX ETATS-UNIS

Le Pentagone demande un fort accroissement des crédits pour le missile de croisière

Le nouveau secrétaire américain à la défense, M. Donald Rumsfeld, a présenté, mardi 27 janvier, au Congrès, son projet de budget pour l'année budgétaire 1976-1977, qui commencera cette année le 1^{er} octobre. A l'intérieur de l'enveloppe de 180,1 milliards de dollars qu'il réclame, M. Rumsfeld a précisé ses demandes pour les armements stratégiques, ce qui donne une indication sur les intentions de l'administration américaine alors que les propositions soviétiques ramenées de Moscou la semaine dernière par M. Kissinger sont à l'étude à Washington.

M. Rumsfeld demande notamment 282 millions de dollars pour le développement des nouveaux missiles stratégiques de croisière (non balistiques), contre 153 millions qui avaient été demandés l'an dernier par son prédécesseur, M. Schlesinger, et 144 millions qui avaient été accordés par le Congrès. On relève aussi une augmentation des crédits demandés pour la nouvelle fusée intercontinentale terrestre, le MX (84 millions de dollars contre 36 accordés l'an dernier). De même, les demandes de crédit pour le nouveau sous-marin Trident, porteur de vingt-quatre missiles balistiques à longue portée, sont

● Les exportations suisses d'armes ont augmenté de 56 % entre 1974 et 1975, atteignant le montant record de 389 millions de francs suisses (environ 635 millions de francs français). Les principaux clients ont été : l'Iran, l'Espagne et l'Allemagne fédérale. Dans le même temps, l'ensemble des exportations a diminué de 5,4 % du fait de la récession et du prix élevé du franc suisse flottant. — (A.P.)

SELON DES DIRECTIVES DU CHEF DE L'ÉTAT

La part des crédits militaires dans les dépenses publiques cessera de diminuer

Le budget pour 1977 serait de 58 milliards de francs

Le président de la République et le premier ministre ont donné, en conseil de défense, au ministre de la défense — dont les services préparent le prochain plan d'équipement militaire — l'assurance que la part des crédits militaires dans le budget de l'Etat cessera de diminuer, comme c'était le cas depuis environ dix ans. Déjà, les dépenses militaires pour 1976, avec un montant de l'ordre de 50 milliards de francs, soit 17,06 % des dépenses de l'Etat, marquent un renversement de cette tendance. Pour 1977, les premières études font apparaître un projet de budget de la défense équivalent à 58 milliards de francs, soit 18 % de hausse par rapport à 1976.

Selon les directives gouvernementales, le budget de la défense devrait représenter environ 20 % des dépenses publiques en 1980 et 1982. C'est du moins ce qui résulte des dernières discussions en conseil de défense, présidé par M. Valéry

Giscard d'Estaing. Cette instance suprême, qui définit les grandes orientations de la politique de défense, se réunit sur l'initiative du chef de l'Etat et, depuis l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, on a observé, dans les milieux militaires, que le conseil de défense se réunissait toutes les six à sept semaines, à un rythme accru par rapport à la pratique de ses deux prédécesseurs à l'Elysée.

Le rythme de ces conseils de défense, qui n'aboutissent pas tous à des décisions, fait dire, du reste, à des responsables militaires de haut rang que le chef de l'Etat avait cru pouvoir annoncer, durant l'été de 1974, qu'il consacrerait dix jours de réflexion personnelle aux problèmes de défense, mais que ces dix jours, en réalité, ont bien duré dix-huit mois pour que les dossiers soient mieux connus de l'Elysée.

Le budget militaire de 1976, à l'Assemblée nationale, MM. Michel Debré, Joël Le Theule et André Fanton, suivis de quelques autres députés U.D.R., avaient instamment réclamé une quatrième loi de programme sur le modèle des trois précédentes. Les hésitations du gouvernement en la matière semblaient justifier leurs doutes sur la volonté du chef de l'Etat de s'engager sur une programmation précise à long terme qui aurait ensuite trop liée à ses promesses. Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, avait toutefois accepté d'ouvrir un débat sur cette programmation militaire à la prochaine session de printemps, au Parlement, à partir d'un document qui fixerait des choix et des évaluations financières.

Une programmation différente

On ignore encore la forme que revêtira ce document gouvernemental. Au terme des études en cours dans les services officiels, la solution qui sera retenue à toutes les chances de n'être pas une loi de programme quinquennale, assortie d'un échéancier d'engagements financiers. La formule pourrait être moins rigide, de manière à permettre des changements d'orientation ou des adaptations en cours d'exécution, dictées par l'évolution des circonstances politiques à l'extérieur comme à l'intérieur de la France. Une telle souplesse, liée à la situation stratégique dans le monde, témoigne aussi des préférences actuelles du chef de l'Etat pour « le pilotage à vue » et de son refus des contraintes d'une programmation à plus ou moins long terme.

Les trois lois de programme précédentes n'ont pas, au demeurant, été respectées avec beaucoup de rigueur. Si l'on exclut l'équipement nucléaire qui a été mené à son terme, en raison de la priorité politique dont il a constamment bénéficié, les programmes d'armements classiques ont accusé de sérieux retards ou des révisions telles que certains projets ont été abandonnés.

Seules, les deux ou trois premières années de la programmation gouvernementale à l'étude seraient l'objet d'un engagement financier précis et soumis à l'approbation du Parlement. Au-delà, des orientations seront indiquées dans le cadre d'une programmation à moyen et long terme, sur les six à neuf années suivantes. Le Parlement en sera informé et pourra contrôler l'exécution, lors du vote des crédits militaires à chaque session annuelle d'automne.

Cette programmation des dépenses de défense est basée sur des estimations — que d'aucuns jugent très discutables — d'une hausse annuelle des prix de l'ordre de 7 à 7,5 % en France, et d'une augmentation de 4,5 à 5 % par an du produit national brut. En six années environ, la part du budget militaire dans l'ensemble des dépenses publiques devrait alors passer de 17 à 20 %.

Avec des crédits militaires, respectivement, de 50 et 58 milliards de francs, les années 1976 et 1977 ne font pas partie, à vrai dire, de cette programmation. Ces deux budgets serviront, en effet, à continuer de financer des opérations inscrites dans le dernier plan — non respecté — qui s'achève, et à payer la hausse récente des soldes des cadres d'active.

JACQUES ISNARD.

Gestetner gagne la guerre des boutons

éditions sociales C.E.R.M. : clarte
E.F.R. A.F.A.S.P.A.

MERCREDI 28 JANVIER 20 h 30

HOTEL MODERNE - Place de la République



LA FAIM DANS LE MONDE
conférence-débat
sous la présidence
de Jean DRESCH
avec Jean SURET-CANALE
et Jean-Claude MOUCHEL

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

abonnez vous aux périodiques de chine

PEKIN INFORMATION hebdomadaire politique et théorique	1 an 2 ans
	21,00F 31,50F
LA CHINE revue mensuelle illustrée	17,00F 25,50F
LA CHINE EN CONSTRUCTION mensuel illustré	14,00F 21,00F
LITTÉRATURE CHINOISE mensuel	17,00F 25,50F

LIBRAIRIE NORMAN BETHUNE

(Livres de Chine, d'Albanie, de Corée, du Vietnam)
76 bvd Saint Michel - 75006 PARIS - C.C.P. 14 Source 32 808 88-326 59 93

POLITIQUE

LE RAPPORT DE M. JOSPIN SUR LES RELATIONS ENTRE LE P.C.F. ET LE P.S.

Le P.C. évolue parce qu'il y est contraint non parce qu'il l'a décidé

estime l'auteur du document présenté au bureau exécutif du P.S.

Le bureau exécutif du parti socialiste a diffusé, mercredi 28 janvier, le rapport sur l'évolution du P.C.F. présenté par M. Lionel Jospin, membre du secrétariat, lors de la réunion des dirigeants socialistes du 21 janvier.

Dans ce document, M. Jospin analyse tour à tour les rapports P.C.-P.S., la préparation du XXII^e congrès du P.C.F. et l'évolution du mouvement communiste international.

Le rapporteur évoque d'abord « la politique engagée par le P.C.F. » et estime qu'elle « se poursuit sous des formes diversifiées ». Selon lui, « les dirigeants du P.C.F. constatent que la pression exercée sur le parti socialiste n'a pas suffi pour le faire céder ». Il ajoute : « Il nous semble que cela les conduit à croire qu'il faut poursuivre cette pression (mais en la rendant plus rationnelle). La direction du parti communiste croit naturellement que notre progression électorale se fasse au détriment de celui-ci. Mais le problème essentiel pour elle semble bien être que son parti conserve le contrôle politique de la classe ouvrière française. (...) L'insistance mise sur le rôle de la classe ouvrière et sur le mouvement de masse dans la transition, la volonté de s'implanter prioritairement dans les entreprises et même d'y établir un monopole (Georges Marchais : « Une section socialiste d'entreprise n'apporte rien à la classe ouvrière », le refus de l'action commune sur les lieux de travail, témoignent que le P.C. n'entend pas transiger sur ce point.

La direction du P.C.F. paraît inquiète et plutôt sur la défensive. Le durcissement du P.C.F. (par exemple, sur le terrain des luttes d'entreprises, où il prend souvent le pas sur la C.G.T.), son actionisme (qui n'a pas de véritable dimension politique), doivent être correctement interprétés et ne pas faire illusion. Le parti communiste, qui s'est en peu isolé aux côtés de l'U.R.S.S. dans la préparation de la conférence des P.C., mais, depuis, prend ses distances sur plusieurs points, qui doit affronter en France les problèmes que nous lui posons, qui connaît des oppositions d'hommes — évidentes, par exemple, dans les commentaires de l'accord P.C.F.-F.O.I. (1) — donne un peu de lui-même.

M. Jospin conclut sur ce point qu'il n'y a pas changement de stratégie du P.C.F. Il garde « l'axe au feu », s'affirmant en tant que P.C. et contrainant le P.S. sans pour autant rompre l'union de la gauche.

En ce qui concerne le vingt-deuxième congrès du P.C.F., M. Jospin commence par se féliciter que le rapport de M. Kanapa expliquant le projet de résolution (le Monde du 13 novembre) présente le « passage au socialisme » non seulement comme proche, mais aussi comme l'épanouissement de la phase de « démocratie avancée ». « Cette présentation, note-t-il, est intéressante, d'une part parce qu'elle tranche avec le fameux « le socialisme n'est pas à

l'ordre du jour » de Georges Marchais quelques mois après les présidentielles, d'autre part parce qu'elle tend à estomper le vieux schéma communiste des deux étapes distinctes : celle de la démocratie, celle du passage au socialisme.

Il relève toutefois des « aspects négatifs » : « Un parti socialiste ignoré ou condamné et une union de la gauche voquée dans l'union du peuple de France ».

Le rapporteur se livre à ce propos à une analyse du concept communiste d'union du peuple de France. Il indique : « C'est le rassemblement, autour de la classe ouvrière, de tous les « démocrates, de tous les patriotes, de tous ceux qui sont attachés à la défense et au progrès des libertés. De tous ceux qui, fidèles à la grandeur, à l'indépendance et à la sécurité de la France, repoussent une politique qui met en péril les intérêts nationaux ». On le voit clairement : le critère de cette union n'est pas un critère de classe (lié à la transformation sociale des pays), mais un critère de politique extérieure (que les gaullistes par exemple pourraient faire leur). D'ailleurs, autour de la classe ouvrière, on trouve pêle-mêle dans l'union : « les employés, les paysans, les ingénieurs, les techniciens, les enseignants et les artistes, les commerçants et les artisans, les petits et moyens entrepreneurs ».

On constate qu'aucune distinction n'est faite entre les couches intermédiaires salariées et non salariées ou par exemple les petits et les gros paysans. Tout le monde a sa place. La classe ouvrière, par contre, est entendue étroitement. De plus, il est donné une définition purement sociologique presque productiviste (la classe des producteurs de plus-value à travers la fabrication de biens matériels), sans que jamais il soit fait appel aux termes (et aux réalités) plus modernes, plus larges, plus politiques aussi de « prolétariat » ou de « mouvement ouvrier ». C'est là une renouveau de la vieille question. Qui est le parti de la classe ouvrière ? Le parti communiste ou lui seul.

On a donc un parti : le P.C.F. ; autour de lui : la classe ouvrière ; autour d'elle : « la plus grande partie de la population ». C'est là une renouveau de la vieille politique de « front national ».

Qu'est-ce qui disparaît dans cette analyse ? Le P.S., l'union de la gauche et ce que nous appelons le « front de classe ».

Nous, nous partions d'une alliance politique, celle des partis, P.C., P.S., M.R.G., rassemblés autour d'un « front de classe ouvrier » et le socialiste pour conquérir le reste, aucun des partis n'ayant un monopole. Dans la conception théorique du P.C.F., l'égalité de la classe ouvrière et le socialisme sont la même chose. Le parti communiste garde, au moins sur ce plan, une conception dominatrice de l'alliance.

Certes, il faut unir le peuple de France mais autour de l'alliance politique de l'union de la gauche (en lui gagnant de nou-

veau appui) ; pas sur la base des postulats théoriques et sociologiques qui visent à fonder la prééminence du parti communiste.

Des liens étroits avec Moscou

La troisième partie du rapport est consacrée au mouvement communiste international.

M. Lionel Jospin évoque plus particulièrement la préparation laborieuse de la conférence européenne des P.C. Il note : « Beaucoup d'égards ont été portés de l'avis des P.C. d'Union soviétique. Jusqu'au dernier moment, il a défendu la thèse (scénario) d'un ordre du jour large pour la conférence des P.C. et il a tenté (par son représentant Jean Kanapa) de faire presser le pas. Il a défendu les mêmes positions que le P.C. d'Union soviétique sur la crise du Portugal. Il fait silence sur la « normalisation » et l'échec de la conférence. Il a été très abondant de reportages entièrement laudatifs sur les différents pays de l'Est. On peut donc avoir l'impression d'un P.C.F. qui, incertain sur ses perspectives en France, se lie plus étroitement à Moscou pour agir contre son propre dérapage historique et freiner l'évolution qu'il a connue depuis 1970.

Puis, maintenant, il accepte un différend public avec l'U.R.S.S. sur la question des libertés dans les pays socialistes. Cela modifie-t-il l'opinion ? La déclaration du bureau politique du P.C.F. condamnant les camps en U.R.S.S. est certainement la plus importante sur ces problèmes depuis la prise de position de 1958 condamnant l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. De fait, que le P.C.F. considère que la liberté est consubstantielle au socialisme (dans les pays industrialisés avancés, mais aussi en U.R.S.S.) comme logique de la conduite à tenir, c'est une chose. Mais le fait pas encore que la liberté n'y a pas de liberté n'y a pas de socialisme. Ce qui est notre position.

Y a-t-il véritablement tournant ? Il est trop tôt pour en décider. Il semble qu'à la direction du P.C.F. on parle au plus pressé, par réactions ponctuelles, sans avoir les moyens de médiation, des partenaires de la gauche, de l'opinion et qu'en même temps on amorce un processus, prudemment, sans trop savoir jusqu'où il va pouvoir conduire.

En conclusion, M. Jospin estime que le P.C.F. « évolue parce qu'il y est contraint par les faits et non pas parce qu'il l'a prévu et décidé ». Il ne faut pas oublier, dit-il, de constater en effet qu'aucun des deux points qui mobilisent actuellement l'attention des dirigeants et des militants communistes des libertés dans les pays socialistes, la dictature du prolétariat — n'était abordé dans le rapport de Jean Kanapa. (...) L'ouverture plus grande du parti communiste n'a pas notre parti comme destinataire privilégié, bien au contraire. Le P.C. n'est guère tenté de relancer la dynamique unitaire. Donc rien ne doit être fait par nous qui puisse donner espoir au P.C. d'échapper au dialogue socialiste-communiste.

Dans cet esprit, nous devons souligner que le parti communiste, après avoir levé l'évidente contradiction qui existait entre la référence à la dictature du prolétariat et la politique d'union de la gauche, progresse vers la solution d'autres contradictions que nous ressentons :

« La compatibilité de la stratégie d'union du peuple de France avec celle de l'union de la gauche est loin d'être évidente ».

« Le combat contre les monopoles ne peut être important, ne peut suffire à exprimer le combat de classe des forces socialistes contre les forces et les structures du capitalisme considéré dans son ensemble ».

(1) N.D.L.R. — Après la publication d'une déclaration commune aux partis communistes français et italien, M. Marchais avait parlé d'éventuels « liens étroits » entre M. Leroy était surtout attaché à souligner que l'union du peuple de France n'était pas une « alliance » différente du « compromis historique » proposé par le F.O.I. (le Monde du 13 novembre).

Cinq membres de la section socialiste de Cligny (Hauts-de-Seine) ont déposé une démission « pour protester contre l'attitude des élus socialistes de cette commune ». La municipalité, dirigée par un socialiste, M. Levillain, est, selon les démissionnaires, « une municipalité d'alliance socialiste-centriste, le premier adjoint, M. Lemetayer, étant d'opposition centriste ». La fédération des Hauts-de-Seine réplique que la municipalité de Cligny a, de manière homogène, toujours pris position en faveur de la gauche. La section communiste de Cligny, pour sa part, indique que lors des élections législatives de 1973, seule une partie du conseil municipal de Cligny avait soutenu, lors du second tour de scrutin, le candidat commun de la gauche, M. Parfait Jans (P.C.F.).

Les socialistes craignent que les communistes ne cherchent à modifier la nature de l'union de la gauche

Dans la dernière mise à jour d'un travail que les socialistes ont baptisé avec humour « Rapport sur l'état de l'union », M. Jospin se livre à une réévaluation doctrinale de la thèse communiste d'union du peuple de France. Selon lui, il ne s'agit pas, à l'inverse du « front de classes » proposé par le P.S., d'une alliance construite sur des bases sociologiques. Les communistes cherchant surtout à ressusciter l'un de ces fronts nationaux qui jalonnent leur histoire. Du « front français », qui, en 1937, tentait de prolonger en élargissant ses bases l'expérience du Front populaire, jusqu'au combat commun avec les gaullistes, en 1954, contre la Communauté européenne de défense, il est vrai que les communistes ont souvent cherché à opérer des regroupements, indépendamment des situations sociales, sur des bases politiques et, en particulier, sur des thèmes de politique étrangère.

A propos de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, les socialistes ont organisé, en 1974, une mobilisation du même ordre au nom de la défense de la souveraineté nationale. Le propre de telles campagnes est d'amener le P.C. à atténuer ce qui chez lui pourrait effrayer ses alliés potentiels. C'est le cas actuellement puisqu'on le voit abandonner la notion de « dictature du prolétariat » et reprendre des positions par rapport à l'Union soviétique. Mais cette attitude conduit un certain nombre de militants communistes à se poser des questions quant à la fidélité du parti à la doctrine. C'est parce qu'ils ont perçu l'existence de cette brèche que les dirigeants du P.S. choisissent de contre-attaquer sur le plan idéologique en reprenant au P.C.F. son manque de rigueur dans l'analyse et en le suspectant de chercher à échapper au cadre de l'union de la gauche, c'est-à-dire au face-à-face avec les socialistes.

Les rôles sont inversés. Il est fini le temps où le S.F.I.O. multipliait les contorsions pour éviter absolument de se retrouver en tête à tête avec le P.C.F. Déjà la doctrine était mise en avant, mais le dialogue idéologique engagé, en 1964, entre communistes et socialistes avait surtout pour fonction à l'époque de montrer qu'une alliance

LUTTE COMMUNISTE

ORGANE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (TROTSKISTE), SECTION FRANÇAISE DE LA LUTTE INTERNATIONALE (POSDISTE)

J. POSADAS

sur la discussion du P.C.F. sur la dictature du prolétariat et le marxisme

En vente dans les principales librairies et sur demande : 63, rue Victor-Hugo, Courbevoie, 1 P.

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT A DÉJEUNER M. PINAY

M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir à déjeuner, mercredi 28 janvier, M. Antoine Pinay, ancien président du conseil. M. Pinay, qui a déjeuné en tête à tête, le 2 décembre dernier, avec M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, avait également été reçu à déjeuner, en septembre 1974, par M. Jacques Chirac, premier ministre. L'avant-veille, M. Pinay avait été parmi les invités du dîner offert à Lyon par le chef de l'Etat, à l'occasion de la première réunion du conseil des ministres en province. L'ancien président du conseil s'était démis, le 14 mai 1974, de ses fonctions de médiateur, afin d'apporter son soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République.

Ce mercredi, le chef de l'Etat, après s'être entretenu avec M. Chirac, devait remettre, en fin d'après-midi, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur à Mme Louise Weiss.

M. Emmanuel Hamel, député R.I. du Rhône, s'est enquis, mardi 27 janvier, dans une question au premier ministre, de la nature et de l'importance de la célébration officielle, le 21 février prochain, du sixième anniversaire du début de la bataille de Verdun. Il demande notamment à M. Chirac : « Si des survivants allemands de ce combat européen fratricide seront invités en témoignage de la réconciliation franco-allemande et « combien d'émotions télévisées et de cérémonies nationales du souvenir seront consacrées à rappeler aux Français l'héroïsme, la grandeur et les sacrifices des soldats de Verdun ».

Mme Valéry Giscard d'Estaing, en voyage dans les Alpes-Maritimes du 28 au 30 janvier, devait visiter ce mercredi à Nice et à Sophia-Antipolis plusieurs institutions sociales, avant de se rendre jeudi à Antibes et vendredi à Grasse, cours de l'année.

Le courrier de l'Elysée fait l'objet d'une statistique tenue publiquement mardi 27 janvier : au cours de l'année 1975, le palais présidentiel a reçu 219 810 lettres et en a envoyé 271 412.

M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., a nommé Mme Jacqueline Crepy chargée de mission. Elle aura la responsabilité des problèmes concernant la qualité de la vie, parmi lesquels ceux du troisième âge auront la priorité.

Le bouton offset

Appuyez, c'est reproduit

Avec la 209 Gestetner, l'offset devient le procédé de reproduction le plus simple et aussi le plus souple.

Simple, parce que dès que la plaque est introduite et la quantité désirée inscrite, votre travail est terminé : le programme se déroule automatiquement et les copies tombent à la cadence choisie.

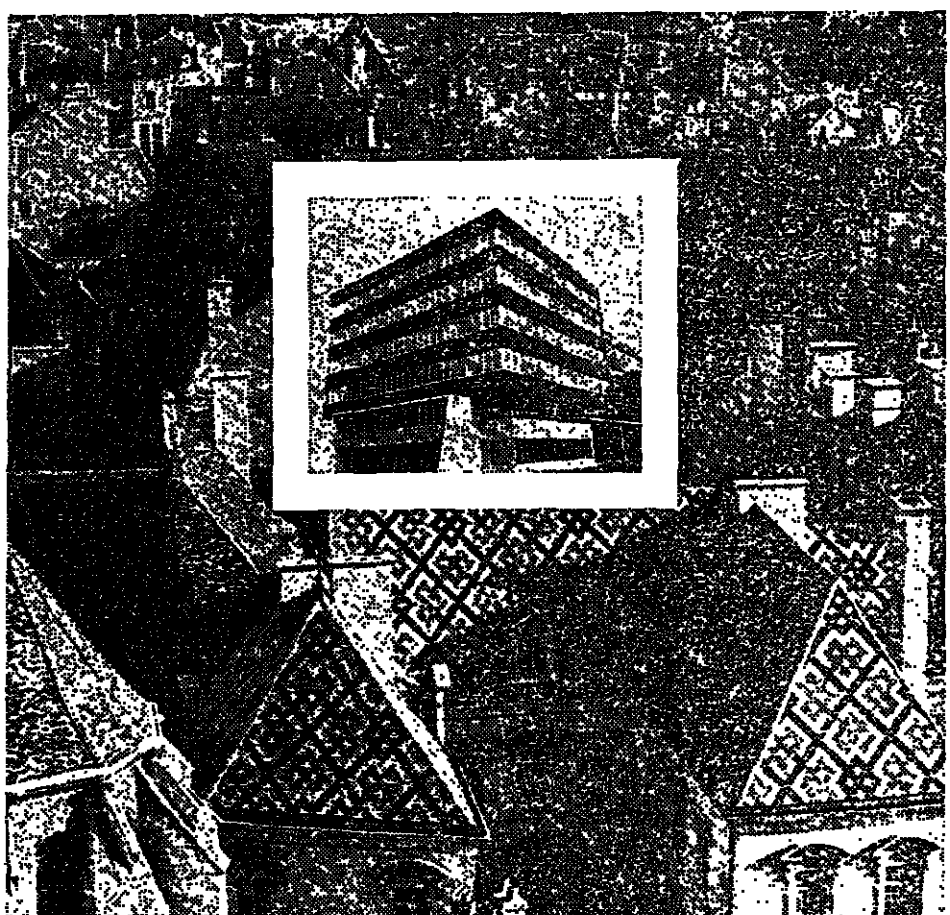
Souple, parce que quelles que soient les modalités d'application (petites séries, grandes séries, séries répétées) la 209 offre toujours une qualité d'impression suivie, sans réglages, même si l'épaisseur des plaques ou des papiers varie.

Avec Gestetner, pour reproduire, il suffit d'appuyer sur le bouton.

Gestetner

Vérifiez ces affirmations : prenez contact avec Gestetner service 133, 71 rue Camille-Groult 94400 Vitry. Tél. 680.47.85. Télex 200-880 Gest. Vitry.

Le n°1 mondial de la reproduction de bureau



C'EST DIFFICILE DE GRANDIR SANS RIEN PERDRE DE SON CHARME

Dijon a su allier développement et qualité de vie :

- 2 500 logements neufs par an ne font pas oublier les « cent clochers », les toits de tuiles polychromes et un environnement de 500 ha d'espaces verts.

- 6 zones industrielles à quelques minutes d'un centre urbain sauvegardé, animé par ses rues piétonnières.

- une activité économique orientée vers des industries de pointe,

un rayonnement universitaire et une vie culturelle intense.

Dijon a su se développer sans perdre ni son âme... ni son charme.

DIJON A SU GRANDIR

Mairie de Dijon : Tél. 41.81.30

مكتبة الراس

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX

M. Chaban-Delmas réélu à Bordeaux...

...et M. Paul Ribeyre à Lyon

De notre correspondant régional

M. Jacques Chaban-Delmas a été réélu, le 27 janvier, président du conseil régional d'Aquitaine avec un écart — 38 voix contre 24 — qui s'est encore creusé sur son rival des années précédentes, M. André Labarrère, député socialiste, maire de Pau. Après la réélection, les cinq présidents des conseils généraux des départements composant la région ont, à leur tour, été réélus à la présidence de l'assemblée régionale.

Les intempéries, verglas et neige ont provoqué une abstention inhabituelle. Mais il n'est pas douteux que la majorité des retardataires auraient voté pour M. Chaban-Delmas. Dans la balance le radicalisme lot-et-garonnais a manifestement pesé beaucoup plus lourd que les retardataires.

M. Jacques Chaban-Delmas a annoncé que dès le 24 février, à l'hôtel Maitignon, avec les autres présidents des conseils régionaux il demanderait l'application pleine et entière de la loi de 1972 : « La limite de ressources de 25 F par

habitant n'est pas acceptable maintenant que nous sommes majeurs. Dans peu d'années, si cette limitation n'est pas supprimée, nous nous trouverons dans l'impasse. Ce sera la paralysie de l'initiative. » M. Henri Caillaud, sénateur gauche démocrate du Lot-et-Garonne, qui jusqu'à présent n'avait pas paru montrer beaucoup d'intérêt pour l'idée régionale, a même surchiffré en proposant la convocation de tous les parlementaires de la région pour qu'ils fassent campagne en faveur d'une meilleure application de la loi de 1972. Une idée qui apparemment n'a déplié ni à M. Jacques Chaban-Delmas ni à M. Labarrère. Comme si une identité de vues et une unité étaient possibles ou non suivant que l'on soit en Aquitaine ou à Paris...

(Le moins que l'on puisse dire, c'est que la position du gouvernement sur les ressources propres des régions est « variable »). Le 13 septembre, à Paris, M. Chirac disait qu'il n'était pas question d'autoriser les régions à dépasser le plafond fiscal légal de 25 francs par habitant. A Lyon, le 20 septembre, le premier ministre admettait que ce plafond pourrait être relevé. Le 4 décembre, dans une réponse à M. Jean Caubon, sénateur d' Eure-et-Loire (U.C.R.P.), M. Chirac estimait à nouveau « souhaitable » une telle évolution. Mais, lors de son voyage en Bretagne, le premier ministre faisait brusquement un pas en arrière, indiquant qu'il n'était pas envisagé de dépasser les 25 francs.

Lyon. — La composition du conseil de la région Rhône-Alpes — et, partant, celle des formations politiques — n'ayant, comme celle de toutes les assemblées régionales, subi aucun changement fondamental (1) en 1975, il n'était guère imaginable que des modifications se produisent à l'heure du renouvellement des mandats. Les élections, tant du président que du bureau et de la commission permanente, n'ont constitué, en fait, qu'une formalité. Les deux groupes proches de la majorité présidentielle — le Rassemblement régional où les républicains indépendants et les U.D.R. sont les éléments dominants, et le Groupe régional Action et Progrès (G.R.A.P.), où se rassemblent notamment les centristes et les modérés, et qui représentent à eux seuls quatre-vingt-neuf des cent vingt-sept conseillers — ont, d'entrée, annoncé qu'ils renouvelaient leur confiance au président sortant, M. Paul Ribeyre, sénateur et président du conseil général de l'Ardèche. Face à un résultat joué d'avance, socialistes et communistes ont, comme en 1974 et 1975, préféré présenter — pour la forme sans doute — chacun leur candidat : M. Jacques-Antoine Gau, député de l'Isère, pour les premiers ; M. Théo Vial-Massat, conseiller général de la Loire, maire de Firminy, pour les seconds. Le scrutin a été conforme aux prévisions : M. Ribeyre a

recueilli 72 voix sur les 102 votants, et ses deux adversaires respectivement 17 et 7 voix (deux bulletins allant à des non-candidats). Le bureau, où siègent deux socialistes et un communiste et la commission permanente, présidée par M. Louis Pradel, maire de Lyon, ont été élus à l'unanimité.

(1) L'Assemblée a perdu en ce début d'année l'un de ses questeurs, M. Louis Chancel, radical de gauche, conseiller général de la Drôme, tué dans un accident de la circulation le 13 janvier.

● **Démissions au conseil municipal d'Yverres (Seine-et-Marne).** — Treize conseillers municipaux sur vingt-huit de la commune d'Yverres (Seine-et-Marne) viennent d'annoncer leur démission. Ils estiment que le maire, M. Paul Sazonoffier (divers gauche), « s'octroyait tous les rôles » et réduisait le conseil municipal au rôle d'« assemblée-croquisse asservie à la volonté d'un seul ». Des élections partielles auront lieu à Yverres, en principe les 15 et 23 février prochains. (Le conseil se composait de vingt-quatre divers gauche et de quatre U.D.R.)

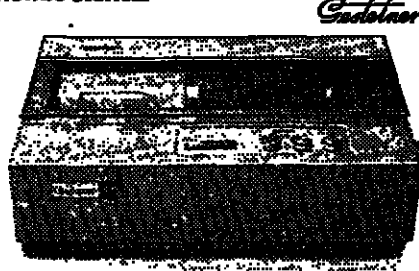


Le bouton stencil

Appuyez, c'est gravé

Avec le nouveau graveur Gestetner 473, tout document même illustré devient stencil, automatiquement et sans délai. Le 473 travaille sans surveillance, s'arrête tout seul, et on peut régler la finesse de la gravure pour les travaux délicats. Ensuite, on peut tirer jusqu'à 120 copies à la minute sur le 466, le dernier-né des duplicateurs. De conception avancée, il permet de reproduire sans se salir les mains, et avec tout le bénéfice de l'économie stencil.

Avec Gestetner, pour obtenir un stencil, il suffit d'appuyer sur le bouton.



Gestetner

Vérifiez ces affirmations : prenez contact avec Gestetner service 135, 71 rue Camille-Groult 94400 Vitry. Tél. : 680.47.85. Télex 200-880 Gest. Vitry.

Le n°1 mondial de la reproduction de bureau

Où va l'économie française en 1976?

La production industrielle a baissé de 9%.

Les salaires ont augmenté de 12,8% et les charges sociales de 21,6%. Le chômage a progressé de 71%.

Le gouvernement a fait payer aux entreprises françaises une politique sociale mal adaptée. Aujourd'hui les patrons désabusés ne veulent plus payer, les syndicats déterminés n'abandonneront rien des avantages obtenus.

1976 se présente mal. L'économie française est malade. Dix huit mois de crise mondiale ont remis en question les acquis des quinze dernières années. Pourtant cette croissance forte, cette réussite industrielle indéniable, la France les avait payées cher en sacrifices sociaux et collectifs. Le retard que nous sommes en train de prendre va nous faire dépendre beaucoup plus qu'avant de la conjoncture internationale, et nous faire perdre aussi, et pour longtemps, toute chance d'évolution.

OU ALLONS-NOUS EN 1976. POUR LE COMPRENDRE LISEZ AUJOURD'HUI LE NUMERO SPECIAL DU NOUVEL OBSERVATEUR EN VENTE 10 F CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

"FRANÇAIS, FAITES VOS COMPTES POUR 1976" UN SUPPLEMENT DU NOUVEL **observateur** UNE ETUDE POUR 1976.

MODE

LES COLLECTIONS DE PRINTEMPS

Le feu d'artifice de Chanel

Des formes simples et dépouillées, qui doivent leur effet aux couleurs des tissus et aux imprimés, peu de détails marquants et peu d'accessoires : ainsi pourrait-on résumer les grandes tendances des collections 1976.

TED LAPIDUS ajoute quelques coupes de pantalons à sa série de tenues de sport et de loisirs. Si ses bermudas à revers restent stricts, en revanche ses culottes à la française sont traitées en souplesse, coupées en gabardines de coton blanc ou beige, avec des blazers ou des sahariennes. De remarquable chambrille, il tire des tenues de gauche cloutées dont les plus belles sont noires et portées avec des blouses en mousseline de soie à gros pois blancs.

EMMANUEL UNGARO coupe la toile de lin blanc garnie de noir en manteaux-livrettes sur de très jolies robes imprimées à effet de saut de lit. Les robes sont coupées en gabardines de coton blanc ou beige, avec des blazers ou des sahariennes. De remarquable chambrille, il tire des tenues de gauche cloutées dont les plus belles sont noires et portées avec des blouses en mousseline de soie à gros pois blancs.

Chez LANVIN, Jules-François Crahay joue à fond le pantalon (et pour toutes les heures) un peu strict, en flanelle rayée et en chamois naturel pour le jour ; il préconise, lui aussi, la chemise à pied de col moyen adapté de la chemise masculine d'aujourd'hui ; il est souvent blanc sur des couleurs foncées. J.-F. Crahay traite en souplesse des caracos à emmanchures basses ; ses pantalons s'élargissent et s'emplissent au fil des heures, pour finir en feu d'artifice de taffetas de soie une dans toutes les couleurs du spectre avec des caletans, de grandes blouses et des pyjamas d'une beauté insolite.

Des tours de prestidigitation chez Jean Patou

Angelo Tarlazzi, chez JEAN PATOU, réalise des tours de prestidigitation avec des rectangles de tissu évouant des nappes par la finesse du lin ajouré. Il les attache en biais autour du cou, en baine de soleil à dos nu, sur des pantalons, les enroule autour du corps pour la plage et les présente pour le soir en mouvements allés et transparents. Ses rares ensembles du jour se composent de manteaux-chemises aux épaules surbaissées ou de vestes trois-quarts de même coupe sur des blazers mous, des casaque sans manches et des pantalons. La gendarme lui inspire ses plus beaux manteaux travaillés de soutache et boutonnés sur le buste ; les mêmes broderies donnent du caractère à

de séduisantes robes de crépuscule et du soir en jersey de soie noir ou blanc, à décolleté bateau corsage blousant à la pointe des hanches et jupe froncée.

L'optimisme règne chez CHANEL, où Jean Cazaubon et Yvonne Dudel ont tiré une collection cocardière et tricolore comme on tire un feu d'artifice le 14 juillet. De charmants manteaux à manches courtes en jersey rayé de larges bandes bicolorées s'ouvrent sur des robes d'après-midi ; d'autres, à franges côtelées, rappellent le tricot et l'artisanat de luxe, comme d'ailleurs les tissages à la mode et les broderies à points géométriques figurant des dessins de canage sur des cardigans du soir de tons doux et seyant.

Les accessoires typiques retrouvent leur place : canotiers basculés, broches en forme de barrettes géantes à perles sur le col châte des blouses, fleurs en contraste au revers d'un tailleur. Les sacs à bandoulière sont plus carrés, et les nouvelles chaussures exécutées par Massaro, de deux tons de beige, ont une empeigne courte sur un talon haut et libre.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(CROQUIS DE MARCO)

SPORTS

ATHLÉTISME

Une crise d'effectifs

Les cent mille licenciés étaient pour bientôt. Depuis des années, il n'était question que de cela et l'on se réjouissait fort à cette perspective. Soudain, l'élan fut perdu. Alors qu'il n'avait jamais été aussi proche, le but désigné commença à s'éloigner inexorablement.

Le mouvement régressif a atteint une amplitude telle l'an dernier (de 92 582 à 87 331) que les explications dilatoires, comme celle tendant à lier le premier recul aux événements de mai 1968, ne sont désormais plus de mise. Profond, le mal n'a cessé de gagner les catégories les plus jeunes pour finalement toucher celle des benjamins. Le fait que toutes les ligues étaient pour la première fois représentées au sein d'une assistance particulièrement nombreuse, lors de l'assemblée générale de la Fédération française d'athlétisme (F.F.A.), qui s'est tenue à l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), les 24 et 25 janvier, n'a suffi qu'à attester la gravité de la situation.

En proposant de rendre l'athlétisme obligatoire à l'école (le Monde du 27 janvier), le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports aura contribué à centrer les débats sur le problème de la pratique à l'âge tendre, problème sur lequel il était prévu au début, qu'une des trois commissions se pencherait.

Comme toujours en pareil cas, on invoqua l'engouement croissant pour les activités de loisir, phénomène général détournant de l'effort et qui conduirait, notamment, les jeunes Australiens à

Obligation à l'école ?

Restait à s'entendre sur une épithète, ce qui entraîna à passer et repasser la frontière du domaine scolaire. Obligatoire, l'athlétisme, ou prioritaire ? Au rappel de la lettre de brouillon provoquée par le projet d'accorder une priorité à l'athlétisme, la natation et la gymnastique, lors de la discussion de la loi Mazaudat, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Mitterrand, a répondu l'argument suivant lequel il s'agissait, cette fois, d'imposer une formation athlétique à l'école, ce dont bénéficierait les autres fédérations.

Siégeant le débat, un entraîneur national, M. Christian Denis, avançait alors l'idée de créer une fédération omnisports des jeunes qui rassemblerait tous les enfants. Ainsi radicalement dérivée d'une partie de ses préoccupations — le mot démission fut prononcé à cette occasion — la F.F.A. pourrait porter ses efforts sur la catégorie des cadets et des juniors. L'idée est séduisante. Cependant il faudra sans doute plus de temps avant que les fédérations ne consentent à mettre en terme à la concurrence à laquelle elles se livrent pour attirer des licenciés toujours plus jeunes. La concurrence qualifiée de « course au berceau » — qu'il n'en aura fallu pour établir un statut de l'athlète, dont le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) doit prochainement établir les bases.

L'athlétisme obligatoire à l'école ? La proposition ne pouvait que séduire. A condition qu'elle ne produise pas les mêmes effets que ces sempiternelles leçons de chant ayant abouti à dégoûter de la musique des générations entières d'écoliers, sans application pourrait effectivement raviver un sport qui en a bien besoin.

RAYMOND POINTU.

BASKET-BALL. — En coupe Kovač, à Bâle, le Spil 99 à 79, tandis que Le Mans était dominé à Rieti (91 à 79) et Antibes à Tel-Aviv (106 à 75). Trois équipes françaises, battues par leurs adversaires sur l'ensemble des matches « aller » et « retour », ont pratiquement perdu leurs dernières chances d'accéder aux demi-finales de l'épreuve.

JEUX OLYMPIQUES. — M. Simon Saint-Pierre, vice-président du comité organisateur des Jeux de Montréal, est mort, le 27 janvier, d'un infarctus neurologique de Montréal où il avait été admis, il y a deux semaines, après un très grave accident de cheval. Il était âgé de quarante et un ans.

SKI. — Le Suédois Stenmark a devancé l'Autrichien Gustav Thoen et l'Autrichien Ernst Hinterseer dans le slalom géant de Zwiesel.

ÉDUCATION

NOUVEAU RECU DE LA C.F.D.T. AUX ÉLECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Des élections ont eu lieu au mois de décembre dernier pour désigner les représentants des syndicats d'enseignants aux commissions consultatives mixtes de l'enseignement catholique du second degré. Bien que toujours en tête, la Fédération de l'enseignement privé C.F.D.T. a perdu de nouveau des voix et des sièges au profit des autres organisations, et principalement du Syndicat national de l'enseignement catholique (SNEC) C.F.D.T.

Cent vingt-cinq sièges étaient à pourvoir. La C.F.D.T. en a obtenu quarante-neuf (vingt-neuf en 1972) ; le SNEC-C.F.D.T. quarante-six (trente-huit) ; la Fédération des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique, vingt-huit (vingt-cinq) ; la C.G.C. deux (un) ; la C.G.T. aucun (aucun). La C.F.D.T., qui, encore en 1969, rassemblait 52,56 % des voix, n'atteint pas les 39 % aujourd'hui (44,9 % en 1972). Le SNEC passe de 31,1 % en 1972 à 33,3 % en 1975 ; et les syndicats professionnels de 20,5 % à 22,37 %.

En additionnant les résultats de ces élections et ceux des commissions de l'enseignement primaire, où la C.F.D.T. avait aussi enregistré un important recul, on constate que la fédération C.F.D.T., avec cent-quatre-vingt-trois sièges, est maintenant devancée par le SNEC et les syndicats professionnels, qui en ont l'un et l'autre cent-vingt-six ; la C.G.C. obtenant cinq sièges en tout. Ces commissions consultatives mixtes, départementales dans l'enseignement primaire, académiques dans le secondaire et le technique, se réunissent pour discuter du classement à l'ancienneté des maîtres, de leur rémunération, de leur avancement et éventuellement de la résiliation des contrats ou du retrait d'agrément.

● **L'UNEF demande l'annulation des élections au centre Assas.** — Estimant que le libre déroulement des élections universitaires, qui ont eu lieu mardi 27 janvier au centre Assas de l'université Paris-III, a été entravé, l'UNEF (ex-Renouveau) a décidé d'engager une procédure d'annulation après la proclamation des résultats. L'UNEF souhaite l'organisation d'un nouveau scrutin et réclame la « dissolution des groupes d'extrême droite à l'université ».

● **Actions revendicatives dans les C.E.T.** — Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) organise, depuis le 26 janvier, dans les collèges d'enseignement technique des actions revendicatives, reconductibles après les vacances de février. Le S.G.E.N. appelle les enseignants à inclure dans leur service trois heures dites « de concertation » destinées à favoriser la concertation et les échanges avec

POUR LA DIFFUSION DES ÉMISSIONS ÉDUCATIVES Des accords sont signés entre l'OFRATEME et des chaînes de radio et de télévision

Des conventions ont été signées récemment entre l'Office français des techniques modernes d'éducation (OFRATEME), les chaînes de télévision TF1 et A2, et Radio-France. Elles confirment la responsabilité des directeurs de chaîne sur les émissions passant à l'antenne. Par ailleurs, elles définissent le genre d'émissions que l'OFRATEME sera habilité à produire et émettre un certain nombre de modalités pratiques (normes techniques des productions, calendrier des discussions concernant la programmation, etc.) auxquelles devront se plier les différents partenaires. Ces conventions seront tacitement reconduites chaque année.

Au terme de trois conventions pratiquement identiques passées entre l'Office français des techniques modernes d'éducation et les chaînes de radio et de télévision, l'OFRATEME pourra beaucoup plus facilement que par le passé produire des films dits « documentaires ». En effet, les accords octroient à chacun un secteur de production bien particulier. L'Office se voit confier la production des émissions « scolaires », tandis que les chaînes se chargent des « documentaires ».

Dans les textes, les partenaires distinguent trois catégories de programmes : la première rassemble des émissions ou des séries d'émissions « s'inscrivant dans une progression pédagogique et destinées, d'une part, à des publics identifiables d'âge scolaire ou adulte dans le cadre d'un cursus scolaire ou universitaire, et, d'autre part, aux enseignants et formateurs ».

La deuxième catégorie regroupe « des émissions ou des séries d'émissions destinées à un public identifiable, ayant pour but d'aider à l'acquisition méthodique et progressive d'un savoir ou d'un savoir-faire ».

La troisième catégorie concerne « les émissions ou séries d'émissions d'éducation générale ».

Les émissions entrant dans la catégorie 1 sont du domaine qu-

siment exclusif de l'OFRATEME ; celles de la catégorie 2 sont produites par les chaînes. Des exceptions sont possibles, à condition que les intéressés parviennent à un accord. Il n'y a aucun obstacle aux coproductions, surtout pour les émissions définies dans la catégorie intermédiaire, la deuxième. Les sociétés de radio et de télévision sont seules responsables de la diffusion et de la programmation. Pour leur permettre d'exercer ce « contrôle » accordé par le cahier des charges, l'OFRATEME peut demander à l'Office de renoncer à la diffusion de l'émission ou de la modifier. La diffusion prévue sera différée jusqu'à l'intervention d'un accord entre les parties. Il n'est pas prévu de médiateur en cas de conflit.

Paradoxalement, si les chaînes sont reconnues comme responsables de la programmation et de la diffusion en cas de recours en contentieux au sujet d'une émission diffusée par une chaîne, produite par l'OFRATEME, c'est ce dernier qui sera le payeur (article 14).

L'article 13 concerne les personnels au cachet et les réalisateurs. L'OFRATEME et TF1, A2 ou Radio-France s'engagent à se tenir mutuellement informés des négociations qu'ils entreprennent avec les organisations professionnelles sur les rémunérations et l'emploi des personnels au cachet participant aux émissions.

Il est d'autre part mentionné que, lors des négociations entre les chaînes et les syndicats de réalisateurs de télévision, les réalisateurs de l'OFRATEME pourront demander à être reconnus comme « réalisateurs de télévision », revendication très ancienne chez les réalisateurs de l'Office. Afin que le changement de grille horaire décidé en décembre dernier — c'est-à-dire en pleine année scolaire — par TF1 ne se renouvelle plus, la direction de l'OFRATEME est parvenue à obtenir que les jours et heures de diffusion soient arrêtés avant le 1^{er} avril, chaque année. — C.C.

● **Les épreuves écrites anticipées de français du baccalauréat de technicien** auront lieu dans toutes les académies le lundi 21 juin (session normale) et le jeudi 16 septembre (session de remplacement).

Achetez sur pièces, pas sur plans, les appartements de Barrault 69.

Ils sont prêts.

Quelques studios et 2 pièces, prêts à vivre ou à investir encore disponibles. Un programme soumis au test Qualitel, seul profil officiel de qualité. Prix fermes et non révisables. Crédit : barème préférentiel.

Appartement-témoin, sur place, 69 rue Barrault Paris 13^e

SEFRI-OIME 538 52 52
Tour Maine Montparnasse

Le bouton copieur

Appuyez, c'est copié

Avec le copieur Gestetner FB 12, inutile d'attendre 5 minutes ou plus avant d'obtenir la première copie. Le copieur FB 12 ne préchauffe pas, il copie tout de suite. Avantage essentiel si l'on songe que la reproduction par copieur est particulièrement appréciée dans les cas d'urgence. Et puis le FB 12 travaille vite (12 copies à la minute) et n'utilise que du papier courant. Il vous fait faire ainsi de précieuses économies.

Avec Gestetner, pour copier, il suffit d'appuyer sur le bouton.

Gestetner

Vérifiez ces affirmations : prenez contact avec Gestetner service 136, 71 rue Camille-Groult 94400 Vitry. Tél. : 680.47.85. Télex 200-880 Gest. Vitry.

Le n°1 mondial de la reproduction de bureau

Le bouton copieur

Appuyez, c'est copié

Avec le copieur Gestetner FB 12, inutile d'attendre 5 minutes ou plus avant d'obtenir la première copie. Le copieur FB 12 ne préchauffe pas, il copie tout de suite. Avantage essentiel si l'on songe que la reproduction par copieur est particulièrement appréciée dans les cas d'urgence. Et puis le FB 12 travaille vite (12 copies à la minute) et n'utilise que du papier courant. Il vous fait faire ainsi de précieuses économies.

Avec Gestetner, pour copier, il suffit d'appuyer sur le bouton.

Gestetner

Vérifiez ces affirmations : prenez contact avec Gestetner service 136, 71 rue Camille-Groult 94400 Vitry. Tél. : 680.47.85. Télex 200-880 Gest. Vitry.

Le n°1 mondial de la reproduction de bureau

RELIGIO

L'intercommunion

Les évêques de France ont décidé de ne pas autoriser l'intercommunion entre catholiques et protestants. Cette décision a été prise lors d'une session extraordinaire du conseil national de l'épiscopat, tenue à Paris le 27 janvier. Les évêques ont souligné que l'intercommunion implique une reconnaissance de l'unité de l'Église, ce qui n'est pas le cas pour les protestants.

PRESSE

Les journaux de France ont décidé de ne pas autoriser l'intercommunion entre catholiques et protestants. Cette décision a été prise lors d'une session extraordinaire du conseil national de l'épiscopat, tenue à Paris le 27 janvier. Les évêques ont souligné que l'intercommunion implique une reconnaissance de l'unité de l'Église, ce qui n'est pas le cas pour les protestants.

EPEDA

CAPELOU

Les journaux de France ont décidé de ne pas autoriser l'intercommunion entre catholiques et protestants. Cette décision a été prise lors d'une session extraordinaire du conseil national de l'épiscopat, tenue à Paris le 27 janvier. Les évêques ont souligné que l'intercommunion implique une reconnaissance de l'unité de l'Église, ce qui n'est pas le cas pour les protestants.

مكتبة من الأصول

RELIGION

L'intercommunion

par JEAN GUITTON
de l'Académie française

On peut concevoir deux méthodes différentes pour résoudre le problème de la division des chrétiens.

La première consisterait à agir sur les causes afin d'obtenir l'effet, qui serait la réunion. Et l'on dialoguerait pour établir un programme commun, on discuterait les différences; on chercherait à les diminuer. C'est ce qu'a proposé le concile.

L'autre méthode consisterait à partir de l'effet pour agir sur les causes. Alors on suppose le problème déjà résolu, on anticipe sur un moment final tant espéré, avec l'idée que les obstacles alors se dissoudraient. Ainsi procèdent ceux qui voudraient instituer des cultes d'intercommunion entre protestants et catholiques, où les fidèles des deux confessions désempées participent au même mystère d'amour, les protestants en recevant l'hostie catholique, les catholiques en communion à la cène protestante.

Je suis convaincu que ce problème est capital pour l'avenir de l'écuménisme. Et je voudrais présenter quelques considérations.

L'Eglise romaine, depuis Vatican II, a modifié sa discipline. Jadis, elle interdisait aux catholiques la communion in sacris (sauf dans des cas exceptionnels), c'est-à-dire la participation passive d'un catholique à un autre culte. Désormais, on institue des prières en un même lieu, des liturgies communes. L'Eglise va même jusqu'à permettre en certaines circonstances rares et décrites ce qu'on nomme « l'hospitalité eucharistique », c'est-à-dire l'admission d'un non-catholique à l'Eucharistie.

Il est bien clair que la difficulté est minime quand il s'agit des Eglises orientales séparées qui ont avec Rome « une communion presque totale », puisque Rome reconnaît qu'elles possèdent, en vertu de la succession apostolique, le sacerdoce et l'Eucharistie. L'obstacle, en revanche, est considérable, lorsqu'il s'agit en Occident des Eglises issues de la Réforme.

Et cependant, dans le désir de pousser à la limite l'esprit de conciliation issu du concile, le Directeur pour l'Éducation des diocèses de la Région de Vaucluse (16 avril 1970) n'exclut pas l'hospitalité, analogue au geste du bon Samaritain. Au n° 75, ce directeur spécifie que l'accès aux sacrements à un frère séparé peut être permis en cas de mort, ou dans les cas analogues, si le frère ne peut accéder au ministère de sa communion. S'il demande spontanément le sacrement catholique, en exprimant sous ce rapport une foi conforme à la foi de l'Eglise. Le 1^{er} juin 1972, le secrétaire pour l'unité des chrétiens, dans une instruction, a précisé encore ces critères.

Examinons donc les conditions requises pour l'hospitalité. Elles sont si restrictives qu'elles ne paraissent impossibles pratiquement à remplir; bien plus, en un certain sens, contradictoires.

Car, aux yeux de la Tradition catholique, il existe un lien intrinsèque entre l'appartenance visible à l'Eglise « une et sainte » et la participation à l'Eucharistie. En d'autres termes, l'Eucharistie est conçue comme le signe et la cause de l'unité de l'Eglise. Dès lors, comment un protestant fidèle pourrait-il accepter de recevoir un sacrement qui implique le rejet des principes de la Réforme sur la messe, le sacerdoce, l'Eglise? L'évêque qui lui donne l'hospitalité agit prophétiquement, comme si l'unité était déjà réalisée, c'est-à-dire comme si le frère était véritablement catholique, ce que l'Eglise suppose dans le pèleri de mort. Et la fédération, l'union ou la communion, ce n'est pas, comme le cardinal Gouyon, qui, avec le secrétaire français pour l'unité et coprésident du comité mixte franco-protestant, vient de publier un livre donnant sa pensée (L'intercommunion est-elle possible? éditions Saint-Paul). Il considère que l'hospitalité ne peut en aucun cas impliquer la réciprocité: que les non-définites sont en réalité extrêmement rares. Il va plus loin: il redoute un danger vraiment paradoxal: l'apparition d'une « troisième Eglise, distincte et séparée des Eglises chrétiennes, ce qui aurait pour résultat non de réduire les divisions, mais de les augmenter ».

Nombrus, en effet, sont les pasteurs protestants qui n'acceptent pas une condition humiliante, puisqu'il n'y a pas intercommunion. Nombreux seraient les catholiques scandalisés. C'est pourquoi, tout bien pesé, malgré mon grand désir, je pense que les cas d'hospitalité ne doivent pas s'étendre et qu'ils risquent d'induire en illusion.

L'intercommunion sans un accord préalable sur la foi et sur la validité des ministères est un obstacle à l'écuménisme. A mon sens, l'écuménisme se fonde en chaque confession sur l'amour de la Vérité, qui est la raison de ces cruelles, déchirantes séparations. Erasme était de cet avis, au temps de la Réforme.

On me dira que les inventeurs ont devancé le temps, agissant en esprit de prophétie.

Ici, nous abordons un grand mystère: le mystère du temps. Le temps, dans son essence, est un délai, un intervalle entre le déjà et le pas encore. Faisons déjà l'unité, disons l'unité. Je crois qu'un délai prématuré compromettrait une cause sacrée, laquelle exige aux yeux de tous les esprits, croyants et incroyants, accord authentique, vérité, loyauté.

La réunion sera, mais pas encore...

MÉDECINE

UNE QUESTION ÉCRITE DE M. GAU (P.S.) L'Institut Mérieux devra fermer ses centres de prélèvement

M. Jacques-Antoine Gau, député de l'Isère (P.S.), dénonce dans une question écrite à Mme Simone Veil, ministre de la Santé, l'activité illégale de l'Institut Mérieux en matière de transfusion sanguine.

« Le plus gros problème de l'Institut Mérieux, c'est la question des prélèvements effectués par les populations pauvres des pays en voie de développement », précise le député socialiste, qui ajoute: « Ainsi se trouve instituée une nouvelle sorte de traite d'écouvons qui permet aux sociétés commerciales d'obtenir 1 litre de plasma pour un prix variant de 2 à 4 dollars, alors qu'il coûterait de 20 à 40 dollars dans les pays industrialisés ».

En conclusion, il demande à Mme Veil quelles mesures elle entend prendre pour mettre fin aux activités illégales de l'Institut Mérieux, et si la France ne pourrait pas prendre l'initiative d'une action internationale visant à rendre impossible le trafic du sang provenant des pays en voie de développement.

Une grève de vingt-quatre heures a été observée le mardi 26 janvier par le personnel hospitalier employé dans les établissements publics relevant de l'administration des Hospices civils de Lyon. Le mouvement, organisé à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., était destiné à soutenir les revendications portant notamment sur une augmentation salariale de 250 francs pour tous, la réduction du temps de travail et l'accroissement des heures supplémentaires.

L'insubordination devait rencontrer son mercredi 27 janvier la direction des Hospices civils de Lyon.

A l'Académie

LE PROFESSEUR DEBRIÉ FAIT L'ÉLOGE DE MAURICE LAMY

Au cours de la séance hebdomadaire de l'Académie française, le mardi 26 janvier, le professeur Robert Debré a rendu hommage à Maurice Lamy, ancien secrétaire perpétuel de l'Académie, décédé le 26 août dernier.

Après avoir évoqué la jeunesse et les études de celui qui occupa la première chaire de génétique médicale du monde, le professeur Debré a retracé sa carrière, soulignant notamment son immense tâche de recherche accomplie par Maurice Lamy et l'école qu'il avait fondée, qui fit faire des progrès considérables à la génétique.

Par d'autres travaux, il fut éclairé le mode de transmission de la myopathie et de la mucopolysaccharidose. De même, une voie nouvelle fut ouverte aux chercheurs par l'étude des erreurs innées du métabolisme, permettant de prévenir de graves troubles de l'intelligence.

Le professeur Claude Huriez (Lyon) a fait une communication sur son opinion sur le maintien de la qualité de l'intérieur des C.H.U. et la nécessité de freiner l'inflation des spécialistes et d'améliorer la réforme hospitalo-universitaire.

Election

du professeur Bouvrain
Enfin, le professeur Yves Bouvrain a été élu membre titulaire dans la première section (médecine et spécialités médicales).

Le 14 mars 1976 a été élu le professeur Bouvrain à la présidence de la section de cardiologie à l'hôpital Lariboisière à Paris. Il est le fondateur des laboratoires cardiologiques de la section de cardiologie à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique et expert auprès de l'Organisation mondiale de la Santé.

Il est l'auteur de nombreuses communications et ouvrages, notamment d'un « Traité de cardiologie » et de « Le Cœur, ses maladies, ses traitements ».

SUISSE/VALAIS

A vendre studio et appartements dans résidence unique de la station annectée de cure Breiten. Remplacement d'ancien hôtel. Déjà F.S. 83.000, avec garage. A disposition pour l'été 1976. Directement par Dr Eugène Naeff CH-8823 Breiten-Morai VS.

Tél.: 19-41/25-33-45.

ARMÉE

LE GÉNÉRAL MÉRY JUSTIFIE LES SANCTIONS CONTRE L'AMIRAL SANGUINETTI ET UN OFFICIER SUPÉRIEUR.

A l'issue d'une visite au général d'armée Edouard Mèry, commandant la 1^{re} armée à Strasbourg, le général d'armée Guy Méry, chef d'état-major des armées, a déclaré, mardi 27 janvier, qu'il était normal que le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti ait été sanctionné. Il a rappelé que l'officier de marine avait fait l'objet auparavant « dans les formes les plus officielles possibles » d'un avertissement du ministre de la Défense, pour s'être exprimé à plusieurs reprises dans la presse sans autorisation.

Le chef d'état-major a précisé que le vice-amiral d'escadre Sanguinetti « n'avait pas respecté le principe de discipline intellectuelle qui est spécifique de l'éthique militaire », en s'exprimant dans le Monde des 17, 18 et 19 janvier sur un statut qui avait été adopté par le Parlement et fait l'objet d'une décision gouvernementale.

Le général Méry a, en outre, laissé entendre qu'une sanction avait été infligée à l'officier d'active qui, sous le pseudonyme de « Sémou », a publié récemment dans le Monde des 6 et 7 janvier, deux articles sur l'intérêt d'une armée de métier.

M. Jean-Louis Barbanson, instructeur, qui faisait depuis plusieurs jours une grève de la faim à Lyon, a été provisoirement réformé. La commission de réforme compétente de l'état de santé particulièrement précaire de M. Barbanson, l'a autorisé à rester dans le service de rééducation où il avait dû être placé, à l'hôpital militaire de Desgenettes (le Monde du 23 janvier).

SCIENCES

L'Europe, les États-Unis et le Canada vont réaliser deux satellites expérimentaux de navigation aérienne

Après des années de négociations et de tergiversations, l'Europe, le Canada et les États-Unis ont décidé de réaliser deux satellites pré-opérationnels qui assureront les communications phoniques entre les avions volant au-dessus de l'Atlantique et les centres de contrôle au sol. Le premier de ces deux satellites stationnaires devrait être placé sur orbite avant la fin de l'année 1976, le second huit mois plus tard.

C'est au cours d'une réunion qui a eu lieu le 22 janvier que les trois partenaires, l'Agence spatiale européenne ESA, la société américaine Comsat et le gouvernement canadien, ont pris la décision de financer ce programme d'environ 150 millions de dollars (726 millions de francs). L'ESA en financera 47 %, la Comsat 47 % et le Canada 6 %.

L'ESA a décidé de lancer l'appel d'offres industriel le 1^{er} mars et pense choisir le consortium qui soumettra le plus de propositions. Le consortium sera certainement franco-américain et passera certains sous-traitants à des sociétés canadiennes puisque le travail des industriels devra se répartir, géographiquement, en proportion de la part financière des trois partenaires à l'accord qui vient d'être conclu.

Près de dix ans de discussions difficiles et pleines de rebondissements entre l'Europe et les États-Unis auront été nécessaires avant que le projet ne paraisse définitivement en bonne voie. Par deux fois, en 1970 et en 1972, un accord conclu entre l'Agence spatiale européenne et le NSRO, et des agences fédérales américaines (d'abord la NASA, ensuite la Federal Aviation Agency) fut rompu par la Maison Blanche, qui considérait mal la perspective de voir l'Europe travailler à égalité avec les États-Unis. Les premiers projets européens pré-

voient aussi que quatre satellites, et non pas deux, seraient construits, deux devant être placés au-dessus de l'océan Atlantique, et deux au-dessus du Pacifique. Les États-Unis refusaient de construire en collaboration avec l'Europe les satellites du Pacifique. Enfin, pour plaire aux compagnies aériennes américaines, les Européens devaient ajouter une seconde bande de fréquence V.H.F. à celle qu'ils proposaient (gamme U.H.F.), bien que celle-ci soit utilisée aujourd'hui, soit largement encombrée.

Un troisième accord de principe fut finalement conclu entre l'Europe et les États-Unis, auxquels se joignit le Canada en mai 1974, et l'ESRO choisit son partenaire américain, la Comsat, en septembre 1974. Un an et demi de délai supplémentaire fut finalement nécessaire à cause des difficultés financières.

Les deux satellites stationnaires qui seront lancés doivent permettre de démontrer aux compagnies aériennes et aux centres de contrôle au sol que la qualité du service rendu est bonne. Les essais faits avec les satellites porteront à la fois sur les communications phoniques, la surveillance et la localisation des avions afin d'arriver plus tard à réduire les normes d'espacement des appareils sur les routes très fréquentées de l'Atlantique nord. Un petit nombre d'avions seront équipés d'antennes V.H.F. et U.H.F. Des deux côtés de l'Atlantique, des centres de télécommunications regrouperont et distribueront les communications. Les essais de localisation de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.A.C.I.), qui a recommandé il y a plusieurs années déjà la mise en service de tels satellites, serviront de résultats des essais pour établir les normes internationales futures. — D.V.

L'information scientifique et technique : un domaine peu développé en France

L'information scientifique et technique reste encore en France un domaine trop peu développé. En première approximation, les centres de documentation publics privés dépassent 600 millions de francs par an, tandis que leurs homologues américains consacrent 64 milliards de francs à l'information, dix fois plus si l'on tient compte des rapports des produits nationaux bruts des deux pays.

Cette constatation est faite par le Bureau national de l'information scientifique et technique (BNIST), créé en 1973 auprès du ministère de l'Industrie et de la recherche et qui vient de faire le bilan de ses trois premières années d'activité.

Le BNIST estime que la circulation de l'information est un moyen d'augmenter la productivité des entreprises, de stimuler la prise de brevets, de lancer un produit nouveau dans de bonnes conditions. Il a donc tenté de rapprocher les informations des utilisateurs en stimulant et en aidant financièrement les organismes désireux de créer des banques de données et d'automatiser leur documentation. Avec son budget limité (9,5 millions de francs en 1975), il a développé une action régionale d'implantation d'agences d'information à

Nantes, Toulouse et Lyon, a continué d'aider les bibliothèques à automatiser et de répondre aux demandes d'information par l'intermédiaire d'un service national d'orientation SOS-DOC mis en place en 1973.

Le BNIST a tenté de résoudre le problème de l'absence de chercheurs et de techniciens non pas tant sur un plan national que régional, et surtout par grands secteurs d'activité: chimie, nucléaire, métallurgie, textile, médecine, bâtiment, énergie. Il invite les utilisateurs à s'organiser et à coordonner leurs efforts au sein de chaque secteur, aide au développement de leur documentation spécifique. Mais, ce faisant, il a aussi tenu compte des fonds documentaires souvent très complets existant sur le plan international et il cherche à y introduire la littérature française.

Le BNIST s'est aussi intéressé à la formation de spécialistes de l'information et à la recherche sur les sciences de l'information. Il souhaite maintenant élargir son action et apporter son aide à l'information du public en se penchant sur les problèmes de l'édition scientifique et technique, des musées, des films scientifiques, de la presse parlée et télévisée.

Le bouton relieur

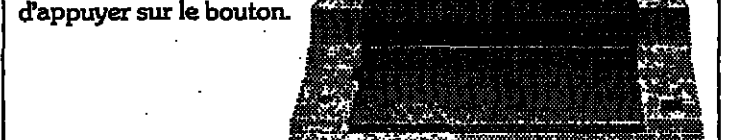
Appuyez, c'est relié

Avec le relieur Gestetner Velo-Bind, on peut habiller soi-même, solidement et joliment, tout dossier en moins de 30 secondes.

Le relieur Velo-Bind n'est pas plus grand qu'une machine à écrire, il fonctionne d'un doigt et peut relier jusqu'à 5 cm d'épaisseur.

Quant à la présentation de vos dossiers, choisissez. Gestetner vous offre des couvertures souples, rigides, pleines ou à fenêtres, en papier ou en plastique, personnalisées à votre firme... et de toutes les couleurs.

Avec Gestetner, pour relier, il suffit d'appuyer sur le bouton.



Gestetner

Vérifiez ces affirmations: prenez contact avec Gestetner service 134, 71 rue Camille-Groult 94400 Vitry. Tél.: 680.47.85. Télex 200-880 Gest. Vitry.

Le n°1 mondial de la reproduction de bureau

PRESSE

Les typographes du « Courrier » de Genève, qui occupaient l'imprimerie du quotidien depuis le 22 janvier (le travail mardi soir 27 janvier, annonce leur syndicat, Le Courrier et la Gazette de Lausanne ont donc reparu normalement ce mercredi. Cette reprise fait suite à l'acceptation par la direction d'un protocole d'accord proposé par les syndicats thant le terrain des négociations sur la reprise de l'imprimerie qui, devait être fermée à la fin du mois de février. — (A.F.P.)

Le prix Pierre Milles a été décerné au journaliste canadien français André Payette « pour l'ensemble de ses reportages radiodiffusés et télévisés ». M. André Payette est le producteur et l'auteur de « 60 », magazine hebdomadaire de Radio-Canada.

Quatre mille trois cents exemplaires du « Parisien libéré », destinés aux régions de Lille et de Dunkerque, ont été dérobés pendant la nuit du 27 au 28 janvier, par une trentaine d'inconnus, dans une camionnette de livraison arrêtée à la station-service de l'autoroute du Nord, à Ressons-sur-Matz, près de Compiègne (Oise). Après avoir épargné les journaux sur la chaussée mouillée, les agresseurs ont crevé les pneus du véhicule et rejoint

MGR AUBRY EST NOMMÉ EVÊQUE À LA RÉUNION

Paul VI a nommé évêque de Saint-Denis-de-la-Réunion l'abbé Gilbert Aubry, en remplacement de Mgr Georges Guibert, dont la démission avait été acceptée le 17 février 1975.

L'abbé Gilbert Aubry est né en 1922 à la Réunion. Il a été ordonné prêtre en 1950 à Rome, où il faisait ses études à l'université grégorienne. Il est licencié en philosophie et en théologie. Il était jusqu'à présent auxiliaire diocésain d'action catholique des milieux indépendants et dirigeait l'hebdomadaire Croix Sud.

MATÉLAS et SOMMIERS ENSEMBLES

EPEDA

présente toutes ses nouvelles literies chez

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 13^e Métro Parmentier
Tél. 557.46.35

GS CX

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.

Toutes possibilités de crédit.

Demander Monsieur Lemaire.

Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usiné. Tous coloris disponibles.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51



3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

LETTRES

Saint-Simon ou l'« observateur véridique »

(Suite de la première page.)

De par sa configuration, la galerie Masson se prêtait difficilement, si l'on voulait mettre en valeur les œuvres les plus belles, à la distribution thématique d'un ensemble mûrement ordonné. M. Michel Brunet, le décorateur, est parvenu à mettre en scène un spectacle étonnant, on peut dire choquant, même s'il a dû, pour le plaisir des yeux, bousculer quelque peu le plan rigoureux suivi par le catalogue.

Il importait, en effet, de séparer l'homme de l'œuvre, ou plus exactement de la matière de cette œuvre. Tâche relativement aisée que celle de regrouper la famille de Saint-Simon, l'évocation des campagnes d'un muséologue, le maître de la maison, le fils du marquis de Lorge, événements, il est vrai, d'intérêt moindre que ceux auxquels il va être mêlé, en témoin attentif et impitoyable, dans un rôle participant actif, ce qui lui arrive assez fréquemment au temps de la Régence, et assez brièvement pour qu'il ait le temps d'engranger une moisson copieuse. Ses Mémoires, dont les onze volumes du manuscrit, relia en vœu de sainteté, ont été exhumés pour la circonstance, il en commença la rédaction à l'âge de soixante-cinq ans, la termina dix ans plus tard, pour la postérité. Une postérité qu'il n'est comptait pas aussi lointaine. C'était un barbi de poudre et, d'après le texte, Louis XIV fit mettre au secret et déposer aux archives du ministère des affaires étrangères Mémoires, correspondance et autres papiers. Des copies, tronquées ou truquées, des éditions partielles, avaient beau mettre le public en appétit, il fallut qu'en 1819 le général de Rouvry, marquis de Saint-Simon, demandât à Louis XVIII, et l'abbé, la « grâce » des manuscrits originaux « prisonniers d'Etat ».

Les personnages déchirés à belles dents, leurs âmes mises à nu par celui que Saint-Simon appelle « l'espion du siècle » et José Cabanis, plus justement, un voyeur, à l'infatigable curiosité, étaient depuis longtemps réduits à l'état d'ossements, déformés invinciblement. Elle revient aujourd'hui rue de Richelieu, c'est par la vertu explosive, corrosive, des phrases de Saint-Simon qui assaillent leurs effigies ou leurs reliques.

On nous fait voir ce qu'il a vu. D'un regard amer. Aussi la suite de l'exposition s'intitule-t-elle « la chronique des déceptions ». Déceptions d'un être imbu de sa noblesse, crachant son mépris pour ceux qui n'étaient pas nés, ou de naissance irrégulière d'un être dont deux mots de Duclos résument le caractère : « Manie desca et emportement ».

Déçu par un roi vieillissant, incapable de relever un royaume ruiné. De Louis XIV voici une statuette équestre d'un monarque encore majestueux sous la figure de Jupiter, et, plus extraordinaire, le profil droit, modelé dans la cire par Antoine Boudier, du plus bourgeois des Bourbons. De Mme de Maintenon, sa bête noire, mieux que la peinture de

LE DERNIER TOME DE « L'ARCHIPEL DU GOULAG » VA PARAÎTRE DANS UN MOIS

Le troisième et dernier tome de « L'Archipel du Goulag », d'Alexandre Soljenitsyne, sortira des presses, en langue russe, aux Éditions Znamensk, vers la mi-février 1976. Ce volume de 512 pages comprendra les cinquième, sixième et septième parties de l'œuvre.

Quant à sa traduction française, aux Éditions du Seuil, elle serait « déjà fort avancée » et serait mise en vente dans les premiers jours de mars de cette année. Les deux premiers tomes avaient paru à la fin de 1974 et au milieu de 1975.

INSTITUT

RÉCEPTION DU PEINTRE MATHIEU À L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

« Qui l'est éru, que je tume un jour réconcilié avec la couleur verte ? », devait s'interroger le peintre Georges Mathieu en entrant, ce mercredi 28 janvier, non discours d'installation à l'Académie des beaux-arts. Après avoir prononcé l'éloge traditionnel à son prédécesseur (le peintre naturaliste Alfred Gues), le chaire de l'abstraction lyrique devait réaffirmer cependant son « esprit combattif » en prenant en guerre contre l'« intellectuelisme desca » et, se référant à Soljenitsyne et à l'œuvre, contre les « idéologies », qui ne sont que des alibis de l'incertitude, de la haine et de la peur ».

Mignard, le portrait de la « sultane manquée » saisi dans sa totale vérité par Hyacinthe Rigaud, prêt d'un collectionneur qui ne s'en sépara jamais. Déçu par le grand dauphin, « sans vice ni vertu [...], absorbé dans sa gressine et ses ténérances, et sans avoir aucune volonté de mal faire, il eût été un roi parfait », une adorable gouache pour éventail, les Harangères de Paris, rappelle l'épisode du fils de Louis XIV qui « s'était crevé de poison », faillit trépasser et, remis, fut félicité et embrassé par les harangères des Halles.

Déçu par la mort du duc de Bourgogne, pour qui Fénelon écrit les Aventures de Télémaque (ici le manuscrit autographe) et qui eût été un souverain selon le cœur et l'enseignement de Saint-Simon. Son mariage avec Marie-Adélaïde de Savoie, conté avec verve dans les Mémoires (« Il n'y avait pas moyen d'être sage parmi tant de folie »), nous vaut une des pièces maîtresses de l'exposition : un vaste carton de tapisserie par Antoine Dieu, où toute la maison royale pose pour l'éternité.

Déçu par la légitimation des béatitudes de Louis XIV, confirmée dans leurs droits à la couronne (les « lits de justice » sont versés au dossier de l'historique par maintes peintures ou gravures, et en particulier par une gouache de Pierre-Denis Martin grouillant de vie, avec la Sainte-Chapelle pour décor), mais qui, mort de joie quand l'assonement des fils de Mme de Montespan est stoppé.

Déçu par son ami intime Philippe d'Orléans, régent du royaume (c'est Saint-Simon qui lui fit acheter le

diamant qui porte son nom et dont on voit une copie), fils de la princesse Palatine, dont il a composé un portrait inoubliable. Avec lui, Saint-Simon espérait appliquer son système politique fort cohérent, bien qu'attardé, qui prévoyait le rétablissement ou la création de structures rigides : la Polygynodie, mot forgé par l'abbé de Saint-Pierre. A la lumière de ces théories, on comprend mieux l'importance donnée par Saint-Simon à l'éthique, aux préséances, et aux « querelles de tabourets » (on en voit un, de ces tabourets de duchesse qui permettait de s'asseoir au cercle du roi et de la reine). La polygynodie échoua. Le cardinal Dubois, devenu premier ministre, déchâta la bile de Saint-Simon. Nul de ses ennemis ne fut plus maltraité que lui. « Tous les vices combattaient en lui à qui en demeurerait le maître ».

Avec la mort du régent, la vie publique de Saint-Simon s'arrête. Il a assez vu de grandeurs et de misères pour se mettre à son écriture et partir à la recherche du temps perdu. Saint-Simon ou l'« observateur véridique » ? Ainsi s'intitule l'édition passant pour princeps des Mémoires. L'exposition a repris la formule, mais M. Edmond Pognon rectifie le tir : plutôt critique que véridique. Mais, objectif, Saint-Simon n'aurait jamais insinué une vie ardente, et permis aujourd'hui de la ramener, à l'une des périodes cruciales de notre histoire.

JEAN-MARIE DUNOYER.

■ Bibliothèque nationale. Tous les jours, dimanches et mardis compris, de 10 heures à 18 heures, du 29 janvier au 15 avril.

L'édition Boislisle ressuscitée

Au moment même où s'ouvre l'exposition de la Bibliothèque nationale, les fidèles de Saint-Simon vont pouvoir de nouveau disposer de la fameuse édition Boislisle, ressuscitée et même complétée à l'initiative des descendants de l'auteur des Mémoires.

Entreprise en 1879 par Arthur de Boislisle, conservateur aux Archives nationales, achevée en 1928 par son assistant Léon Lecestre, cette édition, publiée par Hachette, comportait quarante et un volumes, devenus pratiquement introuvables. Elle restait la seule à faire autorité.

Aux termes d'un accord passé avec Hachette les descendants du « petit duc », et plus précisément un descendant de sa branche cadette, M. Ferdinand de Rouvry, ont acquis le droit de rééditer eux-mêmes ce texte dans son intégralité. Les quarante et un volumes, par une composition différente, en deviendront vingt-deux, auxquels s'en ajouteront trois autres contenant des inédits : documents, notes, lettres provenant de diverses archives, notamment celles du ministère des affaires étrangères (fond Saint-Simon).

L'entreprise est conduite avec le concours de plusieurs spécialistes : Yves Coirault, professeur à la Sorbonne pour les inédits, Georges Poisson, chargé de la préface et d'une étude sur les demeures et résidences de Saint-Simon, Hélène Himmler qui présente en cent vingt-cinq pages une chronologie exhaustive de

la vie du mémorialiste, et François Formel pour les tableaux généalogiques, toujours indispensables.

Cette édition, dite du tricentenaire, est vendue exclusivement par souscription. La société Française, 8, rue Clapeyron, Paris-9, qui en assure la diffusion, a prévu pour chacun des vingt-cinq volumes, trois mille exemplaires, dont deux mille sept cents en édition dite courante à 185 F le volume et trois cents en présentation de luxe au prix de 400 F chacun. Le premier tome vient de « sortir », les vingt-quatre autres suivront au rythme d'un par mois.

Rappelons que, de son côté, Gallimard prépare dans sa bibliothèque de « La Pléiade » un nouveau Saint-Simon qui doit renouer, toujours en sept volumes, l'édition établie dans cette même collection par Gonzague Truc entre 1947 et 1961.

■ Les actes du colloque international « Saint-Simon et son temps », organisé par la Société Saint-Simon à l'occasion du tricentenaire de l'écrivain, les 11 et 12 avril 1975 au Collège de France, viennent de paraître dans le numéro 3 des Cahiers Saint-Simon 1975. Ils contiennent les interventions de Georges Poisson et Pierre Claret et les diverses communications qui traitent, entre autres, de Saint-Simon et Fénelon, Montesquieu, Voltaire, Balzac, Gracian, des rapports de Saint-Simon et l'architecture, la religion, les jeux, le style de son temps.

SOCIÉTÉ

Un festival de cinéma dans les Pyrénées-Atlantiques

Le troisième âge et la contestation

De notre correspondant

Bayonne. — Une formule inédite de manifestation cinématographique vient d'être inaugurée au V.I.F. (Village-jeunes-familles) d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Cet ensemble hâtier à caractère social, qui reçoit l'hiver de nombreux retraités, a vu pendant quatre jours à l'heure du cinéma en mettant le troisième âge face au septième art, sur l'initiative de notre confrère Télérama.

Quatre films : la Vieille Dame Indigne, le Chai, les Fraises sauvages et les Dernières Flandres, ont suscité des échanges passionnés de la part du public qui interrogeait les films avec des yeux qui ont connu... les choses de la vie.

Le troisième âge n'est plus celui de la résignation. La révolte ne fait pas peur aux personnes âgées, et celles-ci ont

approuvé, au cours des débats qui ont suivi les projections, l'héroïne du film de René Allio, la Vieille Dame Indigne, qui, à la mort de son mari, prend sa revanche sur l'existence et goûte le vent du large.

Les personnes âgées — en majorité des femmes — de toutes conditions sociales de ce premier festival repoussent les limites d'âge de la contestation. Désormais, pour certaines d'entre elles, la révolte n'est pas seulement l'apanage de la jeunesse mais aussi de celles qui ont subi un époux tyrannique et connu une forme d'esclavage du fait des enfants. Vivre à deux n'est pas l'affaire exclusive de Roméo et Juliette. Cela regarde aussi le troisième âge, qui ne veut plus être un exilé du cinéma et de la vie.

CHRISTIAN BOMBEDIAC.

RADIO-TÉLÉVISION

D'une chaîne à l'autre

UN ÉCHANGE D'ÉMISSIONS CULTURELLES ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBEC

Un accord de coopération et d'échange vient d'être signé entre l'Institut national de l'audiovisuel et l'Office de radio-télévision du Québec (seule chaîne publique de la province québécoise qui, sous l'appellation radio-Québec, diffuse huit heures par jour, sur la totalité du territoire québécois, des émissions à caractère culturel ou pédagogique). Cet accord, qui prévoit des contacts établis entre M. Bourassa et M. Chirac en décembre 1974, prévoit que l'ORTQ jouira, à titre exclusif pour la province, du droit d'utilisation des émissions achetées par le Québec à la France et consignées dans les archives de l'INA. En ce qui concerne les réalisations postérieures au 31 décembre 1974, l'échange pourra se faire directement avec la direction des sociétés T.F.I., Antenne 2 et, probablement, FR3 (où les négociations sont en cours).

LES SONDAGES OFFICIELS NE SERONT RENDUS PUBLICS QU'UNE FOIS PAR AN

M. Beck, qui préside la commission de répartition de la radio-télévision, vient de faire savoir, dans une communication, qu'« une diffusion fréquente des sondages d'opinion et de qualité qui semblerait inopportune » et qu'elle « contribuerait à entretenir un climat d'agitation permanente chez les producteurs, les réalisateurs et auprès du public ». Dans ces conditions, les chiffres ne seront rendus publics qu'une fois par an, vers le mois de juillet, à l'occasion de l'établissement du projet de répartition de la radio-télévision pour l'année suivante. La commission émet également d'« exprimer des réserves sur la valeur de nombreux sondages publics qui ne présentent pas le caractère scientifique des travaux effectués par le Centre d'étude d'opinion ». Rappelons que le C.E.O. procède d'un organisme existant déjà du temps de l'O.R.T.F. et qu'il est directement financé par les sociétés.

La fin du feuilleton

Cette fois, ça y est. Nous l'emportons. Depuis que Dany Saval — elle est innocente — a été condamnée à sept ans de prison, le clan Majax a capitulé devant le clan feuilleton. Jusqu'ici, les forces en présence se livraient chaque soir une lutte sournoise, pour savoir qui approuverait sur quel bouton. Depuis arbitré avec une condescendance hauteur par les adolescents. Des déserteurs, le plus souvent sortis des rangs de plus en plus dégarnis, il faut bien le dire, des obsédés du truc, sans rallier pour autant le camp adverse. Ils sont redevenus ce qu'ils ont toujours été, des observateurs de conscience. Aucun signe de lâcheté, en revanche, dans l'attention enthousiaste portée par les moins de dix ans aux agissements inexplicables de l'anguille diabolique ou du toulard obsédant. C'est-à-dire, en les a pus au phantôme et à la menace, à la promesse aussi de leur céder la place dès que Dany Saval serait tirée d'affaire.

Tout l'intérêt de cette histoire, tirée d'un roman, La vérité vient à un fil, repose sur la notoriété et l'autorité posthume de son auteur, M. René Florio. A l'écran son rôle est tenu par François Chammotte, qui affecte le sourire sardonique et barbu d'un Landru. Lundi, la cause de sa cliente était perdue. Le dossier classé. Et voilà que mardi, une émission dans l'émission. — La parole est

aux jurés », a provoqué de nouveaux témoignages favorables à la défense. Elle n'a plus que trois jours pour faire réviser le procès. Après quoi, terminé : c'est la fin du feuilleton. La première chaîne a compris. Invité de se casser la tête et de dépenser bêtement son argent. Dès la semaine prochaine, s'alignant sur sa rivale, elle va y aller de son jeu. Un jeu résumant sur le plateau des chanteurs, des comédiens, des réalisateurs, invités à nous raconter des histoires. Les télespectateurs pourront en faire autant. La meilleure — bien bonne — sera récompensée. Cette initiative va-t-elle ramener la bisbille au sein des familles ? On peut en douter. Tout donne à penser qu'elles vont abandonner au contraire Antenne 2 à ses jeunes supporters sans trop de regrets.

Le feuilleton avait ses limites — souvent dénoncées ici — il avait aussi ses avantages. Rappelons-les : essayer d'abord de renouveler le genre, au lieu de l'abandonner, et de le remplacer par... par rien, par un de ces « talk-show », un de plus, destinés à amuser le tapis sans bourse délier. Calcul risqué au demeurant. Ce qui n'est pas cher n'est pas forcément payant. CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 28 JANVIER

— M. Charles Hernu expose le point de vue du parti socialiste à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

— Le peintre Georges Mathieu, M. Paul Diquet, secrétaire d'Etat à l'immigration, et Mgr Matagrin, évêque de Grenoble et vice-président de la conférence épiscopale française, sont les invités du magazine « C'est à dire » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

JEUDI 29 JANVIER

— MM. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, F. Roubey-

rol, secrétaire général de l'Union fédérale des consommateurs, et F. Custodi, directeur du Laboratoire coopératif, répondent aux questions d'Anne Gaillard à propos de la qualité des produits alimentaires sur France-Inter, à 10 heures.

— Le Mouvement pour une alternative non violente expose son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

— Le président Sadate et le premier ministre irakien sont interrogés, au cours du reportage Méditerranée de demain, sur TF 1, à 21 h. 25.

MERCREDI 28 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

A 17 h, tous les jours :

Radioscopie.

Un éditorial de Jacques Chirac.

France-Inter.

Ecoutez la différence.

20 h. 30. Dramatique : Le Silence des armes. d'après R. Clavel, adapté B. Clavel et J. Prat, réal. J. Prat ; avec M. Chapiteau, M. Garrel. Programmes initialement aux environs du 15 novembre 1975 et repoussés en fonction des grèves, cette éducation de la guerre d'Algérie et de ses effets sur un fils de vétérans juvéniles se termine en épilogue de la non-violence et de l'obéissance de conscience.

le silence des armes est un roman de BERNARD CLAVEL éditions robert laffont

JEUDI 29 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Programme de la mi-journée (à 14 h. 5 et à 17 h. 15, Émissions scolaires).

20 h. 30. Série : Baretta, avec R. Blake ; 21 h. 25. Reportage : Méditerranée de demain (première partie : Détroit sous bonne garde), de G. de Jonchay et D. Creusot.

Les conséquences de la réouverture du canal de Suez en Iran, en Égypte, et à Djibouti, avec des interventions du président Sadate, du premier ministre iranien, du ministre des affaires étrangères du sultanat d'Oman, et des principales autorités civiles et militaires dans le Territoire français des Aïres et des îles.

22 h. 25. Allons au cinéma, d'A. Hallimi ; 22 h. 53. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur... Pierre Salinger. 20 h. 30. Variétés : Le grand échiquier, de J. Chancel ; réal. A. Fiedorick.

Le directeur de M. Maurice Genevoix, de l'Académie française, Pierre Rabastin, Frédéric Lods, Cyrille Rostalet, Noël Pons, Georges Brunsch, le Quatuor Valgare, etc.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. Four les jeunes : « Devenir » ; 20 h. Jeu : Aïda 10 000.

20 h. 30. Un film, un auteur : « L'Oiseau rare », de J.-C. Brialy (1973), avec J.-C. Brialy, M. Presle, A. Duperey, Barbara, J. Maillan, P. Bertin.

Un volet de chambre sert, successivement, la femme économe d'un promoteur immobilier, une comédie symphonique, une comédie d'été, et une mini-série folle, avant de trouver la tranquillité chez un vieux poète.

21 h. 50. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Nouveau répertoire dramatique, par Lucien Attoun : « Emballage perdu », de V. Feyder ; 22 h. 35. Entretiens avec Aimé Césaire ; 23 h. De la nuit à la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine : « Concerto brandebourgeois n° 3 » ; « Concerto pour violon » (J.-S. Bach) ; « Concerto de Noël » (Carroll) ; 22 h. 30. Les dossiers musicaux : Un opéra méconnu, d'Émile Poulton ; 24 h. Amérique VI : Musique du Nord-Est brésilien et du Minas Gerais ; 1 h. La clé, par A. Aïme.

مكتبة الأمل

EN BREF

Nuits blanches à l'Olympic

L'Association des amis de l'Olympic organise une série de « Nuits des disparus ». Grande classique d'Hollywood, films français de l'entre-deux-guerres et de l'occupation, chefs-d'œuvre du néo-réalisme italien, mélodrames argentins, cinéma soviétique et aussi témoignages du tiers-monde. Autant de films oubliés et qui font l'histoire du cinéma. Ce répertoire ignoré sera présenté chaque samedi de minuit à l'aube, pendant plusieurs mois.

* Olympic, 12, rue Boyer-Barret, métro Plessance (753-87-42).

Le jamboree des ciné-clubs

La Fédération française des ciné-clubs organise, comme chaque année, des rencontres nationales qui auront lieu à Saint-Raphaël du 31 janvier au 5 février, et à Pégomas du 10 au 15 février. Il y aura des projections de films de R.W. Fassbinder, de Werner Herzog et de Robert Altman, ainsi que des études sur les cinémas polonais et algériens.

* Bess, P.F.O.C., 8, rue Ordener, 75018 Paris, tél.: 106-96-08.

Animations théâtrales dans le Massif Central

Les Tréteaux de la terre et du vent, qui résultent de la collaboration du Centre théâtral du Limousin et du conseil régional, mènent depuis la fin du mois de janvier une expérience d'animation itinérante centrée chaque semaine sur une ville différente. Des comédiens-animateurs présentent des conférences dans les établissements scolaires, des spectacles et des stages avec les Compagnons de la marionnette, du cinéma, de la musique classique, des veillées et les créations du Centre théâtral (« Renart », « le Millepattois déchaussé » et « les Mystères de Paris ») dans un édifice mobile d'une capacité de six cents places. L'équipe des Tréteaux est à Guéret jusqu'au 31 janvier; elle se déplacera ensuite à Bourges (du 2 au 7 février), à Ussel (du 16 au 21 février), à Saint-Junien (du 23 au 28 février), puis à Uzarche, à Tulle et à Bellac. — (Corresp.)

Le fonds contemporain du musée Cantini

Le musée Cantini de Marseille expose jusqu'au 14 mars le quart environ de sa collection d'art contemporain (la plus importante en province, avec celles de Grenoble et de Saint-Étienne), constituée sous l'impulsion de la commission d'achats des musées, créée en 1964.

Grâce aux achats effectués depuis 1968, aux revenus de la Fondation Cantini et aux dons et acquisitions faits depuis 1973 par les Amis du musée Cantini, que préside le sculpteur César, près de quatre cent cinquante œuvres contemporaines (sculptures, peintures, objets, estampes, dessins) composent ce fonds, qui s'enrichit chaque année.

Le catalogue de l'exposition 1976 comprend quatre-vingt-dix numéros : les grandes tendances de l'art actuel y sont représentées, du surréalisme à l'hyper-réalisme et de l'abstraction lyrique à l'art cinétique. (Corresp.)

* Musée Cantini, 12, rue Grignan, Marseille, tél.: 54-77-75.

Corot en Italie

L'exposition Corot à la villa Médicis s'est achevée le 15 janvier après avoir accueilli cent quarante et un mille visiteurs. La Galerie nationale d'art moderne de Rome, qui partageait avec l'Académie de France à Rome la responsabilité de l'exposition — soixante-quinze tableaux, dessins, gravures, — avait organisé un service de visites guidées qu'ont notamment utilisé cinq mille élèves des lycées italiens. La presse italienne a beaucoup parlé de l'exposition, la RAI lui a consacré soixante-dix minutes d'antenne... Un succès de public assez considérable, qui souligne l'intérêt croissant porté aux expositions de la villa Médicis depuis 1968 : Ingres, Courbet, les caravagesques français et Braque.

PODIUM J. M. F.

Grandeur et misère de l'animation musicale

PASSEE à peu près inaperçue alors qu'elle aurait mérité l'attention de tous ceux que concerne le problème de l'animation musicale auprès des jeunes, la récente expérience des Jeunesses musicales de France, au Nouveau Carré, a permis de constater une fois encore, mais peut-être plus concrètement que jamais, l'urgence des solutions à trouver en ce domaine.

Sur les vingt-trois groupes, pré-sélectionnés, qui devaient proposer une audition commentée destinée à des enfants, à des adolescents ou à un public mélangé, il s'en est trouvé à peine deux ou trois possédant des qualités à la fois musicales et pédagogiques suffisantes pour obtenir, en milieu scolaire par exemple, des résultats réellement positifs.

La réunion, en une seule personne, de qualités apparemment contradictoires — n'est-elle pas normale qu'un musicien s'exprime mieux en jouant qu'en parlant ? — étant assez rare, un bilan aussi modeste n'a rien d'étonnant ; il n'en est pas moins inquiétant.

D'abord, et c'est une constatation presque générale, les instrumentistes dissocient si souvent la musique et le discours dont ils l'accompagnent, qu'ils ne songent qu'exceptionnellement à illustrer leurs propos d'exemples sonores, parlant d'un instrument sans le faire entendre, d'un motif ou d'un rythme sans le jouer ou

se complaisant dans des considérations pseudo-historiques et anecdotiques auxquelles ils ne croient même pas. Tout se passe comme si l'exécution d'une partition devait rester hors-contexte : les petits incidents qui l'entourent au lieu de servir de point de départ à des explications motivées, se trouvent donc rejetés comme autant d'entraves à la célébration d'un rituel érotique.

Second motif d'inquiétude : ces démonstrations où la bonne volonté la dispute trop souvent à la maladresse, voire à la malhonnêteté (inconsciente), ont déjà été faites ailleurs devant des enfants et continueront à l'être sans que rien s'y oppose, avec des résultats plus déplorables parfois que ceux de l'enseignement traditionnel dans ce qu'il a de plus sclérosé, et bientôt un climat de méfiance se créera autour de la seule forme véritable de sensibilisation musicale. Car, face à une demande croissante, on ne peut que dénoncer l'absence de tout organisme officiel (à condition d'être soutenu moralement et financièrement, les J.M.F. pourraient tenir ce rôle), de toute formation professionnelle et, naturellement, de tout contrôle.

Que l'on devienne animateur plus par vocation que par éducation, n'empêche pas que les jeunes musiciens intéressés par ce genre d'activité devraient suivre absolument un enseignement complet.

Il serait nécessaire, d'autre part, que ceux, quels que soient leurs titres et leurs diplômes, qui se produisent devant des enfants, aient préalablement reçu un avis favorable de la part d'un jury de musiciens-animateurs, le test ayant lieu de préférence — le Podium a montré à quel point cela peut être instructif — devant des enfants.

Depuis vingt ans que se développent des initiatives de ce genre, il serait temps qu'on comprenne, à tous les niveaux, que ce n'est pas parce qu'un groupe de professeurs ou d'élèves d'un conservatoire décide d'aller jouer Mozart ou Xenakis dans une école, qu'on fait assister quinze cents enfants à la répétition d'un concert, ou que le directeur d'un lycée ouvre sa porte à un groupe « pop » qu'un progrès a forcément été fait en matière d'éducation musicale.

Dans la plupart des cas, faute de préparation, d'encadrement ou d'a-propos, l'expérience, soit restreinte à un succès de curiosité, soit se révèle absolument néfaste. En effet, non seulement les enfants sont plus exigeants que les adultes sur la qualité de ce qu'on leur propose, puisqu'ils ne sont jamais touchés par des interprétations annuelles (qu'ils restent calmes et qu'ils applaudissent ne signifie pas obligatoirement autre chose que l'adhésion à un code de conduite),

mais encore l'autorité d'une présentation peut leur faire croire au bien-fondé de catalogues de lieux communs, d'idées fausses et de rapprochements obscurs qui leur est proposé en guise d'explications ; à ce qu'ils ont quelques scrupules à avoir compris à leur façon.

Il ne faut pas plus de quelques expériences malheureuses pour les persuader à jamais que la musique est une belle chose ennuyeuse, domaine réservé des instrumentistes-magiciens et des commentateurs omnisculaires ! Les Jeunesses musicales n'ont pas toujours évité ce malentendu, mais elles ont pris une orientation différente en se passant peu à peu des conférenciers traditionnels. Il faudrait à présent qu'on leur donne les moyens d'intensifier leur action — les concerts scolaires et juniors principalement — et de former de véritables musiciens-animateurs.

En attendant, un grand pas aura été fait le jour où on aura aidé ceux qui sortent des conservatoires à prendre conscience que ce n'est jamais seulement pour des initiés qu'on fait de la musique. La majorité de ceux qui se sont présentés au Podium, munis des diplômes les plus flatteurs, semblaient avoir oublié ce détail qui aurait dû remettre en question certains aspects de leur comportement.

GÉRARD CONDÉ

DE CHAILLOT A MAILLOT

Maurice Béjart change de cap

Le séjour parisien du Ballet du XX^e siècle s'achève, mais le public est resté sur sa faim. Notre Faust n'a été donné que sept fois dans une salle plutôt petite (Chaillet), alors qu'il aurait pu aisément remplir le Palais des congrès pendant des semaines tant était grande la curiosité suscitée par cet ouvrage. Maurice Béjart n'a pas eu la même réaction que Roland Petit : devant le succès de sa Coppélia, celui-ci n'avait pas hésité à bouleverser son programme.

En fait, l'ensemble du spectacle présenté par Béjart forme un tout cohérent. Entre les deux pôles extrêmes de son inspiration, le ballet baroque, Notre Faust, et le ballet abstrait, Fil selon pil, s'échelonne une suite de productions variées presque toutes inconnues à Paris : Sérapiha, conte fantastique d'après Balzac, dansé dans un style résolument satirique. Ah, vous dirais-je maman, une pochade sur l'école classique ; Serait-ce la mort ? une méditation lyrique traitée en « flash-back ».

Farah visualise la musique traditionnelle iranienne. La manière dont le chorégraphe emploie ses danseurs fait penser aux hiéroglyphes imaginés par Jean-Christophe Averty dans ses ballets télévisés. Le spectateur déplore pourtant de ne pouvoir en saisir l'ensemble et cède parfois à l'ennui.

Si Fil selon pil a déconcerté par son hermétisme, ce que l'amour me dit, magnifiquement soumis à la musique de

Mahler, a beaucoup plu, ainsi que le Chant du compagnon errant, qui développe un admirable contrepoint dansé entre deux hommes (Jorge Donn et Daniel Lommel) sur le thème de la solitude. Leurs pas, très amples, se plient absolument aux nuances des lieder de Mahler. Le Sacre du printemps (1959) est une fresque coulée d'un seul jet sur la musique de Stravinski. Elle demeure certainement comme l'exemple le plus parfait de l'inspiration spontanée de Maurice Béjart.

On serait bien embarrassé, à travers tous ces ballets, de définir un style de danse. C'est qu'il n'existe pas de style Béjart au proprement parler comme il existe un style balanchinien. Maurice Béjart refuse le purisme ; pour lui, la danse n'est pas une recherche formelle, mais le véhicule d'une pensée. Et il n'hésite pas, pour s'exprimer, à faire appel à toutes les techniques (classique, folklorique, danse hindoue, danses africaines...) qu'il retrouve et fusionne dans un langage universel.

On lui a beaucoup reproché de n'avoir pas inventé un style original et surtout d'utiliser le vocabulaire « à la suite ». Ce serait le prendre pour plus naïf qu'il n'est si l'on imagine qu'il ignore comment la danse évolue autour de lui, et notamment l'existence de la « modern dance ». En choisissant une voie moins étroite, il a réussi à toucher un vaste public, qui trouve dans ses spectacles une résonance à des aspirations, à des nostalgies — et

va à ses ballets comme il va au cinéma. De quoi lui parle Béjart ? Du taoïsme, de la difficulté d'être, des paradis artificiels, de la fuite du temps, de la quête de Dieu, de l'amour, de la mort, tout cela ordonné comme une sorte de rituel. Même un ballet aussi décent que Fil selon pil développe le cycle de la vie humaine et s'achève sur le voyage de l'âme, jugée et pesée comme dans les bas-reliefs égyptiens.

En engageant la danse dans le mouvement de mutation actuel, en se référant continuellement aux idées et aux modes du moment, Maurice Béjart prend le risque de voir son œuvre ne pas survivre à l'époque qui l'inspire. Il l'accepte volontiers : « Les ballets, dit-il, sont comme des êtres vivants, ils ont leur propre vie et meurent. Lâché la vie du chorégraphe et des interprètes, le ballet est l'art du temps. »

Dans Notre Faust, Béjart fait halte un instant et jette un coup d'œil attentif sur l'enfant qu'il fut ; mais c'est pour repartir de plus belle, dans une autre direction. A cinquante ans bientôt, il cherche une nouvelle jeunesse dans une école bruxelloise de Mauda. Mauda existe depuis cinq ans et lui a fourni une nouvelle génération de danseurs avec lesquels il s'engage dans la voie du ballet-théâtre — son vieux rêve de spectacle total : Aqua alta, Notre Faust, en sont les premières manifestations. Les danseurs y sont capables de parler, de chanter,



d'improviser. La « modern dance » fait son entrée, impromptue, chez Béjart : on l'enseigne à Mauda, et dans Fil selon pil, les pointes cohabitent avec les pieds nus. Autre événement notable, le Ballet du vingtième siècle a vaincu la résistance des Américains, au point que Maurice Béjart envisage d'implanter une succursale de Mauda outre-atlantique.

Déjà des éléments mudristes se sont installés au Maroc et au Brésil. Ainsi, par l'intermédiaire de cette école, se réalisent un double objectif : formation de danseurs pour les ballets ; formation de spectateurs par le développement de l'enseignement. Car, pour Maurice Béjart, un véritable développement de la danse, art universel, art du vingtième siècle, comme il se plaît à le répéter, passe par la participation du public, qui doit prendre conscience de son corps : « C'est cela que j'ai voulu dire, explique-t-il, lorsque j'ai parlé de faire descendre la danse dans la rue. »

MARCELLE MICHEL

GEORGE V - U.G.C. BIARRITZ - IMAGES - MIRAMAR - PARAMOUNT OPERA - REX - U.G.C. ODEON
PARAMOUNT ORLÉANS - PASSY - PARAMOUNT MAILLOT - LES NORD CINÉMA (6, bd Denain) - PUBLICIS
Défense - GYRANO Versailles - ARTEL Nogent - MELJES Montreuil - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges
CARREFOUR Pantin - FRANÇAIS Enghien - ARTEL Rassy - VELIZY 2 - DAME BLANCHE Garges-Meuses
PARINOR Aubervilliers - ELYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT La Varenne
BOUY Boussy-Saint-Antoine - ARGENTÉUIL

DOCTEUR FRANCOISE GAILLAND

le nouvel an cinématographique s'offre, grâce à Jean-Louis Bertucelli, son premier chef-d'œuvre.

MICHEL FLACON/LE POINT.

FILMS THÉÂTRE INTERNATIONAL

PATRICK ANTOINE présente
The Ely Landau organization Inc et Cinéma Life
présentent

JACQUES BRETEL

IS ALIVE AND WELL AND LIVING IN PARIS

QUAND ON N'A QUE L'AMOUR

avec Ely STONE - MONT SHUMAN - JOE MASTELL et avec la participation de JACQUES BRETEL
ÉRIC BLAU - CLAUDE HÉROUX - PAUL MARSHALL - CINÉVIDE - JACQUES DAILLÉ - DAILLÉ HÉROUX
scénario ÉRIC BLAU

En version originale
ELYSÉES LINCOLN - BALZAC ELYSÉES - DRAGON
ST-LAZARE PASQUIER - CONVENTION GAUMONT

مكتبة من الأصل

DE L'OLD VIC A LA ROUND HOUSE

Deux Hamlet à Londres

ALBERT Finney et Hamlet devaient inaugurer, en ce début d'année, le nouveau bâtiment du National Theatre — la « Comédie-Française » londonienne — mais, habituels retardataires, les travaux plus crânes et l'inflation, l'ouverture en est repoussée, fixée au 15 mars. Albert Finney joue donc Hamlet à l'Old Vic, dans l'ancien Théâtre tranquillement vieillot, posé en plein vent près du pont de Waterloo. L'Old Vic a son public, Shakespeare aussi, et celui d'Albert Finney est plus important encore. La foule s'agglutine et se presse pour voir la star autour de qui Peter Hall a construit sa mise en scène.

Albert Finney n'est plus Tom Jones, l'antenne terrible. Ses traits se sont marqués, mais il a gardé sa séduction et sa fougue. Il apparaît d'abord noir et renfrogné. Puis il affronte la femme de son père ; il affronte la cour et sa mère, et la mort, et l'amour d'Ophélie comme un boxeur furieux qui ne sait pas où est son adversaire et se tient prêt à cogner sur n'importe qui. Il n'est pas question chez lui d'angoisse, de folie, ni du jeu dangereux de la folie, mais d'impétuosité, de colère rentrée. La colère d'un homme déjà mûr qui se voit déposséder de son héritage. Elle éclate par à-coups, l'entraîne dans des actions impulsives, aveugles. Albert Finney lance « être ou ne pas être » comme un défi rageur à ceux qui le trahissent. Et ne pas être lui, pour lui, toute la question est là.

Peter Hall a voulu montrer un monde de vieux, un monde où il se perd dans d'étouffantes intrigues dynastiques. La seule figure jeune est celle de Fortinbras, pur comme

un archange. A la fin, il fait respectueusement enlever les cadavres et sur le plateau désert, reste une couronne. Le décor est nu, les acteurs portent des costumes élisabéthains en lours et riches tissus cambrés qui, sous la lumière, prennent des reflets d'or terni. Ils entrent sur scène, forment des groupes face au public, disent patiemment leur texte autour d'Albert Finney. Ils lui servent la soupe — comme à la belle époque des monstres sacrés.

Pour voir Hamlet à Londres, un Hamlet dramatique et cinglant, bouleversant d'intelligence, un Hamlet d'aujourd'hui, joué en complet vœu par le Studio de la Royal Shakespeare House dans la petite salle « downstairs ». (En haut triomphe la version anglaise des *It's*, de Peter Brook et Colin Tubb.)

La encore le plateau est nu. Une passerelle traverse la salle. Tout se joue sur un fond d'écrans blancs couillants : le château d'Eliseneur est fait de recroquis et de couloirs d'où partent les complots. C'est une jeune femme, Buzz Goodbody, qui a réalisé la mise en scène : elle s'est suicidée quelques jours après la première, en mai dernier, à l'Open Space de Stratford. Les comédiens sont jeunes eux aussi. Ils n'ont pas besoin de poudre grise sur leurs cheveux pour montrer une aristocratie anachronique, inutile, formant une sorte de mafia cruelle, hypocrite, bormée, qui se débat maladroitement pour sauvegarder ses privilèges, pour retenir un pouvoir qui lui a déjà échappé.

Gertrude (Mikel Lambert), Vialbe-

ment gère sous ses allures conventionnelles, ne recule pas devant le crime pour donner le royaume à Claudius (George Baker), homme fort, beau grand businessman au sourire américain. Bien que prince, il a réussi dans les affaires et Gertrude compte sur lui pour « redresser le char de l'Etat ». La vieille garde — Polonius et sa famille — n'est pas dangereuse. Ce sont des naïfs, tout à fait en dehors de la question. La cour est peuplée de jeunes loups ambuleux, sans scrupules. Sans le jeune Hamlet, tout se passerait fort bien. Mais il y a Hamlet (Ben Kingsley), petit, maigre, noir, tendu, nerveux, et surtout tellement intelligent. Bien trop intelligent pour supporter la dégradation de la famille à laquelle il appartient ; pour ne pas voir sa propre aliénation. Il s'y cogne. Il ne parvient pas à choisir, à agir. Le sentiment de son impuissance — et la culpabilité — l'entraînent dans un enchevêtrement d'actes manqués qui aboutissent fatalement à la catastrophe finale.

Hamlet a laissé tuer son père, vieux soldat, héros d'une guerre inutile et perdue, il ne sauvera pas son pays. La cour, le gouvernement, ce petit groupe à la tête d'un royaume où a régné la mise en scène : elle s'est suicidée quelques jours après la première, en mai dernier, à l'Open Space de Stratford. Les comédiens sont jeunes eux aussi. Ils n'ont pas besoin de poudre grise sur leurs cheveux pour montrer une aristocratie anachronique, inutile, formant une sorte de mafia cruelle, hypocrite, bormée, qui se débat maladroitement pour sauvegarder ses privilèges, pour retenir un pouvoir qui lui a déjà échappé.

Il y a quelque chose d'étrange à entendre et voir un Hamlet à ce point contemporain. Le texte, bien



entendu, est celui, intégral, de Shakespeare. Les acteurs — tous remarquables — ne trichent pas. Ils s'en servent avec une aisance, un naturel prodigieux. La mise en scène récupère les anachronismes de la pièce. Les comédiens sont des « freaks », nonchalants, un peu railleurs, qui viennent donner leur petit spectacle politique à la demande du gauthier royal. Le duel de Laërte et d'Hamlet est arbitré par un jeune gentleman rider en bombe et culotte de cheval. D'ailleurs, il se termine par une bagarre sauvage à coups de poing. Follement arrogant, Ben Kingsley saisi une chaise, s'y assoit comme l'Ange bleu, et crache son monologue vers le public. Quant au fantôme, à la Round-House comme à l'Old-Vic, il est tout simplement un fantôme. Pourquoi n'y en aurait-il pas sur scène, alors qu'ils habitent si nombreux les brumes britanniques ?

Le Hamlet de la R.S.C. n'est pas seulement un spectacle virtuose. Il enferme une concentration de talents qui pulvérisent le poids culturel du temps, qui donne à Shakespeare une force immédiate, vibrante, électrique.

COLETTE GODARD.

« LA BEFANA » A LA RENAISSANCE

Les bruits de notre société

INVITES par le Théâtre national de Chaillot, Gérard Gelas et le Chêne noir viennent à la Renaissance pour un mois à partir du 3 février. Ils présentent *la Befana*, créée cet été à Avignon (*le Monde* du 18 juillet 1975), un poème de lumières et de sons qui raconte une légende ancienne venue d'Italie, l'histoire d'une vieille femme égoïste, d'une fée flamboyante et du peuple des pauvres. Pendant quatre-vingt-dix minutes, c'est un déploiement d'images envoûtantes, des roseaux qui dansent dans un crépuscule mauve, des charlots qui grimacent, grotesques, sur une échelle d'acier, une longue mort blanche qui apparaît sur la splendeur apocalyptique de notre monde. Il n'y a pas de décor, seulement un plancher nu, un rideau blanc, et les acteurs qui jouent avec des couleurs, avec une musique sauvage, une saxophone amoureux, des voix réverbérées.

Dès 1968, grâce à la Paillasse aux seins nus, on voyait que Gelas était peintre et poète, qu'il savait prendre possession d'un es-

pace et le métamorphoser en merveilleux jardin. Il savait déjà faire parler la matière, faire chanter le bois, la pierre, et aussi les longs rouleaux de plastiques translucides, les simples feuilles de papier blanc. Depuis que le Chêne noir est installé dans la salle de la rue Sainte-Catherine, à Avignon, l'architecture a chassé les éléments de décor rapportés, mais les projecteurs s'accumulent jusque sous les gradins, le jeu d'orgue se perfectionne, devient une boîte magique super-sophistiquée, les micros invisibles changent l'ancienne chapelle en cathédrale immense.

Gelas le Méditerranéen appartient à une terre rouge, dense, riche de soleil, de vent, d'histoires fabuleuses nées de la mer. Il appartient aussi à une génération fascinée par les soléils artificiels et mouvants de l'électronique, par les enchantements de l'électronique, par la musique qui bat au rythme du cœur, qui se déforme au gré des rêves et des synthétiseurs.

Le décor des sons

« Notre premier spectacle date de 1968, dit Gelas. C'étaient des poèmes avec de la musique. Déjà nous avions une sono. Mauvaise, mais une sono quand même. C'est seulement avec la Déesse d'or (en 1974) que notre matériel — amplis, baffles, consoles — nous a permis de repiquer entièrement le son. Ce que le public entend n'est jamais du direct mais des paroles, des sons pris, triés à la console, rendus aux spectateurs à travers les baffles. L'espace est entière-

ment couvert par les micros. L'avantage est considérable, parce que nous pouvons doser constamment. Et, par exemple, en tournée, que ce soit dans une maison de la culture, une salle des fêtes, un théâtre à l'italienne, la qualité est exactement la même que rue Sainte-Catherine. De plus, nous pouvons traiter chaque son comme une musique spécifique. Ainsi dans la Befana, quand nous dansons avec les roseaux, nous reconstituons une musique naturelle. Ou encore, nous traitons électriquement les voix, nous étirons ou diluons les paroles, nous les travaillons en syncope rythmique.

« D'ailleurs, l'un des membres du Chêne noir est un ingénieur en électronique qui fait des recherches en fonction de nos besoins. Nous avons aussi un atelier de réparation, en parties volant, que nous emmenons en tournée, en prévision des copistes de la technique.

« Notre matériel coûte cher, c'est vrai ; il nous prend une grande part de notre subvention et de nos recettes. Mais, finalement, ce n'est pas pire que des décors qui servent dans un seul spectacle et qu'il faut ensuite envoyer à la casse. Nous investissons, et nous continuons à le faire. Actuellement, nous étudions les modules d'une sonorisation en plein air. On ne sait jamais, ça peut servir... »

« Pour les images, nous avons un carroussel Kodak à effets spéciaux quelque peu trafiqué. Les régies-son et lumières sont faites par des membres à part entière de la troupe. Chez nous, les « spectacles se construisent en étudiant minutieusement tous les éléments. Il serait donc impensable de faire venir, même de bons professionnels, dix jours avant la première... »

« Nous avons toujours travaillé dans cet esprit, sans spécialisation tranchée, sans fragmentation. Au départ, le Chêne était une réunion de musiciens. Moi, j'étais contrebasiste de jazz et guitariste rock. La musique, nous ne l'avons pas apprise en la faisant, mais en écoutant le mistral le long du Rhône, et tout ce qu'on appelle les « bruits de notre société ». Mes matras, quand j'étais gosse, ont été les gîtins de la banlieue avignonnaise, les « gypstes », les nomades venus d'Egypte. C'est pourquoi comme nous sommes attachés à cette civilisation, comme nous sommes méditerranéens.

« Pour nous, le théâtre est fait de rythmes mis en relation, à l'intérieur d'un espace, avec les déplacements des comédiens, qui dessinent une géographie singulière. Je crois que là, l'absence du mouvement et du son nous rapproche d'un type de communication que connaissent, il y a quatre mille ans, les Égyptiens, et que connaissent encore aujourd'hui certaines sociétés dites primitives. Je suis sûr que cette communication est reçue par les gens d'ici et de maintenant. C'est une manière de dire qui ne doit rien à la rhétorique, qui ne s'appuie pas sur l'analyse, mais je parle mieux de cette manière, je lui appartiens davantage. Toute l'infrastructure technique doit être considérée uniquement dans ces buts, c'est-à-dire qu'elle nous permet de parler à nos contemporains, de leur proposer des moyens de se comprendre et de discuter, elle nous permet d'exprimer des choses qui nous tenaient, pire qu'eux, premiers jours. Il y a une idée Chêne noir, nous ne travaillons que pour elle. »

C. G.

« Renaissance, 20 h. 30, à partir du 3 février.

CINÉMA SUR SCÈNE

Tous n'ont pas vu « Family Life »

« FAMILY LIFE » sur une scène, sur la scène de l'Atelier-Théâtre de la Vie de la culture de Saint-Maur-des-Fossés. Remake théâtral du film anglais de Kenneth Loach. Ce soir, de jeunes lycéens, des étudiants de Vincennes, sont venus voir jouer les « copains ». On les connaît bien, ils sont tous « sur Saint-Maur ». Le plus âgé, Pierre Gauthier, le prof de philo, trente ans à peine, mène la troupe. Mais ce n'est pas tout à fait vrai puisque, dit-il, il s'agit d'une création collective. Et il ajoute : « Nous travaillons ensemble à ce spectacle depuis un an. »

C'est précisément sur ce travail qu'il convient de les interroger pour mieux comprendre pourquoi, comment ils ont « refait » « Family Life », « tiré » une pièce d'un film qui, en 1972, avait pu être considéré comme un constat, un document social, une analyse critique de la responsabilité des parents, des psychologues, dans la folie d'une fille de dix-neuf ans, Janice, devenue, rendue progressivement schizophrène. On avait parlé de « cinéma-vérité », alors qu'il s'agissait de l'étude d'une situation exceptionnelle, d'une « typique » avec un soin extrême, d'une

fiction construite dans le souci de donner l'impression, l'apparence du réel.

« Nous nous sommes sans cesse demandé, tout au long des répétitions, si nous devions faire de Janice un cas limite ou un cas exceptionnel, dit Pierre Gauthier. Et, au fond, nous avons choisi le cas limite ; Janice est un peu chacun de nous. Nous avons refusé de classer les personnages, les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Nous ne sommes pas entrés tellement dans le débat autour de la psychiatrie. Ce qui existe, c'est la solitude de Janice, sa différence. Cette différence, que les autres, ses parents, nomment folie. Nous n'avons pas voulu faire comme le film, c'est impossible au théâtre, et nous avions d'autres contraintes, celle des personnages en particulier. »

Chose surprenante : trois ou quatre acteurs n'ont pas vu le film de Kenneth Loach. Un autre va regarder à la télévision. Il y a quelques semaines seulement. Le travail s'est fait avec le scénario. Chacun a d'abord écrit ce qu'il pensait de son personnage, réécrit son rôle. Puis tout a été rassemblé dans une deuxième écriture collective. Le découpage a été transformé. Les parents de Janice ne sont plus tout à fait situés,

couple banal de la « lower middle class » anglaise. Ils n'auraient eu aucune vraisemblance : « Nous avons vingt-trois ans, nous n'allons pas nous mettre des perles au nez », disent les acteurs.

Cette jeunesse même donne à leur jeu une distance qui renforce la « vérité » du personnage de Janice, Martine Irenski, fille jeune fille de dix-huit ans qui a « abandonné ses études l'an dernier pour essayer de faire autre chose, de faire du théâtre », qui a souffert de la même incompréhension. « Je pourrais être Janice », dit-elle, et c'est vrai, elle l'est avec violence, avec un naturel désarmant, émouvant. Peut-être moins rigide que la jeune Anglaise du film, elle est sur scène aussi « pauvre », aussi peu réellement folle, mais plus seule encore. Janice est seule face à ses parents qui ne s'entendent pas, ne se parlent pas. Et même ceux qui l'aiment ou croient la comprendre l'abandonnent. Et les autres, le docteur Davidson (l'anti-psychiatre), sa sœur, son petit ami même, sont devenus des étrangers. Janice va au-devant de la scène, vers cette fenêtre qu'elle imagine, en touche les contours, les dessine, regarde, sans voir, la salle, regarde dehors, ailleurs. Elle efface lentement de sa main la buée. Comme dans le film, elle ne sera plus à la fin qu'un cas typique d'aliénation, sans rapport

avec le milieu social » présenté aux étudiants, sur l'estrade d'une grand amphithéâtre.

Mais Janice est plus que dans le film. Et cette pièce est plus chaque fois que les acteurs osent aller jusqu'au bout de leur propre interprétation de cette histoire. Quand ils cessent de raconter, quand ils se démarquent du scénario et existent, font exister « leur » pièce. Chaque invention de mise en scène est une réussite. Hélas ! souvent la crainte de ne pas être assez « forts », les empêche d'oser. Sans connaître bien le film, ils retomberaient dans ses défauts. Peut-être auraient-ils dû le regarder davantage pour savoir le faire. Le naturalisme au théâtre, c'est dangereux, c'est difficile à faire passer. Avec modestie, les acteurs expliquent : « Nous faisons tous du théâtre, mais nous débutons... »

Leur spectacle a été demandé. Ils le présenteront, en mars, à Créteil, à Bonneuil et, en mai, à Neuilly-Poissonnaise. Et puis ils feront autre chose. Dans la salle, un débat s'est instauré, comme souvent il après un film. On discute de « Family Life » à la Maison des jeunes et de la culture de Saint-Maur-des-Fossés.

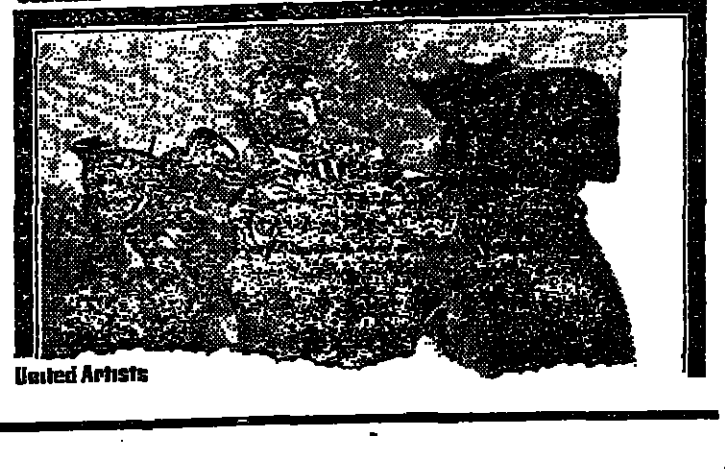
MATHILDE LA BARDONNIE.

Eglise de Saint-Germain-des-Près
Jeu 29 Janvier
à 20 h. 30
HANNES KASTNER
Organiste de Saint-Thomas
de Leipzig (R.D.A.)
Programme
J.-S. BACH
(Bureau de concert SOM)

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
Ce gamin, là
UN FILM DE RENAUD VICTOR
LEGENDE DE FERNAND DELIGNY
Ce Gamin, là
est un magnifique
film d'amour.
Jean-Louis Bory
Le Nouvel Observateur
et également
au CINÉMATOGRAPHE de LYON

ERMITAGE v.o. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - 3 MURAT v.f.
MÉLIÈS Montreuil v.f. - CYRANO Versailles v.f.

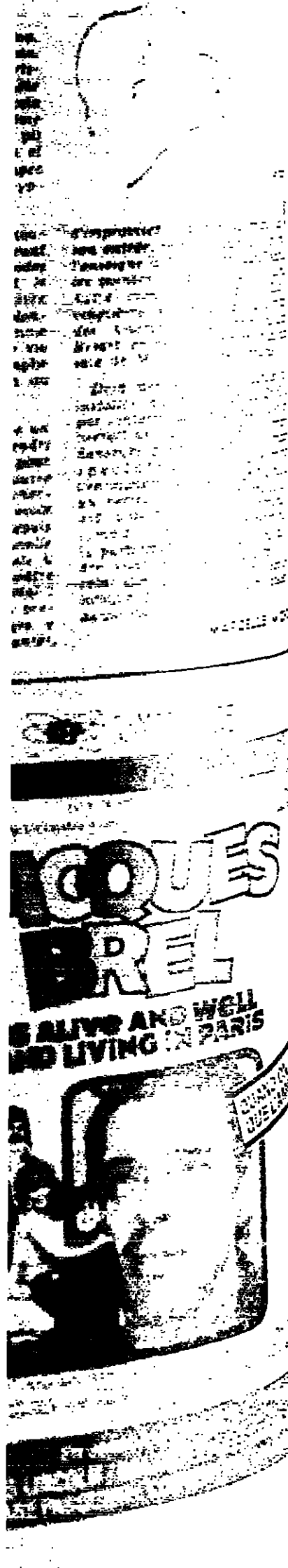
LE SOLITAIRE
Un spectacle superbe.
Charles Bronson : son meilleur rôle depuis « Il était une fois dans l'Ouest ».
Le Solitaire de Fort Humboldt, on le traîne sifflant cent fois.
Du grand Bronson... Spectacle de qualité, digne des grands Westerns.
Rien n'y manque.
Le retour du Western classique dans la tradition des années 50.
LES CHOIX DE L'EXPRESSION
Voyez le Solitaire de Fort Humboldt, toujours et vivement !
LE NOUVEL OBSERVATEUR
On se cale dans son fauteuil, on savoure le spectacle et on s'en va content.
J. SICLER - LE MONDE



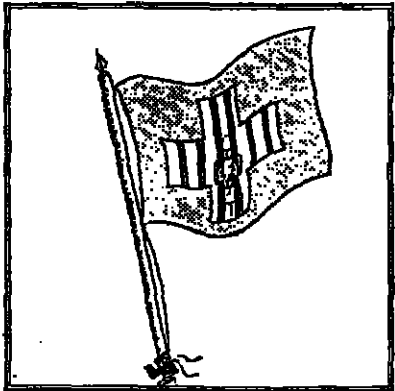
Théâtre Daniel Sorano
VINCENNES
« Le capital dans un volcan. » (QUOTIDIEN DE PARIS)
« Extrêmement divertissant, mené diligemment et monté comme une mécanique d'horlogerie. » (LE FIGARO)

DEUX POUR CENT
STUDIO JEAN COCTEAU 5, rue d'Aras
103-42-50
FESTIVAL CHARLIE CHAPLIN
Mercredi 28
Jeudi 29
Vendredi 30
Samedi 31
Dimanche 1er
Lundi 2
Mardi 3
LES TEMPS MODERNES
LE DICTATEUR
(vo)
LA RUÉE VERS L'OR

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT
à partir du mardi 3 février 20 h 30
les libertés de La Fontaine
avec Jean-Louis Barrault
en aftermanche
les nuits de Paris
Harold et Maude
des journées entières dans les arbres
location 7, quai Anatole-France - tél. 548.65.90 et agences



Une sélection



KONFRONTATION, ou par Bonnaiffé.

Cinéma

LES DENTS DE LA MER
« JAWS »
de Steven Spielberg
— Lire notre article page 13.

CE GAMIN, LA
de Renaud Victor
Une expérience vécue au sein de la communauté Fernand-Deligny, à Monoblet, dans les Cévennes (un centre d'accueil pour enfants autistes jugés incurables). Renaud Victor — c'est son premier film — fait cause commune avec des jeunes dits « anormaux » qui refusent de parler. Il se met — nous met — à l'écoute du silence et des vibrations d'un autre univers. Il montre aussi comment des adultes, des prolétaires, d'une autre façon aliénés, peuvent s'émanciper dans ce mode de vie avec les enfants. Essai sociologique et contestataire, ce film passionnant fait sauter les verrous du langage parlé et remet en cause le langage cinématographique.

JEANNE DIELMAN
de Chantal Akerman
Une jeune tranquille, une mère, une femme, s'est noyée dans la quotidienneté des tâches qui se succèdent, au rythme des repas, des courses, du rangement... Sa noyade est méthodique, organisée, inconsciente. Le premier film, distribué en France, d'une jeune cinéaste belge dont la caméra refuse les stéréotypes narratifs. L'amorce d'un cinéma au féminin.

LA CECILIA
de Jean-Louis Comolli
La caméra de Jean-Louis Comolli, ancien rédacteur en chef des Cahiers du cinéma, et des comédiens italiens qui apportent la vérité de leurs corps... Un essai de cinéma réaliste, dialectique et musical.

KONFRONTATION

de Rolf Lissy
Un jeune juif yougoslave, à l'arrivée du nazisme, quitte l'Allemagne où il étudie pour se réfugier à Berne. Un an plus tard, il tue le leader du groupe suisse du parti national-socialiste. Une habile mise en perspective des limites de la neutralité helvétique, complétée par une inquiétante incitation sur Israël.

— ET AUSSI : *Mamma Roma*, de Pier Paolo Pasolini (l'impossible idéal bourgeois d'une prostituée romaine) ; *Nationalité immigrée*, de Sidney Sokolow (un Mémorandum parmi ses camarades, immigrés en France) ; *Cherpi* (le Silence violent), de Moumen Smihl (la condition féminine en Tunisie musulmane) ; *Le Joueur de flûte de Hamelin*, de Jacques Demy (un fantastique allemand « made in England ») ; et la nouvelle sortie d'Horizon de Jacques Rouffio (les descriptions de 1917 racontées par le réalisateur de *Sept Morts* sur ordonnance dans un film passé inaperçu en 1968).

Théâtre

LE JUIF DE MALTE
à Gennevilliers

Sarabba, le Juif de Marlowe, doué émissaire dans la réalité historique et sur la scène (où il représente Salari), devient le héros par qui se démontent les idéologues hystériques de ses contemporains, à l'aube du capitalisme. C'est en même temps la mort des illusions du monde féodal qui croyait au bien et au mal, et l'impitoyable destruction de son théâtre, celui des « moralités ».

LA BEFANA
à la Renaissance

— Lire notre article page...

GRAND-PEUR ET MISÈRE DU III^e REICH
au Mouffetard

Mise en scène d'un jeune homme pour qui le nazisme fait partie de l'histoire... Pour qui les personnages de Brecht sont des clowns fonctionnaires, tragiques, errant dans des rues détreuées, des épaules dansantes, sur le chant d'un piano.

L'ARMENOCHIE
au Petit Sorano de Vincennes

Reine Barde, Arménienne, rappelle le martyre de son peuple par l'entremise d'une fable discrète, très émouvante.

VINGT-QUATRE HEURES
à Gémier

Le Groupe TSE revient pour un mois avec sa nouvelle histoire du théâtre, démontage tronique de l'entertainment, plongée dans le mystère du monde des miroirs.

— ET AUSSI : *Remembrances d'amour à Nanterre* (le Théâtre Ouvert de Daniel Mesguich) ; *Le Neveu de Rameau au Moderne* (deux acteurs, et Diderot) ; *L'Echange au Théâtre de la Ville* (des fauves claudéliens dans une fausse Amérique) ; *Etudes rouges* à l'Odéon (deux idoles et deux névroses

d'échec) ; *Phénoménal Football* au Théâtre de la Tempête, Carlotouches de Vincennes (de sport, reflet ambigu de la société) ; *Gallus* au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (le trentième anniversaire du Grenier de Toulouse).

Musique

VICHNEVSKAIA - TOSCA

Vichnevskaja sera-t-elle une aussi grande et coquette Tosca qu'elle fut une coquette et merveilleuse Tatiana ? C'est en songeant au miracle de cet Eugène Onéguine du Bolchoï, où Rostropovitch, à la tête de l'orchestre, accompagnait déjà sa femme, qu'on écoutera cette Tosca donnée par Radio-France, avec aussi Franco Bonolis et M. et M. Manuguerra (Champs-Élysées, 28 janvier, 20 h. 30).

NILSSON - BRUNNHILDE

Autres grandes soirées de chant et de souvenirs : Birgit Nilsson dans son plus grand rôle, celui de Brunnhilde, avec ces deux sommets, les scènes finales de la Walkyrie (Frans Masera sera Votan) et du Crépuscule des dieux. Gerda Arlt dirigera l'Orchestre de Paris (Palais des Congrès, les 29 janvier et 2 février, 20 h. 30) ; Champs-Élysées, le 31 janvier, 10 h. du matin.

DES OPÉRAS DE VOYAGE

Les amateurs de théâtre lyrique voyageront cette semaine : à Angers, une Vie de bohème dans une mise en scène de Jean-Marie Simon qui vient de Lucques, avec les chœurs de Glyndebourne, direction D. Masson (le 30, à 20 h. 30 et le 1^{er} février, 15 h.) ; à Bordeaux, Salomé, de Strauss, mise en scène de J.-C. Ribet, avec Carolyn Carlson (le 30 janvier et le 3 février, 20 h. 30, et le 1^{er}, 14 h. 30) ; à Monte-Carlo, Carmen, avec R. Baidani, mise en scène M. Fialman, direction L. V. Matos (le 31 et le 4 février, 20 h. 30 ; le 8 février, 15 h.) ; à Nantes, le Mariage secret, mise en scène R. Terrasson (les 30 janvier, 1^{er} et 3 février), sans oublier à l'Opéra de Paris les Vêpres siciliennes (le 28) et le Chevalier à la rose (le 31 janvier et le 1^{er} février).

CONCERT-MANIFESTE DU GERM

Pour qui voudrait un peu changer de musique, signalez le concert-manifeste du Groupe d'étude et de récréation musicale intitulé « Milieu Environnement 63-76 » organisé par Pierre Mariéan, qui assemble des pièces « conçues comme élément de musicalisation de l'habitat privé ou public » (11 bis, rue Scribe, le 3 février).

— ET AUSSI : *Quatuor Amadeus* (Gaveau) ; Schubert, le 29, et Beethoven, le 31) ; la Cenerentola, de Rossini (Maison de Radio-France, le 28) ; Ram Narayan, saranghi (le 1^{er} à l'Arc, le 30) ; Orchestre national, dir. Kolman, avec F. Cuidat : Strauss, Scriabine, Debussy, Messiaen (Théâtre de la Ville, le 2) ; Vivaldi par I. Solisti Veneti et J. P. Rampal (Pleyel, le 2) ; U. Reine-mann et C. Ivaldi (Théâtre Essalon, le 2) ; le Trio Fontanarosa (Pleyel, le 4) ; Akira Tambo, compositeur japonais (à l'Arc, le 4, à 18 h. 30 et à 20 h. 30).

Disques

ENCORE LES « VÊPRES »

Après Corboz et Gardiner, une nouvelle version des Vêpres de la Sainte-Vierge, de Monteverdi, non moins admirable, brisant la lune, d'une solennité à la Botticelli, d'une jeunesse qui étire et dilate le cœur. Avec les deux Magnificat et la Messe in illo tempore en style ancien ; solistes, chœurs de la cathédrale de Ratisbonne, ensemble instrumental, dir. H. M. Schmidt. (3 d. Archiv, 2733.043.)

L'INTÉGRALE MOZART
de Pires

Rien de plus difficile que les Sonates de Mozart : la ligne est si candide, l'harmonie si nue, le discours si « prélu » que la plupart des pianistes restent sans devant elles. La jeune Portugaise Maria-João Pires, elle, y découvre tout son monde intérieur, enfantin et profond, se coule en elles pour chanter son cœur. Et pourtant il est trop tôt pour qu'elle ait partout investi les secrets de Mozart que seule une longue vie permet à Fischer, Schnabel ou Kempff de comprendre. D'où l'inégalité relative de cette intégrale (avec deux Fantaisies et deux Rondos) qu'elle fera sûrement plus tard. (8 d. Erato, 9141/48.)

— ET AUSSI : l'Offrande musicale de Bach, par M. Larrieu, L. Morabito et l'Orchestre J.-F. Paillard (Erato, 70.916) ; *Requiem* de Mozart, dir. M. Corboz (Erato, 70.943) ; *Daphnis et Chloé*, ballet intégral, par la Philharmonique de Metz, dir. Boulez (CBS, 76.425) ; l'Œuvre pour piano de Schoenberg, par J.-R. Kars (EMI, 065-12878).

Danse

LE BALLET DU XX^e SIÈCLE
au Palais des Congrès

— Lire notre article page 14.

LA BELLE AU BOIS DORMANT
au Palais des Sports

Pour les inconditionnels de Nouron : dix minutes de bonheur parfait, au milieu d'une soupe anglaise très victorienne.

— ET AUSSI : *Maia Pissasetakata* à l'Opéra, pour un « Boléro » exceptionnel (28 janvier - 1^{er} février). — Le Théâtre du silence au théâtre Romain-Rolland de Villejuif (création de « Ceel est cela », de Brigitte Lefèvre) — A l'Opéra de Lyon, reprise d'un des meilleurs *Blagi*, « Alexandre Nevski » (musique de Prokofiev) et un essai rythmique, « Pulsations ».

Variétés

SHIRLEY MAC LAINE
à Monte-Carlo

Entourée de dix danseurs et d'un orchestre de trente musiciens, la comédienne et chanteuse américaine se produit pour la première fois en Europe dans un « one woman show » (vendredi 30 janvier).

GEORGES MOUSTAKI
au Théâtre de la Ville

Le goût d'aimer la vie avec abandon, le droit de dire sa révolte et de chanter sa liberté.

JACQUES MARTIN
au Théâtre Fontaine

L'univers de Jacques Martin est large, les personnages multiples. Et entre les mots et les gestes, il y a l'observation, une finesse réelle et une grande tendresse, plus ou moins cachée, plus ou moins voilée.

CHARLES AZNAVOUR
à l'Olympia

Un retour d'exil et de nouvelles chansons.

Arts

PICABIA
au Grand Palais

— Lire notre article page 13.

JEAN DUBUFFET
au Musée des arts décoratifs

Parachiffes, Mondanités, Effigies incertaines, Lieux abrégés et lieux de promenades, Assemblages : cent vingt tableaux à l'acrylique pour la seule année 1975. Loin de l'Europe et de ses ramifications, le Dubuffet nouveau se réjouis à l'ancien, celui de Macadam, des Portraits, des Paysages.

MARINO DI TEANA
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

— Lire notre article page 13.

HANNAH HOCH
à l'ARC

Hannah Hoch est l'un des derniers témoins vivants — et la seule femme — Dada à Berlin. Cette exposition, la première rétrospective d'importance qui lui soit consacrée, présente ses collages, ses photomontages, ses assemblages, ses peintures et dessins, de 1916 jusqu'à aujourd'hui, et profite de ce parcours d'une étonnante vitalité pour rappeler l'importance du mouvement Dada berlinois.

1^{er} SALON INTERNATIONAL D'ART CONTEMPORAIN
au Grand Palais

Le service des échanges artistiques du ministère des affaires étrangères inaugure une nouvelle formule d'exposition. Trois pays sont au rendez-vous : la Yougoslavie, avec un ensemble conséquent d'art naïf depuis les années 30 ; le Luxembourg, avec les peintures et sculptures de treize artistes ; la Norvège, avec les œuvres de Ludvig Eikens et les tapisseries de Synnove Aurdal.

— ET AUSSI : *Les Shakers* (Shaking Quakers), au Centre de création industrielle ; *Les Lautrec d'Albi*, au musée Marmottan ; *L'art colombien à travers les siècles*, au Petit Palais ; *Jean Lurcat*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris et à la galerie La Demeure ; *Nancy Blanchard et Ingeborg Lüscher*, à l'ARC ; *Alberta Art*, au Centre culturel canadien ; *Paul Virilio* : *bunker archéologique*, au Musée des arts décoratifs ; *Pottiers de Saintonge*, au Musée des arts et traditions populaires.

THÉÂTRE FONTAINE
10 Rue Fontaine
874.74.40-874.82.34

50 représentations exceptionnelles
JACQUES MARTIN
(in person)
LOCATION OUVERTE 20 JOURS À L'AVANCE

LE PALACE
19 h
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LAZARE LUI AUSSI
RÉMIAT D'EL DORADO
21 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h
LES MUSICIENS, LES ÉMIGRANTS
8, rue du Fg-Montmartre, 770.44.37

10 représentations exceptionnelles
GRENIER DE TOULOUSE
à partir du 29 janvier

LA VIE DE GALILÉE
Bertolt Brecht
mise en scène
Maurice Sarrazin
THÉÂTRE GERARD-PHILPE DE SAINT-DENIS
réservat. collectifs 243.18.92
location théâtre 243.00.59 - FNAC-agences

UGC MARBEUF
LACLEF • LA PAGODE
UN FILM DE
JACQUES ROUFFIO
SCÉNARIO ET DIALOGUE DE
GEORGES CONCHON
L'HORIZON
avec JACQUES PERRIN
et MACHA MERIL

GALERIE YVES BRUN
7, r. St-Denis, 116 St-Louis - 325-92-01
Colette RIBOUD
20 janvier - 10 février

GALERIE FORUM
80, quai de la Tourneville, Paris-5^e
MASSOC
28 janvier-18 février 1976

Centre d'Art International
80, boulevard Raspail - 348-58-4
ARTS DÉCORATIFS SOVIÉTIQUES
Tous les jrs, sam. et dim.

GAL. LA COUR D'INGRES
7, rue de la Boucherie, Paris (5^e)
CHONGHYOCK LEE
Du 28 janv. au 25 févr.

Le Monde de l'éducation

LES RÈGLES CACHÉES DU JEU, par Catherine ARDITI

L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles. Théoriquement, ce foisonnement d'options et de filières doit permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une sélection et une élimination.

PRIORITÉ AU DIALOGUE AVEC LES PARENTS
L'orientation est maintenant régie par de nouvelles procédures qui mettent l'accent sur l'information et le dialogue. C'est dès le début de l'année que les parents doivent s'en préoccuper.

MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus fermée sur elle-même qu'avant 1968 »
Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation ;

Le numéro de février est paru

5, rue des Italiens, 15427 PARIS CEDEX 03.
Prix de vente : le numéro 5 F.
Abonnement (11 numéros par an) : France 50 F.
Étranger voie normale : 65 F.

L'ORIENTATION

LES RÈGLES CACHÉES DU JEU, par Catherine ARDITI
L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles. Théoriquement, ce foisonnement d'options et de filières doit permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une sélection et une élimination.

LES OPTIONS ET LES FILIÈRES
Des tableaux pour y voir clair.
« MAÎTRE ÈS LETTRES, SERRURIER, CHERCHE SITUATION EN RAPPORT »
Le témoignage d'un étudiant « orienté » vers les lettres qui, au terme de ses études, se retrouve chômeur et se reconvertis vers la serrurerie...
COMMENT S'INFORMER
Les organismes susceptibles d'aider et de conseiller les parents.

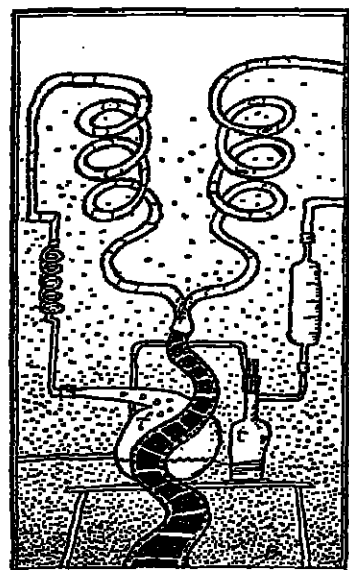
DANS LE MÊME NUMÉRO :

MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus fermée sur elle-même qu'avant 1968 »
Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation ;

Belgique : Deux ans pour refaire l'Université ; instituteur à Anglesquerville ; spectacles pour enfants ; E.S.S.E.C. à Cergy ; les « héros » du Conservatoire national des Arts et Métiers ; les métiers de l'agronomie.

مكتبة من الأصول

ET DES SPECTACLES



L'invention d'une caméra

POINT DE VUE SUR UN TROISIÈME ŒIL

par JEAN-ANDRÉ FIESCHI (*)

L'INVENTION d'un appareil légitime ce point de vue. Cet appareil est une caméra vidéo. Il s'agit toutefois, non d'une caméra de plus, mais d'une caméra différente : il a fallu attendre quatre-vingt ans pour que l'auguste modèle hérité des frères Lumière soit, dans sa logique même, mis en question. Cette caméra n'est plus une boîte, mais un tube. Et alors ? On pourrait penser qu'il y a là devant nous une simple péripétie technologique, si d'ailleurs ce changement de forme dans l'appareil autorisait d'autres changements, du côté, cette fois de la pratique même. C'est de l'amorce de cette rupture que témoigne ici l'un des premiers usagers de l'appareil.

Au bout du cylindre, long d'une vingtaine de centimètres, est vissé l'objectif. On tient le tube au creux de la main, comme on le ferait d'une torche électrique, ou d'un miroir. Ça balaie, ça capte. Un œil au bout des doigts, littéralement. Impression étrange, neuve, qui tient de la grille d'organe et du dédoublement, quand l'image se matérialise. La main avance comme malgré elle, se rapproche des objets sur la table, les contours, les survoile, pour voir...

Un bref regard à l'écran de contrôle, sur la poitrine, où s'inscrit l'avancée du cadre : un champ familier mais inconnu est délimité par le troisième œil, par les impulsions de la main. C'est un espace jamais vu. En tout cas : jamais vu comme ça.

L'outil, à l'évidence, est un extraordinaire outil d'investigation. Il ne ressemble à nul autre. Il ne ressemble surtout pas à une caméra : il n'en a ni la forme, ni le maniement, ni les effets.

Car c'est du côté des effets, tout de suite, que tout bascule, et qu'une perception nouvelle s'élève, s'aggrave. Effets de réel, effets d'imaginaire, inextricables. Envie d'y aller voir, du côté de ces effets, d'en voir plus, d'en savoir davantage, d'avancer pas à pas, d'en chercher les limites. Les objets, les visages (et le sien propre, pour que le poignet effectue une rotation vers soi : effet de miroir et de vertige où se concrétise soudain le vieux phantasme du regardier regardé), les corps (et le sien propre, encore), la rue malintendant au regard de tous. En même temps, il n'est pas au point une admirable technique de constat, de remise en question des institutions visitées. Succès, en effet, il aborde l'enseignement secondaire (High School, 1968), la police (Law and Order, 1969), l'hôpital (Hospital, 1970) montré à Paris il y a deux ans, la préparation militaire (Basic Training, 1971), la vie monacale (Monks, 1972), la délinquance juvénile (Juvenile Court, 1973), l'expérimentation scientifique (Primate, 1974, qui sort cette semaine), les assurances sociales (Welfare, 1975). Jusqu'en 1971, Wiseman financera lui-même ses films, avec le concours de mécènes, puis la télévision éducative commença à l'adopter. Primate, diffusé il y a un an à travers l'ensemble des réseaux de télévision américains, a déclenché une polémique dans le public.

Sous des apparences innocentes, Primate a effectivement de quoi effrayer l'individu dit normal, confortablement installé devant son écran de

des commencements (on croyait tout possible : Jean Epstein du côté des formes, ou Dais Vartov du côté des formes et des transformations), reprennent corps. Oui, il devrait être possible de filmer comme on vit, comme on respire (d'avoir, du moins, cette illusion productive), de filmer tout près du corps. D'imaginer de nouvelles relations entre le regard et le visible. D'inscrire dans l'image les symptômes d'ébranlement, les points de rupture, les désirs transformateurs. D'utiliser l'appareil dans le grand retournement des images dominantes : montrer ce qu'elles cachent.

L'appareil (sa logique spécifique : ses pouvoirs à inventorier) autorise ces utopies, ces faims, ces désirs, ces curiosités enfantines. Il suffisait à cela de changer (d'oser changer, de déplacer) la logique du point de vue. Voici donc un œil d'une acuité remarquable, prompt à se déplacer, à décrire, à adopter les positions les plus inédites, à épouser les mouvements les plus imprévisibles. Œil mobile, œil sensible (à l'infrarouge).

Prompt à changer de main, aussi, pour peu qu'on en décide. S'ouvre alors, dans la même coulée, l'espace troublant des points de vue démultipliés, l'accès à un imaginaire du regard qui ne renvoie plus à un sujet unique (à un sang linéaire), mais à un procès, à une chaîne de sujets au travail dans l'acte même du regard, de la figuration, de l'échange. On entrevoit des fonctionnements fictionnels, d'autres règles du jeu, d'autres montages d'effets. D'autres économies narratives, peut-être, que celles qui règlent massivement, dans l'industrie du spectacle, la structure du scénario, choix des acteurs, modalités de tournage et de montage.

Or cette économie, pour dominante qu'elle soit, n'a rien de fatal de définitif.

On se souvient de ce film de Dreyer, d'une exemplaire gravité ludique, où la mouvance fantomatique de l'appareil de prises de vues, l'amplitude de ses écarts logiques (c'est de Vampyr qu'il s'agit), interdisent toute identification à quelque personnage ou autre pôle fixe du récit, et barrent toute illusion de reconnaissance, tout appropiement de l'ordre du déjà vu. Aussi bien y basculait-on, comme par défi, comme pour marquer l'extrême bord, interdit, de la représentation, vers l'impensable même : le point de vue du mort.

Recenser ici les précurseurs d'une pratique du « troisième œil » n'est pas l'objet. Penser tout de même à Jean Rouch, l'incontournable (Bare du Nord), ou à Michael Snow, qui conçoit et programme une machinerie

complexe à produire, lui aussi, un point de vue « impossible », une subversion poétique de la perception commune, un voyage (la Région centrale).

L'œil existe à l'état sauvage, disait Breton. Et Vertov, aux temps d'euphorie où la grande secousse révolutionnaire ébranlait (aussi) les vieilles façons de dire et de montrer : « Désormais, nous libérons la caméra et la faisons fonctionner dans une direction opposée, très éloignée de la copie ».

L'appareil (sa structure même) peut donc permettre d'éviter la simple reproduction des effets rhétoriques dominants. Objet de rupture (des codes de la représentation), objet de passage, pensé et construit d'autres fins que celles de la « copie », il autorise d'autres visées, d'autres projets. Du moins vaut-il ce qu'on veut, ce qu'on veut, ce qu'on veut, ce qui est déjà beaucoup : c'est un bon outil.

Il y a là-dedans, après coup, comme une sorte d'évidence. Il suffisait d'y penser, semble-t-il. Il suffisait de détacher l'œil électronique de sa chambre obscure, et de son asservissement à l'œil physique du cadre, avec tout ce que ce système impose de contraintes dans les manières de regarder et de communiquer. Mais on soupçonne les constructeurs d'appareils de n'en être que fort rarement eux-mêmes les utilisateurs. Cela se devine à tel défaut de maniabilité, mais surtout à une sorte d'absence d'imagination technologique, comme s'il ne s'agissait plus d'inventer, mais seulement de perfectionner des acquis.

Mais peut-on encore imaginer, au stade avancé où le capitalisme de monopoles asservit l'image, comme le reste, parce que c'est dans sa nature et dans ses intérêts, oui, peut-on imaginer quelque figure artistique et démocratique de l'inventeur, avec une part de génie quelque peu enfantine dans le bricolage et dans l'assemblage, le côté Jules Verne ou Edison de la chose, Edison du moins tel que le raconte Villiers de l'Isle Adam dans l'Eve future : une sorte de docteur Faust plus l'électricité ? A plus forte raison : plus l'électricité ?

Et provincial, de surcroît. C'est à Grenoble (où Godard a son atelier), que la machine s'est élaborée. C'est là que, par tâtonnements, par vérifications successives de savoirs et d'intuitions, Jean-Pierre Beauviala et son équipe ont fabriqué « la Peluche » : tel est son nom, à l'instrument, son nom métaphorique et familier, son nom d'usage : le nom qui lui convient.

A ses débuts, pourtant, la Peluche n'est que l'œil d'accompagnement électronique des caméras Agfa, la greffe, sur une caméra 16 mm, d'un dispositif vidéo : combinecoïdes de techniques non concurrentes, mais complémentaires. Oui, il suffisait d'y penser : détacher cet œil, l'autonomiser, l'adapter à la main, c'était peut-être ouvrir à l'image un champ de transformations possibles, l'adapter à d'autres filimages. Un pari.

La passion du « direct » anime l'équipe, le clan (Rouch, les frères Blanchet, d'autres...). Au-delà du fétichisme des formats et des supports (16 mm, ou 8/8, ou vidéo), le désir de s'approcher des sujets, de voir, de montrer, guidé la démarche, conduit la recherche de mécaniques toujours mieux adaptées à leur fugace objet, ce « réel » en train de se faire, de se vivre ou de se représenter pour la capture et l'inscription duquel les appareillages sont toujours trop lourds, penants, intimidants, insensibles. Les butées de cette aventure, les résistances où elle achoppe, sont notre lot commun : c'est cet énorme glissement des savoirs, des compétences, des imaginations. C'est l'utilisation sociale — individuelle, semi-collective ou collective — de ces outils de plaisir et de connaissance, c'est leur confiscation élitiste dans la sphère du profit, ce sont les modalités de fabrication et de circulation des produits nés ou à naître, c'est leur échange. C'est leur finalité même, loi et maintenant, comme loi et demain.

La, nul objet, si novateur soit-il, ne saurait rompre le cercle et seul, déplacer les urgences, ni interrompre la nécessité des luttes. Du moins, faut-il en marquer l'existence quand un tel objet, issu d'imaginaires merveilleux et marginaux (c'est-à-dire dans les marges de toute inscription monopolistique) témoigne à sa façon. Oui, la Peluche témoigne. En amont, sur les facultés d'invention qui ont contribué à sa découverte. En aval, sur les facultés d'invention virtuelle dont elle est porteuse, et qu'on aimerait partager. Car les outils d'imaginaire sont dignes d'attention, quand ils ouvrent à leur façon le désir (la nostalgie, l'espoir) d'un regard neuf, déclassé, critique. Quand ils invitent à l'apprentissage de ce qui, dans le même mouvement d'écriture et de lecture, peut s'enrichir comme quelque chose qui ressemblerait à une réalité utopie. Imaginez-vous : un œil au bout des doigts ?

(*) Ancien secrétaire de rédaction des Cahiers du cinéma, à présent.

NOUVEAUX CINÉMAS

AVEC Montréal au Québec, Boston et son anneau universitaire de Cambridge, aux États-Unis, sont probablement les endroits le plus avancés au monde dans la recherche et le développement d'un nouveau cinéma, à base documentaire : il s'agit de rassembler Richard Leacock et son département de recherche au Massachusetts Institute of Technology, les ethnologues John Marshall (The Hunters) et Robert Gardner (Dead Birds), ces derniers plus ou moins rattachés à l'université de Harvard ; voici aujourd'hui Frederick Wiseman, docteur en lettres, juriste de formation, qui a étudié le droit à Yale et à la Sorbonne et enseigné à l'université de Boston. Si l'on ajoute que les frères Mayes, établis à New-York, sont également originaires de Boston, et y viennent assez souvent, il faut bien admettre une sorte de bonheur du lieu à susciter une nouvelle théorie et une nouvelle pratique du cinéma.

Mais si Leacock, Bob Gardner, John Marshall, ont pu progresser à l'ombre de MIT et de Harvard, c'est tout seul que Frederick Wiseman a voulu s'imposer, indépendamment de sa pratique universitaire. Passionné de cinéma, il produit en 1964 The Cool World, de Shirley Clarke, d'après le roman de Warren Miller, film tourné à Harlem qui mélange documentaire et fiction. En 1967, avec la collaboration de John Marshall, il réalise dans un cadre pour tous dangereux du Massachusetts, à Bridgewater, son premier film documentaire, Titicut Follies, qui lui vaut du jour au lendemain la célébrité, mais provoque l'indignation de Jean Rouch, pour atteinte au dogme intangible du cinéma-vérité : Wiseman a accentué le grotesque de la folie, braqué une caméra grossissante sur l'horreur de l'ins-

titution psychiatrique, afin de mieux secouer la passivité du spectateur, sans tomber, en revanche, dans le piège moral ni dans la critique dogmatique. Ce film, projeté mardi soir à la Cinéma-mathèque française en présence de l'auteur, n'est pas autorisé à la diffusion commerciale, malgré une courte carrière à New-York, et l'automne 1967 ; les autorités de l'Asile, après avoir donné leur accord, l'ont repris pour respecter le droit à l'anonymat des malades montrés.

Juriste, Frederick Wiseman évoluera à l'avant de se laisser enchaîner par des difficultés d'ordre légal. Pour les huit films qui suivront, il ira tourner dans des institutions publiques d'État, payées par les contribuables, et ouvertes par conséquent, selon une logique très américaine, au regard de tous. En même temps, il mettra au point une admirable technique de constat, de remise en question des institutions visitées. Succès, en effet, il aborde l'enseignement secondaire (High School, 1968), la police (Law and Order, 1969), l'hôpital (Hospital, 1970) montré à Paris il y a deux ans, la préparation militaire (Basic Training, 1971), la vie monacale (Monks, 1972), la délinquance juvénile (Juvenile Court, 1973), l'expérimentation scientifique (Primate, 1974, qui sort cette semaine), les assurances sociales (Welfare, 1975). Jusqu'en 1971, Wiseman financera lui-même ses films, avec le concours de mécènes, puis la télévision éducative commença à l'adopter. Primate, diffusé il y a un an à travers l'ensemble des réseaux de télévision américains, a déclenché une polémique dans le public.

Sous des apparences innocentes, Primate a effectivement de quoi effrayer l'individu dit normal, confortablement installé devant son écran de

Un avocat

regarde l'Amérique

Les films-constats de Frederick Wiseman

télévision ou de cinéma. Frederick Wiseman est allé filmer pendant deux mois, en 1973, à Atlanta, Georgia, le travail quotidien dans l'attente de voir, cherchant sur les images, comme dans ses autres films, tout en accordant la primauté à la parole, au dialogue révélateur de la vérité des situations, mais sans la moindre interférence d'un commentaire quelconque, partant du point de vue de Strius : « nous touchons ici à une vérité d'Évangile du cinéma direct » américain : seuls doivent parler les gens devant la caméra. — Frederick Wiseman a une conscience trop aigüe du pouvoir et des significations de l'image, même enchaînée par la parole, pour ne pas jouer à fond du rapport-ressemblance entre l'homme et le singe. Ces pauvres animaux qu'on traite comme des objets, dont on stimule électriquement l'agressivité et la sexualité, qu'on découpe en petits morceaux après les avoir anesthésiés — notamment, la scène du roussissant petit singe découpé et réduit à l'état de coque de noix qu'on brise pour en extraire la cervelle, ensuite découpée en fines lamelles, — ces animaux, parents de l'homme, nous ramènent, dans le contexte de ce laboratoire insensé à l'américaine, à d'autres victimes, bien humaines, et nous projettent de façon inquiétante vers un avenir diabolique au nom de la science impersonnelle.

Dans les signes

L'art de Wiseman consiste, avec une maîtrise qui confine au grand art, à faire contraster publiquement un certain type de discours, ici le jargon scientifique, l'humour familier, du chercheur, des chercheurs, et une réalité vue, le décor de notre vie quotidienne, grouillante de signes : ces savants et leurs

acolytes, enfants gâtés de l'ère McLuhan, ont une bonne conscience, une sincérité, d'autant plus dangereuses qu'elles sont déguisées. Tout cela est très brut, dans son horreur tranquille : ce spectateur de tirer ses conclusions.

La rétrospective de la Cinéma-mathèque devrait permettre de remettre à sa place, la première, une œuvre unique en son genre, constat d'une civilisation, d'un ordre moral d'inspiration judéo-chrétienne dont l'Amérique nous offre le spécimen le plus abouti. On peut y découvrir une cohérence idéologique, une tyrannie en puissance encore plus affirmées que celles dont nous parons d'ordinaire le socialisme « scientifique ».

La méthode de travail de Wiseman mériterait à elle seule une longue analyse. Prenant lui-même le son, et cette opération est capitale dans le cinéma léger aujourd'hui, tant elle implique de sensibilité dans le rapport à l'autrui, — tournant depuis Law and Order avec William Brayne, un Canadien, à la caméra, l'auteur nous ouvre les portes d'une Amérique fabuleuse qu'il désègre, en vrai homme de loi, par l'analyse serrée des textes (1). Il remet à leur juste place les enfantsillages sociopolitiques d'Hollywood, ses conventions écoulées. Il ne pénètre jamais dans la vie privée, intime, des êtres. Sa comédie bute sur l'homme réel, libre, qu'il postule dans l'horreur de l'extraordinaire Primate.

LOUIS MARCORELLES.

* Primate, au Marais (v.o.).
* Les autres films à la Cinéma-mathèque française, les 29, 30 et 31 janvier (v.o. non sous-titrés).

(1) D'où le rôle prépondérant du montage : Wiseman tourne environ quarante heures de film pour une durée finale de quatre-vingt minutes.

MONORY
OPÉRAS GLACÉS
22 janvier/29 février
GALERIE MAEGHT
13, rue de Téhéran 75008 PARIS

Galerie Marcel BERNHEIM
35, rue La Botte, Paris-8^e
TRE VERCELLI
Jusqu'au 3 février
AIMÉ MONTANDON
gravures
Vernis, du 30 janv. des 13 h.

GALERIE TRANSPOSITION
132, boulevard Raspail, PARIS (6^e)
Tél. : 226-75-85
CLINTON KING
28 JANVIER AU 21 FÉVRIER
GALERIE ENTREMONDE
50, rue Mazarine (6^e) - 033-80-04
MARIA ROGLORE
« Traces »
du 21 janvier au 11 février

GALERIE MORANTIN NOUVION
33, rue de l'Université, Paris (7^e) - 261-23-38
BESZIE
En permanence

GALERIE GUIOT
18, av. Matignon, Paris-8^e, 286-63-64
CHAGALL
estampes originales
Jusqu'au 21 février
Centre Culturel Suédois
11, r. Foyot
Paris (3^e)
PLACE AUX ENFANTS
Expositions - Ateliers
T.L.J. de 14 à 18 h. jusqu'au 7 mars.
Entrée libre.

GALERIE SOLEIL
30, rue de Miromenil - 75008 Paris - Tél. : 265-00-66
YONA LOTAN
« ART INTIME »
Jusqu'au 15 février 1976

GALERIE VILLAND et GALANIS
121, bd Haussmann - PARIS (8^e)
KATO
Du 27 janv. au 27 fév.
GALERIE MEDICIS
17, pl. des Vosges (4^e) - 278-21-19
de SPOT
29 janvier - 18 février
tous les jours de 14 à 19 h.
DIMANCHE COMPRENS

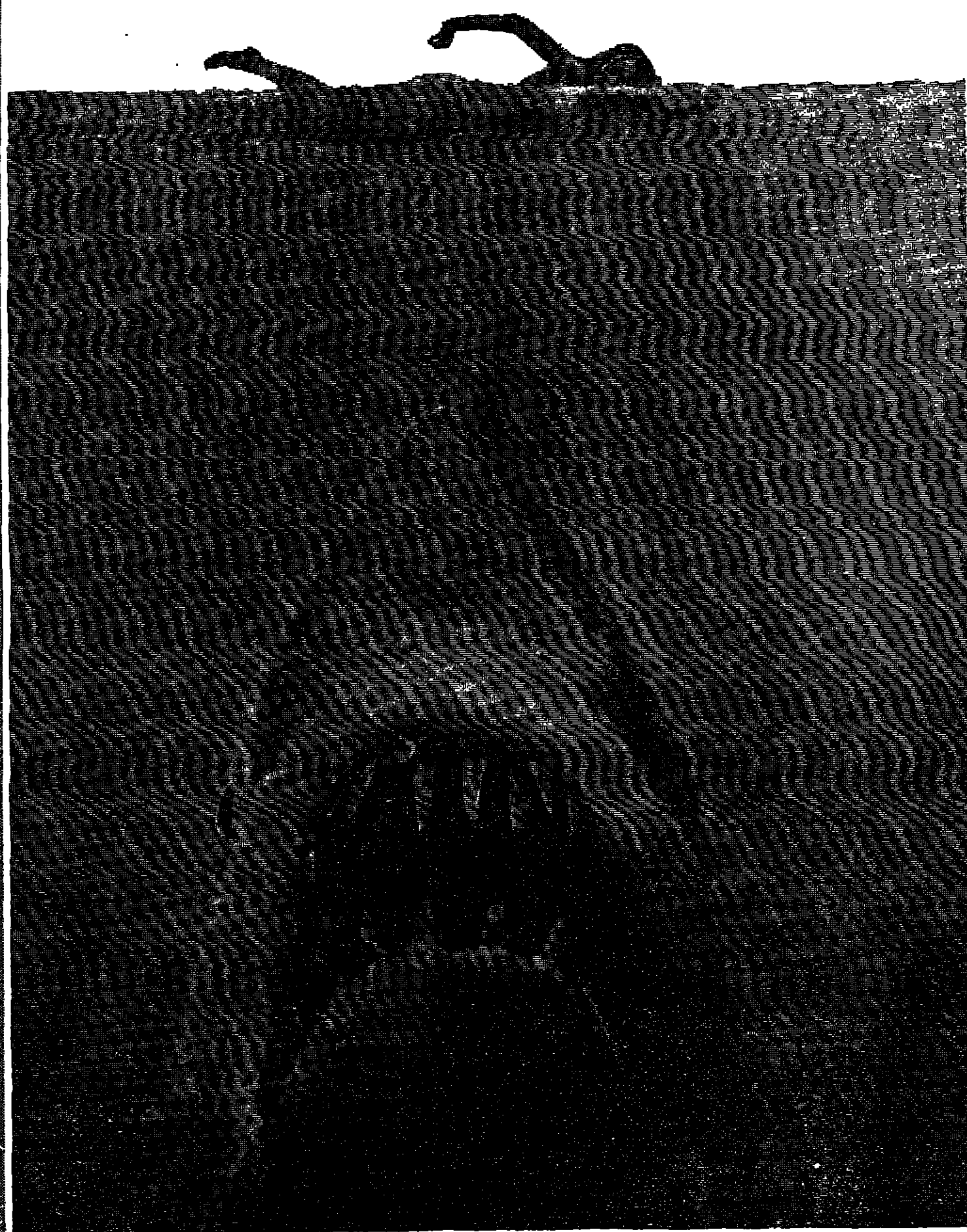
TÂPIES
CARTES
PER A LA TERESA
lithographies
et monotypes
EDITIONS MAEGHT
GALERIE D'ART GRAPHIQUE
26 RUE TREILLHARD 75008 PARIS

NORMANDIE VO MARIGNAN VO NAPOLEON VF RICHELIEU GAUMONT VF MADELEINE GAUMONT VF
 HELDER VF WEPLER PATHE VF UGC ODEON VO QUINTETTE VO BONAPARTE VO MAGIC CONVENTION VF
 BRETAGNE VF UGC Gobelins VF GAMBETTA GAUMONT VF LIBERTE VF GAUMONT SUD VF

LES DENTS DE LA MER

JAWS

Elle fut la première...



MARTIN BRODY
 Le chef de la Police.
 Pour lui, une énorme
 responsabilité.



QUINT
 Le chasseur de requins.
 Pour lui, une vendetta
 sanglante.



MATT HOOPER
 Océanographe et spé-
 cialiste des requins.
 Pour lui, une oppor-
 tunité dangereuse.



ELLEN BRODY
 La femme du chef de
 la Police. Pour elle, une
 menace pour ceux
 qu'elle aime.

ROBERT SHAW RICHARD DREYFUSS
 ROY SCHEIDER

LES DENTS
 DE LA MER

avec LORRAINE BARY MURRAY HAMILTON de l'Académie d'Art et de Lettres
 scénario de PETER BENCHLEY adapté de CAROL LEE par le réalisateur PETER BENCHLEY
 musique de JOHN WILLIAMS
 réalisé par STEVEN SPIELBERG
 production de UNIVERSAL PICTURES

G2 L-ST-GERMAIN • BELLE EPINE-THIAIS • TRICYCLE-ASNIERES • HOLLYWOOD-ENGHIEN • ARTEL-VILLENEUVE-ST-GEORGES • PALAIS DU PARC-LE PERREUX
 ARTEL-ROSNY • CYRANO-VERSAILLES • AVIATIC-LE BOURGET • ARIEL-RUEIL • LES FLANADES-SARCELLES • ULIS 2-ORSAY

هكذا من الأصل

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 28 JANVIER. — 15 h. *Mélie et Chaplin*, 18 h. 30. *Le temps d'aimer et le temps de mourir*, de D. Sirk, 20 h. 30. *Jenny et la machine*, de J. Dussan, 22 h. 30. *Electra*, de M. Goussard.

JEUDI 29. — 15 h. *Le ciel est à nous*, de J. Garmy, 18 h. 30. *La femme en gardénia*, de F. Lang, 20 h. 30. *Marbelle*, de A. Kurylow, 22 h. 30. *Furia di Londra*, de A. Sordani.

VENDREDI 30. — 15 h. *Madame Bovary*, de J. Renard, 18 h. 30. *Lola*, de J. Dussan, 20 h. 30. *Brother Mac Cloud*, de R. Altman, 22 h. 30. *Hospital*, de R. Wiseman, 0 h. 30. *Spectre*, de R. Fieda.

SAMEDI 31. — 15 h. *Anthologie 1925-1929*, 17 h. *Anthologie 1930-1934*, 19 h. *Anthologie 1935-1939*, 21 h. *Anthologie 1940-1944*, 23 h. *Anthologie 1945-1949*, 25 h. *Anthologie 1950-1954*, 27 h. *Anthologie 1955-1959*, 29 h. *Anthologie 1960-1964*, 31 h. *Anthologie 1965-1969*, 33 h. *Anthologie 1970-1974*, 35 h. *Anthologie 1975-1979*, 37 h. *Anthologie 1980-1984*, 39 h. *Anthologie 1985-1989*, 41 h. *Anthologie 1990-1994*, 43 h. *Anthologie 1995-1999*, 45 h. *Anthologie 2000-2004*, 47 h. *Anthologie 2005-2009*, 49 h. *Anthologie 2010-2014*, 51 h. *Anthologie 2015-2019*, 53 h. *Anthologie 2020-2024*, 55 h. *Anthologie 2025-2029*, 57 h. *Anthologie 2030-2034*, 59 h. *Anthologie 2035-2039*, 61 h. *Anthologie 2040-2044*, 63 h. *Anthologie 2045-2049*, 65 h. *Anthologie 2050-2054*, 67 h. *Anthologie 2055-2059*, 69 h. *Anthologie 2060-2064*, 71 h. *Anthologie 2065-2069*, 73 h. *Anthologie 2070-2074*, 75 h. *Anthologie 2075-2079*, 77 h. *Anthologie 2080-2084*, 79 h. *Anthologie 2085-2089*, 81 h. *Anthologie 2090-2094*, 83 h. *Anthologie 2095-2099*, 85 h. *Anthologie 2100-2104*, 87 h. *Anthologie 2105-2109*, 89 h. *Anthologie 2110-2114*, 91 h. *Anthologie 2115-2119*, 93 h. *Anthologie 2120-2124*, 95 h. *Anthologie 2125-2129*, 97 h. *Anthologie 2130-2134*, 99 h. *Anthologie 2135-2139*, 101 h. *Anthologie 2140-2144*, 103 h. *Anthologie 2145-2149*, 105 h. *Anthologie 2150-2154*, 107 h. *Anthologie 2155-2159*, 109 h. *Anthologie 2160-2164*, 111 h. *Anthologie 2165-2169*, 113 h. *Anthologie 2170-2174*, 115 h. *Anthologie 2175-2179*, 117 h. *Anthologie 2180-2184*, 119 h. *Anthologie 2185-2189*, 121 h. *Anthologie 2190-2194*, 123 h. *Anthologie 2195-2199*, 125 h. *Anthologie 2200-2204*, 127 h. *Anthologie 2205-2209*, 129 h. *Anthologie 2210-2214*, 131 h. *Anthologie 2215-2219*, 133 h. *Anthologie 2220-2224*, 135 h. *Anthologie 2225-2229*, 137 h. *Anthologie 2230-2234*, 139 h. *Anthologie 2235-2239*, 141 h. *Anthologie 2240-2244*, 143 h. *Anthologie 2245-2249*, 145 h. *Anthologie 2250-2254*, 147 h. *Anthologie 2255-2259*, 149 h. *Anthologie 2260-2264*, 151 h. *Anthologie 2265-2269*, 153 h. *Anthologie 2270-2274*, 155 h. *Anthologie 2275-2279*, 157 h. *Anthologie 2280-2284*, 159 h. *Anthologie 2285-2289*, 161 h. *Anthologie 2290-2294*, 163 h. *Anthologie 2295-2299*, 165 h. *Anthologie 2300-2304*, 167 h. *Anthologie 2305-2309*, 169 h. *Anthologie 2310-2314*, 171 h. *Anthologie 2315-2319*, 173 h. *Anthologie 2320-2324*, 175 h. *Anthologie 2325-2329*, 177 h. *Anthologie 2330-2334*, 179 h. *Anthologie 2335-2339*, 181 h. *Anthologie 2340-2344*, 183 h. *Anthologie 2345-2349*, 185 h. *Anthologie 2350-2354*, 187 h. *Anthologie 2355-2359*, 189 h. *Anthologie 2360-2364*, 191 h. *Anthologie 2365-2369*, 193 h. *Anthologie 2370-2374*, 195 h. *Anthologie 2375-2379*, 197 h. *Anthologie 2380-2384*, 199 h. *Anthologie 2385-2389*, 201 h. *Anthologie 2390-2394*, 203 h. *Anthologie 2395-2399*, 205 h. *Anthologie 2400-2404*, 207 h. *Anthologie 2405-2409*, 209 h. *Anthologie 2410-2414*, 211 h. *Anthologie 2415-2419*, 213 h. *Anthologie 2420-2424*, 215 h. *Anthologie 2425-2429*, 217 h. *Anthologie 2430-2434*, 219 h. *Anthologie 2435-2439*, 221 h. *Anthologie 2440-2444*, 223 h. *Anthologie 2445-2449*, 225 h. *Anthologie 2450-2454*, 227 h. *Anthologie 2455-2459*, 229 h. *Anthologie 2460-2464*, 231 h. *Anthologie 2465-2469*, 233 h. *Anthologie 2470-2474*, 235 h. *Anthologie 2475-2479*, 237 h. *Anthologie 2480-2484*, 239 h. *Anthologie 2485-2489*, 241 h. *Anthologie 2490-2494*, 243 h. *Anthologie 2495-2499*, 245 h. *Anthologie 2500-2504*, 247 h. *Anthologie 2505-2509*, 249 h. *Anthologie 2510-2514*, 251 h. *Anthologie 2515-2519*, 253 h. *Anthologie 2520-2524*, 255 h. *Anthologie 2525-2529*, 257 h. *Anthologie 2530-2534*, 259 h. *Anthologie 2535-2539*, 261 h. *Anthologie 2540-2544*, 263 h. *Anthologie 2545-2549*, 265 h. *Anthologie 2550-2554*, 267 h. *Anthologie 2555-2559*, 269 h. *Anthologie 2560-2564*, 271 h. *Anthologie 2565-2569*, 273 h. *Anthologie 2570-2574*, 275 h. *Anthologie 2575-2579*, 277 h. *Anthologie 2580-2584*, 279 h. *Anthologie 2585-2589*, 281 h. *Anthologie 2590-2594*, 283 h. *Anthologie 2595-2599*, 285 h. *Anthologie 2600-2604*, 287 h. *Anthologie 2605-2609*, 289 h. *Anthologie 2610-2614*, 291 h. *Anthologie 2615-2619*, 293 h. *Anthologie 2620-2624*, 295 h. *Anthologie 2625-2629*, 297 h. *Anthologie 2630-2634*, 299 h. *Anthologie 2635-2639*, 301 h. *Anthologie 2640-2644*, 303 h. *Anthologie 2645-2649*, 305 h. *Anthologie 2650-2654*, 307 h. *Anthologie 2655-2659*, 309 h. *Anthologie 2660-2664*, 311 h. *Anthologie 2665-2669*, 313 h. *Anthologie 2670-2674*, 315 h. *Anthologie 2675-2679*, 317 h. *Anthologie 2680-2684*, 319 h. *Anthologie 2685-2689*, 321 h. *Anthologie 2690-2694*, 323 h. *Anthologie 2695-2699*, 325 h. *Anthologie 2700-2704*, 327 h. *Anthologie 2705-2709*, 329 h. *Anthologie 2710-2714*, 331 h. *Anthologie 2715-2719*, 333 h. *Anthologie 2720-2724*, 335 h. *Anthologie 2725-2729*, 337 h. *Anthologie 2730-2734*, 339 h. *Anthologie 2735-2739*, 341 h. *Anthologie 2740-2744*, 343 h. *Anthologie 2745-2749*, 345 h. *Anthologie 2750-2754*, 347 h. *Anthologie 2755-2759*, 349 h. *Anthologie 2760-2764*, 351 h. *Anthologie 2765-2769*, 353 h. *Anthologie 2770-2774*, 355 h. *Anthologie 2775-2779*, 357 h. *Anthologie 2780-2784*, 359 h. *Anthologie 2785-2789*, 361 h. *Anthologie 2790-2794*, 363 h. *Anthologie 2795-2799*, 365 h. *Anthologie 2800-2804*, 367 h. *Anthologie 2805-2809*, 369 h. *Anthologie 2810-2814*, 371 h. *Anthologie 2815-2819*, 373 h. *Anthologie 2820-2824*, 375 h. *Anthologie 2825-2829*, 377 h. *Anthologie 2830-2834*, 379 h. *Anthologie 2835-2839*, 381 h. *Anthologie 2840-2844*, 383 h. *Anthologie 2845-2849*, 385 h. *Anthologie 2850-2854*, 387 h. *Anthologie 2855-2859*, 389 h. *Anthologie 2860-2864*, 391 h. *Anthologie 2865-2869*, 393 h. *Anthologie 2870-2874*, 395 h. *Anthologie 2875-2879*, 397 h. *Anthologie 2880-2884*, 399 h. *Anthologie 2885-2889*, 401 h. *Anthologie 2890-2894*, 403 h. *Anthologie 2895-2899*, 405 h. *Anthologie 2900-2904*, 407 h. *Anthologie 2905-2909*, 409 h. *Anthologie 2910-2914*, 411 h. *Anthologie 2915-2919*, 413 h. *Anthologie 2920-2924*, 415 h. *Anthologie 2925-2929*, 417 h. *Anthologie 2930-2934*, 419 h. *Anthologie 2935-2939*, 421 h. *Anthologie 2940-2944*, 423 h. *Anthologie 2945-2949*, 425 h. *Anthologie 2950-2954*, 427 h. *Anthologie 2955-2959*, 429 h. *Anthologie 2960-2964*, 431 h. *Anthologie 2965-2969*, 433 h. *Anthologie 2970-2974*, 435 h. *Anthologie 2975-2979*, 437 h. *Anthologie 2980-2984*, 439 h. *Anthologie 2985-2989*, 441 h. *Anthologie 2990-2994*, 443 h. *Anthologie 2995-2999*, 445 h. *Anthologie 3000-3004*, 447 h. *Anthologie 3005-3009*, 449 h. *Anthologie 3010-3014*, 451 h. *Anthologie 3015-3019*, 453 h. *Anthologie 3020-3024*, 455 h. *Anthologie 3025-3029*, 457 h. *Anthologie 3030-3034*, 459 h. *Anthologie 3035-3039*, 461 h. *Anthologie 3040-3044*, 463 h. *Anthologie 3045-3049*, 465 h. *Anthologie 3050-3054*, 467 h. *Anthologie 3055-3059*, 469 h. *Anthologie 3060-3064*, 471 h. *Anthologie 3065-3069*, 473 h. *Anthologie 3070-3074*, 475 h. *Anthologie 3075-3079*, 477 h. *Anthologie 3080-3084*, 479 h. *Anthologie 3085-3089*, 481 h. *Anthologie 3090-3094*, 483 h. *Anthologie 3095-3099*, 485 h. *Anthologie 3100-3104*, 487 h. *Anthologie 3105-3109*, 489 h. *Anthologie 3110-3114*, 491 h. *Anthologie 3115-3119*, 493 h. *Anthologie 3120-3124*, 495 h. *Anthologie 3125-3129*, 497 h. *Anthologie 3130-3134*, 499 h. *Anthologie 3135-3139*, 501 h. *Anthologie 3140-3144*, 503 h. *Anthologie 3145-3149*, 505 h. *Anthologie 3150-3154*, 507 h. *Anthologie 3155-3159*, 509 h. *Anthologie 3160-3164*, 511 h. *Anthologie 3165-3169*, 513 h. *Anthologie 3170-3174*, 515 h. *Anthologie 3175-3179*, 517 h. *Anthologie 3180-3184*, 519 h. *Anthologie 3185-3189*, 521 h. *Anthologie 3190-3194*, 523 h. *Anthologie 3195-3199*, 525 h. *Anthologie 3200-3204*, 527 h. *Anthologie 3205-3209*, 529 h. *Anthologie 3210-3214*, 531 h. *Anthologie 3215-3219*, 533 h. *Anthologie 3220-3224*, 535 h. *Anthologie 3225-3229*, 537 h. *Anthologie 3230-3234*, 539 h. *Anthologie 3235-3239*, 541 h. *Anthologie 3240-3244*, 543 h. *Anthologie 3245-3249*, 545 h. *Anthologie 3250-3254*, 547 h. *Anthologie 3255-3259*, 549 h. *Anthologie 3260-3264*, 551 h. *Anthologie 3265-3269*, 553 h. *Anthologie 3270-3274*, 555 h. *Anthologie 3275-3279*, 557 h. *Anthologie 3280-3284*, 559 h. *Anthologie 3285-3289*, 561 h. *Anthologie 3290-3294*, 563 h. *Anthologie 3295-3299*, 565 h. *Anthologie 3300-3304*, 567 h. *Anthologie 3305-3309*, 569 h. *Anthologie 3310-3314*, 571 h. *Anthologie 3315-3319*, 573 h. *Anthologie 3320-3324*, 575 h. *Anthologie 3325-3329*, 577 h. *Anthologie 3330-3334*, 579 h. *Anthologie 3335-3339*, 581 h. *Anthologie 3340-3344*, 583 h. *Anthologie 3345-3349*, 585 h. *Anthologie 3350-3354*, 587 h. *Anthologie 3355-3359*, 589 h. *Anthologie 3360-3364*, 591 h. *Anthologie 3365-3369*, 593 h. *Anthologie 3370-3374*, 595 h. *Anthologie 3375-3379*, 597 h. *Anthologie 3380-3384*, 599 h. *Anthologie 3385-3389*, 601 h. *Anthologie 3390-3394*, 603 h. *Anthologie 3395-3399*, 605 h. *Anthologie 3400-3404*, 607 h. *Anthologie 3405-3409*, 609 h. *Anthologie 3410-3414*, 611 h. *Anthologie 3415-3419*, 613 h. *Anthologie 3420-3424*, 615 h. *Anthologie 3425-3429*, 617 h. *Anthologie 3430-3434*, 619 h. *Anthologie 3435-3439*, 621 h. *Anthologie 3440-3444*, 623 h. *Anthologie 3445-3449*, 625 h. *Anthologie 3450-3454*, 627 h. *Anthologie 3455-3459*, 629 h. *Anthologie 3460-3464*, 631 h. *Anthologie 3465-3469*, 633 h. *Anthologie 3470-3474*, 635 h. *Anthologie 3475-3479*, 637 h. *Anthologie 3480-3484*, 639 h. *Anthologie 3485-3489*, 641 h. *Anthologie 3490-3494*, 643 h. *Anthologie 3495-3499*, 645 h. *Anthologie 3500-3504*, 647 h. *Anthologie 3505-3509*, 649 h. *Anthologie 3510-3514*, 651 h. *Anthologie 3515-3519*, 653 h. *Anthologie 3520-3524*, 655 h. *Anthologie 3525-3529*, 657 h. *Anthologie 3530-3534*, 659 h. *Anthologie 3535-3539*, 661 h. *Anthologie 3540-3544*, 663 h. *Anthologie 3545-3549*, 665 h. *Anthologie 3550-3554*, 667 h. *Anthologie 3555-3559*, 669 h. *Anthologie 3560-3564*, 671 h. *Anthologie 3565-3569*, 673 h. *Anthologie 3570-3574*, 675 h. *Anthologie 3575-3579*, 677 h. *Anthologie 3580-3584*, 679 h. *Anthologie 3585-3589*, 681 h. *Anthologie 3590-3594*, 683 h. *Anthologie 3595-3599*, 685 h. *Anthologie 3600-3604*, 687 h. *Anthologie 3605-3609*, 689 h. *Anthologie 3610-3614*, 691 h. *Anthologie 3615-3619*, 693 h. *Anthologie 3620-3624*, 695 h. *Anthologie 3625-3629*, 697 h. *Anthologie 3630-3634*, 699 h. *Anthologie 3635-3639*, 701 h. *Anthologie 3640-3644*, 703 h. *Anthologie 3645-3649*, 705 h. *Anthologie 3650-3654*, 707 h. *Anthologie 3655-3659*, 709 h. *Anthologie 3660-3664*, 711 h. *Anthologie 3665-3669*, 713 h. *Anthologie 3670-3674*, 715 h. *Anthologie 3675-3679*, 717 h. *Anthologie 3680-3684*, 719 h. *Anthologie 3685-3689*, 721 h. *Anthologie 3690-3694*, 723 h. *Anthologie 3695-3699*, 725 h. *Anthologie 3700-3704*, 727 h. *Anthologie 3705-3709*, 729 h. *Anthologie 3710-3714*, 731 h. *Anthologie 3715-3719*, 733 h. *Anthologie 3720-3724*, 735 h. *Anthologie 3725-3729*, 737 h. *Anthologie 3730-3734*, 739 h. *Anthologie 3735-3739*, 741 h. *Anthologie 3740-3744*, 743 h. *Anthologie 3745-3749*, 745 h. *Anthologie 3750-3754*, 747 h. *Anthologie 3755-3759*, 749 h. *Anthologie 3760-3764*, 751 h. *Anthologie 3765-3769*, 753 h. *Anthologie 3770-3774*, 755 h. *Anthologie 3775-3779*, 757 h. *Anthologie 3780-3784*, 759 h. *Anthologie 3785-3789*, 761 h. *Anthologie 3790-3794*, 763 h. *Anthologie 3795-3799*, 765 h. *Anthologie 3800-3804*, 767 h. *Anthologie 3805-3809*, 769 h. *Anthologie 3810-3814*, 771 h. *Anthologie 3815-3819*, 773 h. *Anthologie 3820-3824*, 775 h. *Anthologie 3825-3829*, 777 h. *Anthologie 3830-3834*, 779 h. *Anthologie 3835-3839*, 781 h. *Anthologie 3840-3844*, 783 h. *Anthologie 3845-3849*, 785 h. *Anthologie 3850-3854*, 787 h. *Anthologie 3855-3859*, 789 h. *Anthologie 3860-3864*, 791 h. *Anthologie 3865-3869*, 793 h. *Anthologie 3870-3874*, 795 h. *Anthologie 3875-3879*, 797 h. *Anthologie 3880-3884*, 799 h. *Anthologie 3885-3889*, 801 h. *Anthologie 3890-3894*, 803 h. *Anthologie 3895-3899*, 805 h. *Anthologie 3900-3904*, 807 h. *Anthologie 3905-3909*, 809 h. *Anthologie 3910-3914*, 811 h. *Anthologie 3915-3919*, 813 h. *Anthologie 3920-3924*, 815 h. *Anthologie 3925-3929*, 817 h. *Anthologie 3930-3934*, 819 h. *Anthologie 3935-3939*, 821 h. *Anthologie 3940-3944*, 823 h. *Anthologie 3945-3949*, 825 h. *Anthologie 3950-3954*, 827 h. *Anthologie 3955-3959*, 829 h. *Anthologie 3960-3964*, 831 h. *Anthologie 3965-3969*, 833 h. *Anthologie 3970-3974*, 835 h. *Anthologie 3975-3979*, 837 h. *Anthologie 3980-3984*, 839 h. *Anthologie 3985-3989*, 841 h. *Anthologie 3990-3994*, 843 h. *Anthologie 3995-3999*, 845 h. *Anthologie 4000-4004*, 847 h. *Anthologie 4005-4009*, 849 h. *Anthologie 4010-4014*, 851 h. *Anthologie 4015-4019*, 853 h. *Anthologie 4020-4024*, 855 h. *Anthologie 4025-4029*, 857 h. *Anthologie 4030-4034*, 859 h. *Anthologie 4035-4039*, 861 h. *Anthologie 4040-4044*, 863 h. *Anthologie 4045-4049*, 865 h. *Anthologie 4050-4054*, 867 h. *Anthologie 4055-4059*, 869 h. *Anthologie 4060-4064*, 871 h. *Anthologie 4065-4069*, 873 h. *Anthologie 4070-4074*, 875 h. *Anthologie 4075-4079*, 877 h. *Anthologie 4080-4084*, 879 h. *Anthologie 4085-4089*, 881 h. *Anthologie 4090-4094*, 883 h. *Anthologie 4095-4099*, 885 h. *Anthologie 4100-4104*, 887 h. *Anthologie 4105-4109*, 889 h. *Anthologie 4110-4114*, 891 h. *Anthologie 4115-4119*, 893 h. *Anthologie 4120-4124*, 895 h. *Anthologie 4125-4129*, 897 h. *Anthologie 4130-4134*, 899 h. *Anthologie 4135-4139*, 901 h. *Anthologie 4140-4144*, 903 h. *Anthologie 4145-4149*, 905 h. *Anthologie 4150-4154*, 907 h. *Anthologie 4155-4159*, 909 h. *Anthologie 4160-4164*, 911 h. *Anthologie 4165-4169*, 913 h. *Anthologie 4170-4174*, 915 h. *Anthologie 4175-4179*, 917 h. *Anthologie 4180-4184*, 919 h. *Anthologie 4185-4189*, 921 h. *Anthologie 4190-4194*, 923 h. *Anthologie 4195-4199*, 925 h. *Anthologie 4200-4204*, 927 h. *Anthologie 4205-4209*, 929 h. *Anthologie 4210-4214*, 931 h. *Anthologie 4215-4219*, 933 h. *Anthologie 4220-4224*, 935 h. *Anthologie 4225-4229*, 937 h. *Anthologie 4230-4234*, 939 h. *Anthologie 4235-4239*, 941 h. *Anthologie 4240-4244*, 943 h. *Anthologie 4245-4249*, 945 h. *Anthologie 4250-4254*, 947 h. *Anthologie 4255-4259*, 949 h. *Anthologie 4260-4264*, 951 h. *Anthologie 4265-4269*, 953 h. *Anthologie 4270-4274*, 955 h. *Anthologie 4275-4279*, 957 h. *Anthologie 4280-4284*, 959 h. *Anthologie 4285-4289*, 961 h. *Anthologie 4290-4294*, 963 h. *Anthologie 4295-4299*, 965 h. *Anthologie 4300-4304*, 967 h. *Anthologie 4305-4309*, 969 h. *Anthologie 4310-4314*, 971 h. *Anthologie 4315-4319*, 973 h. *Anthologie 4320-4324*, 975 h. *Anthologie 4325-4329*, 977 h. *Anthologie 4330-4334*, 979 h. *Anthologie 4335-4339*, 981 h. *Anthologie 4340-4344*, 983 h. *Anthologie 4345-4349*, 985 h. *Anthologie 4350-4354*, 987 h. *Anthologie 4355-4359*, 989 h. *Anthologie 4360-4364*, 991 h. *Anthologie 4365-4369*, 993 h. *Anthologie 4370-4374*, 995 h. *Anth*

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Marketing * Marketing * Marketing

L'homme que nous cherchons renforcera l'équipe d'études de marché d'une puissante entreprise spécialisée dans les systèmes de télécommunications étudiés en dernière main.

La fonction essentielle sera de rassembler, évaluer et interpréter toutes les informations nécessaires à la stratégie commerciale de la société.

Ce poste convient à des Diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce avec, si possible, option Marketing, possédant au moins 2 ans d'expérience dans un Service Etudes de Marché d'une ENTREPRISE INDUSTRIELLE.

Maîtrise de l'anglais souhaitée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à n° 5042, C.O.P.A. - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

RESPONSABLE de la COMPTABILITÉ et du CONTROLE de GESTION d'un RANCH d'ELEVAGE

- Cadre de vie de type « brousse ».
- Rémunération selon expérience.
- Logement fourni.
- 2 mois de congés annuels.
- Prise de fonction : début mars 1976.

Ecrire et envoyer C.V. à : SEDES, Département Elevage, 84, rue de Lille - 75007 PARIS.

CHEF DE PUBLICITÉ

Agence

- Très bon niveau.
- Imaginatif et sens artistique développé.
- 2 à 3 ans expérience Agence.
- Pour responsabilité de plusieurs budgets produits grande consommation à dominante féminine.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à PUBLISCOPE, réf. R. 76-1, 11, rue Royale, 75008 PARIS.

offres d'emploi

La Protection contre le vol et l'intrusion se développe

(1 cambriolage toutes les 6 minutes en France)

Vous pouvez donc trouver une situation d'avenir comme

TECHNICO-COMMERCIAL

PARIS ET REGION PARISIENNE

LA SOCIÉTÉ : spécialisée dans la conception et la réalisation d'installations évalées et inviolables pour protéger les locaux de tous types contre le VOL et l'INTRUSION.

Si vous voulez en savoir davantage AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 333 à François DOZOL, DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle, 75010 PARIS.

emplois régionaux

Le président d'une Entreprise de Bâtiment Génie Civil leader régional 250 kms EST PARIS, 350 personnes, 70 millions de C.A., recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

C'est un gestionnaire avisé qui anime et dirige les services Administratifs, Comptables et Financiers de la Société.

C'est un négociateur d'action, notamment vis-à-vis des Administrations, des Banques (investissements, trésores, emprunts, etc.), il connaît le Droit de Société, Social et Fiscal, y compris Droit International et Douanier, la Société pouvant être appelée à l'étranger.

Ce poste conviendrait à un homme, minimum 35 ans, de formation Expert-Comptable ou E.R.C. ou équivalent, ayant une expérience d'une même fonction 3 ans environ, si possible dans le bâtiment, sensible à l'informatique.

C'est une personnalité étreinte qui saura allier diplomatie et fermeté, évitant les heurts.

Adresser C.V. manuscrit, photo et salaire actuel à M. MORENO CONSEIL, 75010 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRICATION DE MATÉRIELS TOLERIE FINE RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL BASSE VALLEE DU RHONE

DIRECTEUR TECHNIQUE ET PRODUCTION

- Il aura la responsabilité :
 - de la conception et des travaux neufs,
 - de l'entretien et des travaux de réparation,
 - de la fabrication (270 personnes).

Ce poste peut convenir à un candidat A.M. ou équivalent, ayant de préférence bonnes connaissances en tôlerie et revêtement de surfaces (des connaissances en injection plastique seraient appréciées) et minimum 10 ans d'expérience industrielle, impliquant l'animation d'un nombre personnel d'atelier.

Ecr. sous réf. BU 343 AM, 4, rue Massenet, 75016 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE.

etap

ENTREPRISE DE MATERIEL D'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE POUR SON SERVICE COMMERCIAL

1° UN NATURALISTE 2° UN PHYSICIEN

FORMATION : Il sera à la fois un bon naturaliste ou bien physicien (bac + 2 min.) et commercial (I.A.E., Sc. Eco., Ecole Comm.).

FONCTION : Il sera responsable d'une famille de produits :

- analyse ventes et marchés ;
- fixation des prix et prévision des ventes ;
- réalisation publicitaire (catalogue, presse).

Lieu de travail et domicile : EVREUX.

Env. C.V. photo et prétentions à M. RIGAL ROY, Société JEULIN, 23, rue Lavoir, B.P. 510, 27005 EVREUX.

DISCRETION ABSOLUE.

etap

BONGRAIN-GÉRARD

recherche pour une importante unité de la RÉGION EST

directeur usine

- de formation technique, niveau supérieur souhaitable, expérience industrielle appréciée,
- le poste comporte la responsabilité totale, envers la Direction Générale, du coût de Production: il suppose une réelle expérience des problèmes de qualité, d'organisation et de gestion du Personnel,
- logement de fonction pouvant être fourni.

Ecrire avec C.V. dét. et prêt, sous réf. 2187/M à

guillon selection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

Fabrique d'assemblage Région Est recherche

ADJOINT A LA DIRECTION COMMERCIALE, 30 ans min.

Niveau sup. de Co. Expérience souhaitée dans la branche.

Ec. C.V. manuscrit, réf. et prétentions, à M. LEBEAU, 57, bd Poniatowski - 75012 PARIS.

Important Société D'installations recherche

pour poste à pourvoir de suite 1 ANALYSTE PROGRAMMEUR

PROGRAMMEUR

Partielle connaissance (DAP 11) pratique du système (II) souh.

2 années d'expérience min.

Sérieuses références exigées.

Adresser C.V., photo, prétent., à HAVAS DIJON, n° 42.821

SALAISONS région CENTRE ch. VENDEUR av. responsable

Salaires intéressants.

Tél. (86) 61-12-33 - 61-39-30

CCCT

CADRE FINANCIER

pour gestion financière des contrats à l'étranger.

Expérience exportation souhaitée.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. sous référence No 03, CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUE - Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE SPÉCIALISÉE DANS L'ÉTUDE ET LA FABRICATION DE MATÉRIELS DE HAUTE QUALITÉ POUR INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTRO-CHIMIQUES LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE (50 % EXPORTATION) RECHERCHE POUR SON SIÈGE PARIS

INGÉNIEURS D'AFFAIRES EXPORTATION DÉBUTANTS

diplômés grandes écoles. Ils seront solidement formés sur le plan technique et commercial afin de les rendre à même d'étudier, négocier, suivre des affaires importantes en liaison avec des sociétés d'engineering étrangères.

Il est indispensable de parler couramment l'allemand et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

Situations actives impliquant initiative et dynamisme pour candidats alliant le goût de la technique à des qualités de méthodes et de contacts.

Ecr. sous réf. AT 342 AM, 4, r. Massenet, 75016 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE.

etap

SPIE BATIGNOLLES

RECHERCHE

INGÉNIEURS

POUR DIRECTION CHANTIERS

LIGNES T.H.T.

postes en

Afrique Francophone et Moyen-Orient

- Ingénieurs T.P. ou équivalent ;
- Expérience de 5 à 10 ans de chantiers en lignes THT ou similaires ;
- Qualités de gestion et d'organisation ;
- Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prêt, à : SPIE BATIGNOLLES à l'attention de M. FAURE Benoit Région Lignes THT et Caténaires 13, av. M.-Saulnier, 78140 Vélizy-Villacoublay.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique recrute pour les universités d'Alger, d'Oran, de Constantine, des Sciences et de la Technologie d'Alger, d'Annaba, et le Centre universitaire de Tlemcen

DES PROFESSEURS DES MAÎTRES-ASSISTANTS ET ASSISTANTS

dans les disciplines suivantes :

- Mathématiques
- Physique
- Chimie
- Sciences Politiques
- Sciences de l'Ingénieur
- Journalisme
- Agronomie
- Comptabilité
- Economie
- Droit
- Géologie
- Biologie
- Sociologie
- Géographie
- Médecine
- Sciences Commerciales

Les personnes intéressées peuvent s'adresser au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, sous-direction du personnel - 1, rue Bachir-Attar - Alger (Algérie).

Les demandes de candidature doivent être accompagnées d'un bref curriculum vitae.

SINGLE BOUY MOORINGS INC. TERMINAL INSTALLATIONS INC.

Filiales du groupe IHC HOLLAND, premier constructeur mondial de matériel de dragage et off-shore.

Nous recherchons pour notre département engineering (100 collaborateurs) installé à Monaco des

ingénieurs projeteurs

Agés de 30 ans minimum, ayant un diplôme d'ingénieur ou l'équivalent, ils ont une expérience d'au moins cinq ans de bureau de dessin en grosse construction métallique, une bonne connaissance de l'anglais.

Ils se voient confier la réalisation complète de projets ou de prototypes de terminaux flottants pour la production et le transport du pétrole.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 2939 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE MONTPELLIER

recherche

CHARGÉ D'AFFAIRES

Responsable du montage des opérations de cette société sur le littoral du Languedoc ainsi que de leur suivi sur les plans administratif, financier et commercial.

Une première expérience de 3 ans minimum des opérations de résidences secondaires est indispensable pour pouvoir occuper ce poste.

Si vous avez 28 ans au moins, une formation du type H.E.C., ESSEC, I.E.P. et le désir de vous intégrer à une société de promotion immobilière d'importance régionale

Envoyez curriculum vitae accompagné d'une lettre manuscrite plus photo et prétentions à HAVAS n° 11767 Montpellier 34000

guillon selection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

Fabrique d'assemblage Région Est recherche

ADJOINT A LA DIRECTION COMMERCIALE, 30 ans min.

Niveau sup. de Co. Expérience souhaitée dans la branche.

Ec. C.V. manuscrit, réf. et prétentions, à M. LEBEAU, 57, bd Poniatowski - 75012 PARIS.

Important Société D'installations recherche

pour poste à pourvoir de suite 1 ANALYSTE PROGRAMMEUR

PROGRAMMEUR

Partielle connaissance (DAP 11) pratique du système (II) souh.

2 années d'expérience min.

Sérieuses références exigées.

Adresser C.V., photo, prétent., à HAVAS DIJON, n° 42.821

SALAISONS région CENTRE ch. VENDEUR av. responsable

Salaires intéressants.

Tél. (86) 61-12-33 - 61-39-30

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

BANQUE D'AFFAIRES FRANÇAISE
recherche pour sa
DIRECTION ETRANGER

EXPLOITANT CONFIRME

qui sera plus particulièrement (mais pas exclusivement) chargé des pays de langue hispanique pour :

- la conception d'une politique d'exploitation
- les relations avec les correspondants et les clients
- la négociation et la participation au montage des opérations bancaires

Pour tenir rapidement ce poste avec le degré d'autonomie requis par son niveau, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant :

- des qualités de créativité
- un tempérament commercial mais aussi le sens du risque
- six ans d'expérience minimum des opérations bancaires étrangères
- la pratique de l'Anglais et de l'Espagnol
- la possibilité de se déplacer fréquemment mais pour une courte durée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT sous Réf. 38107 156 Bd Haussmann 75008 Paris.

— NOUS SOMMES

ENTREPRISE MENUISERIE INDUSTRIELLE DE BATIMENT

C.A. 35.000.000 F

Activités Chantiers région Parisienne

— VOUS ETES

INGENIEUR A.M.-T.P. OU EQUIVALENT

avec expérience de 10 années au moins conduites des hommes et gestion chantiers importants.

— NOUS VOUS PROPOSONS

DIRECTION GENERALE BATIMENT

Avec d'importantes responsabilités

- Animation et contrôle de 100 personnes environ (sur plusieurs chantiers) ;
- Respect des plannings des budgets et des situations ;
- Réduction des coûts et négociation de la bonne fin des contrats.

Exerce avec C.V., photo, prétentions à STAGE (N.C.) 7, RUE ROY, 75008 PARIS.

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

pour l'AFRIQUE

Les besoins et la croissance rapide de ces pays offrent un terrain idéal pour la réussite d'un ingénieur professionnel de la vente et possédant de solides connaissances en électronique et mieux encore en MESURE.

Ce poste a plusieurs aspects :

- Support technique à nos distributeurs
- Séminaires d'information technique
- Promotion des ventes.

Base opérationnelle GUERNESEY (Ile Anglo-Normande).

Une bonne pratique de l'Anglais est indispensable.

Outre son attrait, divers avantages s'attachent à cette fonction.

Adresser C.V. et prétentions à TEKTRONIX B.P. 13-91401 ORSAY.

IMPORTANT BANQUE PRIVEE recherche pour sa Direction Financière à PARIS

UN CADRE

- Formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, IEP option finances) ;
- Quelques années d'expérience bancaire ou financière de préférence ;
- Age minimum 28 ans ;
- Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Ses fonctions :

- Etudes de financement d'entreprises ;
- Réalisation d'opérations financières ;
- Contacts avec la clientèle.

Adresser C.V. manuscrite et prétentions sous réf. 38804 à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

CREATION DE SOCIETE

Groupe International créant en France une filiale de distribution de matériel d'équipement industriel, recherche

responsable administratif

Agé de 30 ans au moins - de formation générale et comptable supérieure de type ESC. Il prendra en main l'ensemble des fonctions non techniques et non commerciales de la société sous l'autorité directe du Directeur Général.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Référence 721 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Pour poursuivre son développement dans les pays de l'Europe de l'Est, POCLAIN recherche

cadres commerciaux

Chargés de prospecter le marché et de conduire des négociations à haut niveau.

Les candidats devront avoir une formation supérieure et de préférence une certaine expérience de la vente de matériels industriels.

Très bonne connaissance allemand et/ou polonais exigée ; connaissance anglaise, russe ou autre langue Europe de l'Est appréciée.

Ecrire sous réf. 76003 avec C.V. détaillé et photo, Direction des Relations Sociales - POCLAIN - 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE.

POCLAIN

CHAINE HOTELIERE INTERNATIONALE POUR GRANDS HOTELS EN AFRIQUE

CHEFS COMPTABLES

Il s'agit de postes à responsabilité importantes. Les candidats devront :

- Posséder une formation comptable (niveau Brevet professionnel) ;
- Avoir quelques années d'expérience professionnelle. Soit en tant que chef comptable, soit en tant que contrôleur de gestion.

POUR CES DEUX POSTES :

- Expérience hôtelière ;
- Connaissance de l'Anglais ;
- Qualités de gestion et de travail d'équipe.

Envoyer C.V. et photo à 38.068, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

ADJOINTS AU CHEF COMPTABLE

Les candidats devront :

- Posséder une bonne formation comptable (niveau Brevet professionnel) ;
- Avoir quelques années d'expérience professionnelle. Soit en tant que chef comptable, soit en tant que contrôleur de gestion.

POUR CES DEUX POSTES :

- Expérience hôtelière ;
- Connaissance de l'Anglais ;
- Qualités de gestion et de travail d'équipe.

Envoyer C.V. et photo à 38.068, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

TECHNIQUE-COMMERCE

27 ans min., 2 ans expérience en vente, connaissance des matériels électroniques connectés, polyvalent, multilingue - RADIAL, 101, rue Philibert-Hoffmann 9316 - ROSSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 83-10-02.

SOCIETE de matériel médico-chirurgical, recherche

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUE AT3

pour maintenance appareils médicaux. Connaissances des circuits intégrés, logiciels et analogiques. Diplôme de technicien ou équivalent dans une école reconnue. Durée dans toute la France. Perm. V.L. St. DELORME, M. le Chef du Personnel, 31, av. de Saint-Mandé 75012 - Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE TRANSPORTS PARIS (Porte d'Orléans)

ouvrant débouchés diversifiés, recherche

JEUNE CADRE

30 ans minimum, SUP. DE CO. ou SIMILAIRE

Avt expérience transports routiers et commission de transport (tit. - met. - rail) pour poste

CADRE COMMERCIAL

exigence dynamisme et compétence. Fréquent déplacements en province et à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrite, photo (rétroscopie) et prétentions sous le n° de référence 1037, à :

Centre de Psychologie et d'Efficiences 17, r. des acacias Paris

NOVA-TEL

DIRECTEUR TECHNIQUE

100.000 F +

Nous sommes la jeune filiale d'un groupe important. Notre vocation est de louer des téléviseurs. Nos premiers résultats sont plus qu'encourageants. Nous voulons renforcer nos liens de sympathie et d'affaires avec nos clients et nos fournisseurs. C'est la raison pour laquelle nous recherchons un Manager complet, bon animateur, bon gestionnaire, excellent technicien de la télévision.

Vous aurez la Direction du service technique et de l'atelier, vous nous aiderez à choisir techniquement nos téléviseurs, vous gèrerez le stock des pièces détachées, vous concevrez et ferez réaliser des installations spéciales dans des grands ensembles en faisant appel éventuellement à des techniciens vides.

Diplômé d'une Ecole supérieure d'électronique ou équivalent, vous avez une expérience certaine de tout ou partie de la fonction proposée.

Alors, nous serons heureux de vous rencontrer pour compléter cette annonce. Ce poste est un tremplin. Responsabilité et salaire très intéressants.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3102 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

64, RUE DE LA ROSIERE 75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANT CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAUX recherche

JURISTES TRÈS QUALIFIÉS EN DROIT DES AFFAIRES

ayant licence ou doctorat en droit, sciences PO, DECS, ESSEC, SUP. DE CO ou équivalent.

Au moins deux années d'expérience juridique ou fiscale dans un cabinet français ou anglo-saxon. Excellente connaissance de l'Anglais, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 8800 à le Monde - P.O. 8, rue des Italiens, 75427 PARIS-8°

MATRA

recherche pour sa division fabrication

ASSISTANT DU CONTROLEUR DE GESTION

Il assure le contrôle budgétaire des coûts de production en relation avec les responsables techniques. Il convient pour ce poste d'avoir une formation du type DUT ou BTS en gestion (option finances ou comptabilité). Une première expérience en gestion de production serait appréciée.

Adresser C.V. manuscrite et prétentions en indiquant la référence 125

MATRA Monsieur KORFAN BP n° 1-78140 VELIZY

IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS

filiale d'un Groupe International située à PARIS banlieue Sud recherche

Ingénieurs Commerciaux

Plusieurs postes sont à pourvoir

- NOTRE SERVICE «EXPORT» attend des commerciaux ayant acquis une autonomie de prospection et négociation au cours d'une expérience de trois ans et titulaires d'une formation supérieure commerciale. Angles courant indispensable, autre langue appréciée.
- NOTRE SERVICE «NATIONAL» attend des commerciaux ayant une formation d'ingénieur et une première expérience positive dans la vente de biens industriels pour négociations à haut niveau.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 4991 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

URGENT recherches

INFORMATIQUES

INGENIEURS et ANALYSTES confirmés ayant une bonne pratique LOGICIEL de base et LOGICIEL d'application

sur MITRA

TRES HAUTS SALAIRES

Adresser C.V. à : A.T.S. 38, rue de Maubeuge-7.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

NORD-NORD-OUEST de PARIS recherche une

ASSISTANTE SOCIALE

ayant quelques années d'expérience en soins.

Ecrire à M. ROGER, 195, rue Saint-Anne, 75011 PARIS, qui transmettra.

COMPAGNIE CONTINENTALE EDISON

7, rue Ampère, 91302 MASSY, recherche pour son SERVICE FORMATION

UN AGENT TECHNIQUE SPECIALISTE H-F

pour rédaction et formation technique. Grande expérience souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions au service du Personnel ou téléph. pour R.V. à MME ROUILLOU, 10, rue de la République, 92047, poste 50.

IMPRIMERIE D'ÉLECTRONIQUE

Banlieue NORD-OUEST recherche :

- 3 INGÉNIEURS ELECTRONIQUES SUPELEC, ISEN, INSA, ENSA Option électro. ou équivalent.
- 1 INGÉNIEUR TECHNOLOGUE Electronicien, formation universitaire pour préparation et études fabricat. de matériel évolué.
- 1 INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN A.M. - SUPELEC ou équivalent. Etude de périmétriques d'ornement.

Adres. C.V. détaillée à SOPRAS, 100, bd Voltaire, 75011 PARIS.

GRUPPE FRANÇAIS DE SERVICES, cherche :

DÉLÉGUÉS-COMMERCIAUX

Pour REGION DE PROGRAMME PARIS et REGION PARISIENNE

Age 30 ans minimum.

Niveau secondaire.

Expérience de la vente de services souhaitée.

Rémunérations : Fixe + intéressements.

Déplacement véhicule de service.

Adresser C.V. COMPLET avec photo. Préciser DATE ET LIEU DE NAISSANCE à ou 87.844 PUELLAUX B.P. 153-02 75062 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. IL NE SERA REPONDU QU'aux C.V. COMPLETS.

INGENIEUR PAPETIER

80.000/100.000 F

Nous sommes la filiale française d'un important groupe suédois et nous assurons entre autres la distribution de différents matériels ou installations destinés à la production dans les industries papétières.

En qualité de spécialiste, vous prendrez en charge le développement d'un important courant d'affaires dans la profession papetière.

Si, sûr, il vous faudra prendre connaissance de notre matériel et, à partir de là, vous devrez être à même de parler la même langue que nos clients.

C'est un poste de vente, mais de vente technique. Aussi, vous êtes diplômé ingénieur B.P.P. ou équivalent, et vous disposez d'une expérience d'environ 5 ans dans la profession.

De bonnes connaissances de l'Anglais parlé et écrit sont indispensables.

Si, par ailleurs, vous avez comme nous le sens de la réussite, nous souhaiterions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 2.084.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

64, RUE DE LA ROSIERE 75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

altra

FILIALE SONATRACH

RECHERCHE

Pour ses ateliers régionaux

4 INGÉNIEURS SOUDEURS

28 ans minimum - Diplômés E.S.S.A.

2 à 5 ans d'expérience dans domaine

Contrôle et Soudage (notamment en soudage automatique).

ÉCRIRE à ALTRA

Département du Personnel

114, rue de Tripoli, Hussein-Dey - ALGER

controller

RÉGION PARISIENNE

Société franco-américaine spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel pour l'industrie automobile, nous cherchons, pour renforcer notre équipe financière, un homme jeune, adjoint au contrôleur de gestion.

En liaison constante avec un contrôleur américain, il sera la véritable plaque tournante entre le siège et les autres pour l'étude et la mise en place d'un système de contrôle de gestion.

Ce poste peut être la première étape d'une carrière dans notre Groupe pour un HEC, ESSEC, Sup de Co., ayant au moins 3 années d'expérience industrielle et connaissance de préférence la comptabilité américaine.

Ses qualités personnelles sont tout aussi importantes que sa compétence professionnelle. A l'aide au sein d'une équipe, il saura être à la fois ferme et diplomate et, bien sûr, il parlera couramment l'Anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 1681M aux Conseils en Recrutement d'EUREQUIP auxquels nous avons confié le soin d'étudier les candidatures.

EUREQUIP
19, rue Yves du Manoir - B.P. 30 93430 L'ANCRESSON

GRUPPE FRANÇAIS DE SERVICES, cherche :

DÉLÉGUÉS-COMMERCIAUX

Pour REGION DE PROGRAMME PARIS et REGION PARISIENNE

Age 30 ans minimum.

Niveau secondaire.

Expérience de la vente de services souhaitée.

Rémunérations : Fixe + intéressements.

Déplacement véhicule de service.

Adresser C.V. COMPLET avec photo. Préciser DATE ET LIEU DE NAISSANCE à ou 87.844 PUELLAUX B.P. 153-02 75062 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. IL NE SERA REPONDU QU'aux C.V. COMPLETS.

INGENIEUR PAPETIER

80.000/100.000 F

Nous sommes la filiale française d'un important groupe suédois et nous assurons entre autres la distribution de différents matériels ou installations destinés à la production dans les industries papétières.

En qualité de spécialiste, vous prendrez en charge le développement d'un important courant d'affaires dans la profession papetière.

Si, sûr, il vous faudra prendre connaissance de notre matériel et, à partir de là, vous devrez être à même de parler la même langue que nos clients.

C'est un poste de vente, mais de vente technique. Aussi, vous êtes diplômé ingénieur B.P.P. ou équivalent, et vous disposez d'une expérience d'environ 5 ans dans la profession.

De bonnes connaissances de l'Anglais parlé et écrit sont indispensables.

Si, par ailleurs, vous avez comme nous le sens de la réussite, nous souhaiterions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 2.084.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

64, RUE DE LA ROSIERE 75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

مكتبة الأمل

هكذا من الأصل

JUSTICE

LE POINT DE VUE DU GARDE DES SCEAUX SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

M. Lecanuet écarte toute idée d'une responsabilité pénale de l'entreprise substituée à celle de l'employeur

Inaugurant, dans l'après-midi du mardi 27 janvier, le tribunal de grande instance d'Evry (Seine-et-Marne), M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, a prononcé un discours consacré à la notion de responsabilité.

« De notre société, remarque le ministre, les uns disent qu'elle est répressive, à l'égard, d'autres, qu'elle est permissive — à l'égard — et le double reproche s'adresse naturellement aux pouvoirs publics qui ont la charge de la conduire. »

« On comprendrait mieux le sens de leur action, et plus spécialement celle du département dont

il a plus spécialement orienté ses propos sur la responsabilité en matière d'accidents du travail. Le garde des sceaux a notamment écarté l'idée, émise par M. Robert Badinter, d'un transfert

à l'entreprise tout entière (de) la responsabilité pénale qui pèse actuellement sur ses dirigeants. (« Le Monde » des 6, 7, 8 et 11 décembre 1975.)

Le ministre ajoute : « Il faut donc que quelque chose continue de peser sur les épaules de celui qui est en mesure de prévenir ou d'éviter l'accident, si l'on veut qu'il soit incité à le faire, et ce quelque chose n'est rien d'autre, précisément, que la responsabilité pénale des personnes physiques. Je veux parler de la responsabilité d'une personne susceptible d'être atteinte non seulement par des peines financières, mais aussi par des peines personnelles, dont nulle assurance ne peut la protéger. »

« Il se peut que le législateur soit conduit à instituer la responsabilité pénale des personnes morales dans des domaines où cette solution peut apparaître comme particulièrement adéquate. Mais il en résulte qu'il n'y a pas d'affaiblissement de l'effet de dissuasion qui est la finalité objective de la répression. (...) »

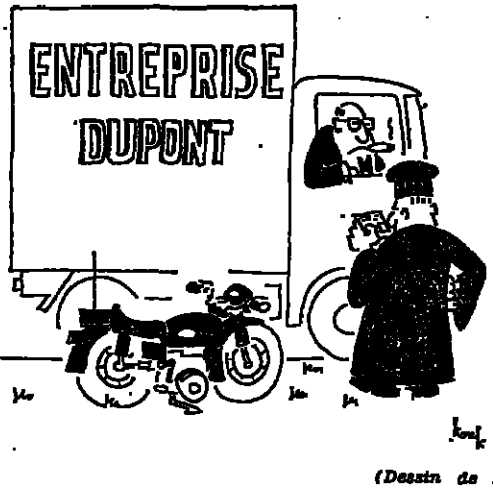
« Le ministre de la Justice indique ensuite qu'il souhaite attirer l'attention sur le problème de la responsabilité pénale dans un domaine qui fournit la matière des débats les plus actuels. « Je veux parler des accidents », précise-t-il.

Un « sauf-conduit »

Le garde des sceaux observe alors : « L'opinion publique s'est émue de ce qui lui est apparu, au cours de ces dernières années, comme une aggragation de la répression en ces domaines. Tel conducteur ou tel responsable d'entreprise a ressenti comme une injustice de se voir traduit en justice pour un accident de travail, d'une sanction pénale qui n'est que la conséquence de l'imprudence mais non de la malhonnêteté. (...) »

« Il faut aller jusqu'à renoncer à la sanction pénale quand la vie humaine, c'est-à-dire la plus grande des valeurs, se trouve mise en cause ? Certains le suggèrent en matière d'accidents du travail. Ils proposent de transférer à l'entreprise tout entière la responsabilité pénale qui pèse actuellement sur ses dirigeants. Il faut bien voir qu'il ne s'agit pas, en réalité, de transférer mais bien de diluer l'idée de responsabilité. (...) »

« Il est normal que, dans ses conséquences économiques, dans son aspect « civil », la responsabilité soit le plus souvent transférée, d'une manière ou d'une autre, « garantie » par les mécanismes d'assurance que la loi a rendus obligatoires pour les accidents de travail comme pour les accidents de la vie courante. Mais loin de constituer un frein à l'imprudence humaine, cette garantie se traduit en fait par une sorte de « sauf-conduit », voire d'encouragement à la mesure d'un tel risque, dès lors que celui-ci est « assuré ».



(Dessin de KONK.)

A usage interne ?

M. Jean Lecanuet continue l'exploration publique du département ministériel dont il a la charge depuis le mois de juin 1974. Après avoir analysé le rôle du juge (18 septembre 1975 à Bayonne), les fonctions des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes (14 octobre, à Brie), après avoir révisé les facteurs de la délinquance et à sa répression (23 janvier, à La Roche-sur-Yon), le ministre d'Etat s'est assis, mardi 27 janvier à Evry, à une courte étude de la notion de responsabilité.

On saluera la persévérance de l'effort, le choix des sujets, qui sont au cœur de l'actualité, et non des propos académiques. On se réjouira que le ministre d'Etat, le calme revenu, s'exprime sans passion sur les responsabilités en matière d'accidents. Peut-on, dans ce dernier domaine, déplorer que l'analyse soit restée un peu superficielle et que la réponse ne soit fournie qu'à demi ?

Certes, pour ce qui le concerne, il écarte toute possibilité de transfert de la responsabilité pénale personnelle de l'employeur à celle de l'entreprise. Saint Thomas ne disait-il pas lui-même que la personne morale ne pouvait être en peine à moins qu'elle ne soit dotée d'une personnalité juridique ? M. Lecanuet n'est-il pas chrétien ? Son propos n'a-t-il pas aussi pour objet de convaincre certains de ses collègues ministres que la responsabilité de

l'entreprise est un leurre ? En sorte que les mots prononcés le seraient avant tout à usage interne ?

Mais on ne saurait méconnaître les réalités de l'entreprise ni cette évidence que, plus elle grandit, moins son chef peut avoir — toujours et personnellement — l'air à tout. La règle française n'est pas la ferme que décrit La Fontaine. Il faut donc déléguer, et c'est là, tous en conviennent — patrons et syndicalistes — le problème fondamental.

En revanche, sur les modalités pratiques, l'unité s'interrompt. Dans quelles conditions une déléguation est-elle régulière ? Quand cesse-t-elle de l'être ? Quelles est l'étendue de l'exonération à laquelle peut prétendre un patron ?

Cette exonération ne voit-elle pas ses limites dans le pouvoir financier de l'entrepreneur, à qui incombe d'inscrire, en termes de budget et d'investissements, la déléguée du pouvoir qu'il a consenti ou à laquelle il est contraint ? Limite aussi l'obligation de vérifier, à intervalles réguliers que la déléguée répond encore aux nécessités qui l'ont fait naître, aux structures nouvelles d'une entreprise, changeante dans ses productions, dans les dangers qu'elle suscite ?

Ce peut être, il est vrai, l'occasion d'un prochain discours sur l'entreprise, par exemple.

Ph. B.

LA GRÈVE DES AVOCATS

Libres opinions
L'enjeu

par ALBERT VIALA (*)

DEUX mille cinq cents avocats, silencieusement rangés en demi-cercle place Vendôme. Une vie judiciaire paralysée sur le plan national pour un temps. Pourquoi donc ? Cela vaut la peine qu'on s'interroge.

Maisie corporatiste, crânilles subversives, tentatives de sureau devant un déclin inscrit dans la loi ?

Et si la loi ou plutôt les décrets étaient en train d'organiser lentement, progressivement, sousmentalement, une relation d'un type nouveau entre le pouvoir de juger et le sujet de ce pouvoir, le justiciable ?

Et si celui-ci, abusé par les apparences et davantage encore par les présentations hypocrites et fallacieuses dont il est abusé, n'arrivait pas à prendre conscience de cette transformation radicale et substantielle, réalisée à son détriment, quelle subtile pour le pouvoir, car une fois la structure institutionnelle mise en place, elle profitera au détenteur du pouvoir quel qu'il soit.

Et si l'on assistait à une vaste convergence d'inspirations de nature différente et souvent contradictoire, aboutissant sous le signe de dupes respectives à la grande duperie du justiciable ?

Et si ceux qui, par fonction institutionnelle, sont les mieux placés pour donner l'alarme même si leur nombre est très faible, mesurant le prix infini de l'enjeu, les avocats, venaient de faire savoir : le temps de la colère est venu.

Pas seulement le temps de la colère mais celui de l'angoisse ou d'une colère à la mesure de cette angoisse.

Alors que faut-il rappeler et à quoi assiste-t-on ?

Toute organisation sociale est sous-tendue par la relation pouvoir, expression de la contrainte sociale, sur le citoyen, le sujet. C'est entre les deux, que se situe le rôle de l'avocat, intermédiaire majeur, placé au point d'application de la contrainte sociale. Car le juge n'est pas seulement l'instrument de la répression de la collectivité par la mise en œuvre de cette contrainte, il est aussi celui qui rétablit l'ordre social au profit d'un particulier par la référence à la loi.

De côté du justiciable, la loi, point de référence majeur, se présente toujours à lui sous un aspect contraignant mais aussi sécurisant, car elle est la garantie essentielle. S'il est condamné pour un acte contre la société ou contre son voisin, il acceptera dans la mesure où, pour lui, justice est équivalente de légalité. Mais il ne peut plus connaître la loi, il y en a trop et surtout il ne peut prendre conscience de la nature d'une action administrative, violant et déstabilisant la loi, bien qu'il soit l'objet de toutes ces contraintes administratives l'enserrant jusqu'à l'étouffement.

Côté du pouvoir, bien des éléments seraient à analyser. La « leurre » de l'accès à la justice. Leurre. « Chose artificiellement présentée, pour attirer et tromper — Littre. »

C'est la généralisation de l'aide judiciaire pouvant aboutir à la fonctionnarisation de la défense. C'est l'ambiguïté du rapport magistrat-justiciable que l'on cherche à mettre en relation directe, le juge est un homme comme les autres, voyez donc le magistrat d'accueil, les bureaux d'information judiciaire.

Côté des penseurs, d'une part des magistrats, c'est la tentation de certain congrès de 1873, où fut proposée mi-sérieusement, mi-plaisamment, la création de magistrats défenseurs.

Et puis la tentation pouvant se généraliser subtilement, d'utiliser tous les moyens du diabolisme judiciaire, progressivement mis en place. Dès l'instant qu'on n'est plus assujéti au principe du contradictoire et qu'on demeure et se généralise celui de l'intime conviction dans tous les domaines, comment ne pas risquer de franchir certaines limites.

En un moment où les mécanismes sociaux et les institutions deviennent plus contraignants que jamais, le rôle traditionnel de l'avocat que nous venons de rappeler, se double de celui d'un psychologue chargé d'expliquer, de rassurer. Les justiciables comprendront-ils ce à quoi ils sont promis ?

Il nous appartient, de tenter de dénoncer le but inavouable mais non pas totalement inavoué : l'individu livré sans défense au pouvoir.

(*) Rédacteur de l'ordre des avocats du barreau de Toulouse.

A la Cour de sûreté de l'Etat
INCULPATION

DE SIX AUTONOMISTES CORSES
Quatre d'entre eux sont placés sous mandat de dépôt

Les six autonomistes corses transférés à Paris et défilés à la Cour de sûreté de l'Etat (à le Monde) du 27 janvier) ont été inculpés, mardi 27 janvier, par M. Jean Guarnat, juge d'instruction.

L'un des deux derniers accusés visés des militants accusés d'avoir tenté de faire passer au sein de Front pays corse de libération (F.P.C.L.), organisation dissoute. Poursuivis pour reconstruction de cette organisation devenue illégale, M. Jean-Marie Bruchet, vingt et un ans, agriculteur à Sartène, et M. Jacques Pinelli, trente-deux ans, sans profession, demeurant à Ajaccio, inculpés d'autre part, le premier d'attentat par explosifs, le second pour complicité, ont été placés sous mandat de dépôt.

L'autre information concerne l'Action pour la Renaissance de la Corse (A.R.C.), également dissoute. Pour la constitution d'un groupement dissout et attentat par explosifs, le magistrat a fait écrouer M. Paul Cotti, vingt-quatre ans, commis à Propriété, et M. Jean-Pierre Rossi, vingt-deux ans, commerçant à Sartène. De leur côté, M. Yves Ferrari, vingt-trois ans, sans profession, demeurant à Propriété, et M. Marc Mattei, vingt-huit ans, médecin à Marseille (assisté de M. César et Paul Lombard), ont été inculpés de complicité d'attentat par explosifs mais laissés en liberté.

● Collision maritime en Bretagne. — Plus de cent cinquante personnes se seraient noyées le lundi 26 janvier en Bretagne à la suite d'une collision entre un ferry et un chalutier dans la mer d'Adamou au large de Mergul. Le quotidien des travailleurs, qui rapporte mercredi cette information, ajoute que, selon les premiers renseignements que l'on a pu recueillir, seulement quarante personnes ont pu être sauvées. — (A.F.P.)

La comptabilité du cabinet de M. Jean Pierotti
fait apparaître un trou de 30 millions de francs

De notre correspondant régional

Toulon. — Ainsi que l'a révélé leur dernière assemblée générale, qui vient d'être réunie à l'Opéra de Toulon, le ressentiment et l'inquiétude sont toujours vifs parmi les victimes de l'affaire Pierotti, dans laquelle avait été inculpé, depuis le mois de septembre 1974, pour abus de confiance, abus de biens sociaux et escroquerie, M. Jean Pierotti, quarante-sept ans, directeur d'un cabinet de prêts hypothécaires à Toulon, actuellement en détention.

Le comité de défense des prêteurs du cabinet Pierotti — qui groupe la majorité des deux mille personnes lésées, présidé par un ancien inspecteur de police, M. Marcel Belhomme, s'est essentiellement attaché à éviter la braderie des immeubles d'habitation que le courtier toulonnais avait rachetés pour son propre compte après avoir financièrement « étranglé » le constructeur (1). Grâce à divers concours, plusieurs de ces immeubles ont pu être achetés et vendus normalement sur le marché. Environ 15 millions de francs de créances ont ainsi été récupérées — ou sont en cours de récupération — au profit des prêteurs qui ont pu produire les documents attestant leurs droits. Taux de remboursement moyen espéré : 90 %.

Sept immeubles ont été ou vont être d'autre part vendus aux enchères, seule solution décidée ou acceptée par le comité afin de limiter les pertes, notamment dans le cas d'une dépréciation avancée du gage. Ces ventes devraient produire 10 millions de francs supplémentaires, représentant de 65 à 70 % des créances et qui tomberont dans la masse de la liquidation. Un certain nombre de prêts ont d'autre part été remboursés, partiellement ou en totalité, par les emprunteurs pour une somme de plus de 8 millions de francs. Seize mois après l'arrestation de M. Pierotti, 33 millions de francs sont donc en passe d'être récupérés.

L'objectif principal est désormais d'obtenir la restitution des

diverses grosses notariales conservées pour la plupart par le courtier toulonnais, qui en usait à sa guise. Un conflit oppose à ce propos les représentants des prêteurs au syndicat des notaires de Toulon. Celui-ci estimerait que M. Pierotti était le véritable titulaire des grosses détenues à son cabinet et qu'elles devaient être incorporées dans la liquidation. Le comité a centralisé plus de huit cents grosses au porteur qu'il va revendiquer devant le juge commissaire de l'affaire, dans l'espoir que les prêteurs pourront négocier directement celles dont la validité sera établie.

M. Belhomme a cependant confirmé qu'il n'a pas eu connaissance de l'affaire, mais qu'il a été surpris, en 1974, d'un trou de 30 millions de francs. Il semble que ce « trou » résulte en grande partie d'une gestion inconséquence des fonds qui étaient versés au courtier, lequel, pour sauvegarder sa réputation, n'était pas, notamment, à servir des intérêts aux prêteurs pendant des années sans avoir réussi à placer leur argent. Aux abois, M. Pierotti avait contracté un emprunt personnel de 2 millions de francs suisses, cautionné par une banque italienne, au profit de laquelle il a hypothéqué ses biens propres.

Selon les indications fournies par le comité de défense des prêteurs, les experts nommés par le magistrat instructeur, M. Pouget, viennent d'achever la première partie de leur rapport concernant les dossiers d'actes hypothécaires de M. Pierotti.

La mission qui leur a été confiée comporte deux autres volets et ne sera probablement pas menée à terme avant de nombreux mois. M. Belhomme a également mis en cause « certains notaires, qui ont commis des erreurs ou accordé d'excessives facilités » au courtier toulonnais.

GUY PORTE.

(1) En sept ans, M. Pierotti s'est rendu acquiescent de cinquante-sept biens immobiliers dont il a fourni la liste au juge d'instruction. De plus, deux cent cinquante-neuf prêts hypothécaires en cours de validité sur des pages existantes auraient été dénombrés.

A Paris
UNE INFORMATION JUDICIAIRE
EST OUVERTE APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN PASSIF DANS
DEUX SOCIÉTÉS DE RÉNOVATION D'IMMEUBLES.

Le parquet de Paris a reçu, mardi 27 janvier, l'ouverture d'une information judiciaire qui a été confiée à M. Raymond-Maxime Lecerf, juge d'instruction ; celui-ci est chargé d'examiner une procédure contre X... pour infraction à la législation sur les sociétés et sur les banques, escroqueries, abus de confiance et complicité.

Cette procédure vise deux sociétés de rénovation d'immeubles (« le Monde » du 28 janvier) ; en premier lieu KFI (Strasbourg et financement immobiliers) dont le passif est de l'ordre de 2 millions de francs et dont l'actif est nul ; tous les immeubles sont hypothéqués.

Il importe de considérer que si un syndicat — M. Roger Pinon — a été désigné, c'est en raison de la liquidation des biens d'KFI, qui a été prononcée le 6 novembre 1975 par le tribunal de commerce de Paris, sur assignation d'un créancier. KFI, qui a été constituée en 1974, avait racheté la Société immobilière Paris-Claudel, elle-même constituée le 25 mai 1966, et dont le président-directeur général était M. Delacroix. Le siège social en était fixé 25, rue Notre-Dame-de-Lorette, à Paris (9^e). On relève que les sociétés KFI et Paris-Claudel avaient le même commissaire aux comptes et que Paris-Claudel a été dissoute en mars 1972, après que les trois quarts du capital social eurent été perdus depuis 1970.

● Le mouvement Marge — de tendance anarchiste — a réuni, mardi 27 janvier, une conférence de presse pour protester contre la condamnation, en flagrant délit, le 21 janvier, de douze de ses militants qui, la veille, avaient occupé un local dépendant de l'ambassade d'Union soviétique, rue du Général-Apert à Paris (16^e). Il a été annoncé que les douze personnes condamnées faisaient appel de la décision du 23 janvier.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA MISE EN SERVICE DU SUPERSONIQUE

Des sièges vides dans Concorde

On savait que la percée commerciale de Concorde serait difficile. On pensait toutefois que sa nouveauté lui vaudrait, au départ, un succès de curiosité. Cet espoir sera-t-il déçu ?

Silôt ouverte la réservation « Concorde », le 15 octobre dernier, ce fut la bousculade aux guichets. Vingt-quatre heures plus tard, Air France annonçait : « Cinq vols Paris-Rio et trois vols Rio-Paris sont déjà complets. » En quelques semaines on comptabilise pas moins de trois mille candidats à l'aventure supersonique. Plus un siège de libre pour le Brésil avant la fin février, indiquait la compagnie nationale.

Pour son premier vol commercial Paris-Rio, le mercredi 21 janvier, Concorde était complet : cent passagers. Au retour du Brésil, il manquait déjà quelques inscrits à l'appel. Le dimanche 25 janvier, à son troisième décollage, l'avion ne transportait plus que soixante-dix-huit voyageurs.

« Il y a encore de nombreuses places libres à bord de Concorde, sauf à l'approche du Carnaval de Rio, à la fin février », répond le service de réservation. Pour ses premiers vols commerciaux, l'appareil peint aux couleurs d'Air France affiche un coefficient de remplissage de l'ordre de 80 à 85 %. C'est pire du côté britannique : 64 %.

Selon les premières estimations, l'exploitation de Concorde

devrait coûter à la compagnie nationale 112 millions de francs en 1976 ; ce n'est pas avant un à deux ans de mise à l'épreuve que l'avion sera rentable. Encore faudrait-il que les États-Unis lui délivrent un visa d'entrée, que son taux d'occupation soit de 65 % en moyenne et que ses tarifs ne soient pas dissuasifs.

Pourquoi une désaffection aussi précoce de la part des passagers qui semblaient avoir mûri leur décision de franchir le mur du son ? A l'approche du départ, certains, à bien y réfléchir, trouvent excessif le prix de la vitesse : + 20 % par rapport à la première classe des avions classiques, soit 12 850 F aller et retour Paris-Rio.

Les divers incidents techniques qui ont émaillé les premiers vols commerciaux de Concorde, l'obligent à prendre du retard, n'ont rien arrangé. L'avion est si contesté que la moindre anomalie est aussitôt montée en épingle, son utilisation si coûteuse que le client s'estime en droit d'exiger un service sans bavures.

Les polémiques entretenues autour de l'appareil supersonique ont, enfin, un mauvais effet. Elles risquent d'empêcher, sinon de décourager, les hommes d'affaires sur lesquels on compte pour péblier la vitesse, car tout le monde en convient : les nobles, les curieux et les milliardaires ne sauront pas à faire le succès de Concorde.

JACQUES DE BARRIN.

Quatre architectes pour un projet définitif

« La composition de l'espace vert des Halles a été adoptée dans son principe », a déclaré le porte-parole de l'Elysée après l'audience que le chef de l'Etat a accordée, mardi 27 janvier dans la matinée, à M. Christian de La Malène, député U.D.R. de Paris, président de la Société d'économie mixte d'aménagement des Halles (S.E.M.A.H.). M. Giscard d'Estaing « souhaite être tenu au courant de l'avancement du projet ». Des propositions précises concernant l'ensemble bâti à l'est du carreau devront être faites avant le 1^{er} juillet prochain. Le chef de l'Etat recevra, le 10 février, les quatre architectes chargés de concevoir les bâtiments : MM. Ricardo Bofill, Bernard de la Tour d'Auvergne, Henry Bernard et Marc Sautet, ces deux derniers étant tous deux inspecteurs généraux des bâtiments civils et palais nationaux et membres de l'Institut.

En adjoignant depuis quelque temps ces personnalités éminentes aux deux premiers architectes désignés par le Conseil de Paris en octobre 1974, la S.E.M.A.H. a voulu éprouver la capacité de ce quatuor à travailler en commun (le Monde du 16 janvier). M. de La Malène a présenté à M. Giscard d'Estaing les premières esquisses de cette équipe avec qui la S.E.M.A.H. va passer un « contrat d'œuvre collective ». Aucun des quatre architectes ne sera le « patron », et « on ne peut pas savoir de qui sont les dessins », a précisé dans la soirée M. de La Malène.

Cette nouvelle tentative est donc très différente de la mission de coordination confiée en mai 1975 à M. Emile Aillaud, après le choix en octobre 1974 par le Conseil de Paris de MM. Ricardo Bofill et Bernard de la Tour d'Auvergne. Cette « troika » n'avait pu définir en commun l'architecture des bâtiments, mais elle avait dessiné un plan-masse,

c'est-à-dire décidé l'emplacement des bâtiments. Ce qui a d'ailleurs permis à la S.E.M.A.H. de conduire sans retard le chantier souterrain (le Monde du 9-10 novembre 1975). Dans la partie est du carreau, une terrasse (à 5 mètres au-dessus du sol) doit entourer le cratère du forum souterrain et le raccorder à un ensemble de bâtiments en U destinés à un hôtel (rue Berger), à des logements (rue Rambuteau), et à divers équipements (rue Pierre-Lescot).

Après l'entrevue de M. de La Malène et du chef de l'Etat, quelles sont les directives nouvelles ?

● LE JARDIN. Un accord de principe a été trouvé sur la composition de l'espace vert : autour du rectangle sera aménagé un jardin « d'animation » ouvert sur le quartier. Au centre, un jardin ordonnance d'est en ouest, le plus long possible, et intégrant peut-être la Bourne du commerce, ce qui est nouveau. La ville pourrait engager des négociations à ce sujet avec la Chambre de commerce, a indiqué M. de La Malène. Ce jardin mixte permet de satisfaire à la fois les vœux des élus de la capitale et le désir du président de la République d'un jardin plus solennel.

Entre les deux espaces, un « élément architectural » (par exemple une galerie ouverte) devra assurer l'unité de la composition et permettre de « résoudre de façon moins risquée le problème de la façade », a précisé M. de La Malène.

● L'ARCHITECTURE DES BATIMENTS. Rien n'a été définitivement arrêté. On précise à l'Elysée qu'il s'agit d'éviter un édifice en U « monumental ». Dans ce but, il a été décidé que l'ensemble de logements et l'hôtel seraient reportés au-delà des anciennes rues

Paris

L'AMÉNAGEMENT DU CARREAU DES HALLES

LA PEUR DE L'AVENTURE

Rambuteau et Berger, afin que leur architecture puisse être différente. Notons que ces deux ensembles seront confiés à des constructeurs privés qui pourront avoir leur propre architecte, même si on leur vend des droits de construire assortis d'une façade déjà dessinée.

Seul le bâtiment qui longera la rue Pierre-Lescot sera directement relié à la terrasse du carreau. Cet immeuble, qui doit abriter un centre d'antiquaires et divers équipements collectifs, peut avoir au maximum, selon le plan-masse, 144 mètres de longueur et 21 mètres de haut (au-dessus de la terrasse).

Ces dimensions sont « monumentales », qu'on le veuille ou non (l'ensemble est plus important que les deux immeubles de Gabriel qui bordent la place de la Concorde), et leur architecture exigera de longues études. Le président de la S.E.M.A.H. souhaite une « architecture de notre temps » (la Maison de la radio, œuvre de M. Henry Bernard, est, selon M. de La Malène, un « monument de notre temps assez beau »). D'autre part, on prête à M. Giscard d'Estaing des goûts plutôt classiques, et les élus de Paris ont de leur côté demandé qu'on tienne compte de l'environnement du quartier et qu'on utilise des matériaux traditionnels.

LES CHAISES DU BOIS DE BOULOGNE

Cent quatre-vingt-deux chaises et quatre-vingt-trois fauteuils ! Tel est le bilan de la pêche que le préfet de Paris a fait faire dans le grand lac du bois de Boulogne.

Le niveau du lac ayant été abaissé pour un curage, il est apparu qu'au cours des derniers mois, des vandales y avaient jeté le « mobilier » du tour du lac. Sur l'instruction du préfet, il a été procédé à leur repêchage, de même que, soucieux de la propreté du bois, il va faire ramasser les sommiers, cuisinières, réfrigérateurs et autres meubles que des vandales d'un autre genre viennent continuellement déposer, pour s'en débarrasser.

PÊCHE

Devant mille cinq cents ostréiculteurs en colère

M. Brisou gobeur d'huîtres

De notre envoyé spécial

Arcachon. — Il n'y a plus de métier tranquille. C'est ce que doit se dire le professeur Jean-François Brisou. Arrivé brusquement à ses travaux de microbiologie, qu'il mène depuis quarante-trois ans. Obligé de jouer les batteurs d'estrades.

« Sommé » de comparaître le mardi 27 janvier à l'Académie de la Faculté-Bigane, près d'Arcachon, devant mille cinq cents ostréiculteurs en colère. On précise à l'Elysée qu'il s'agit d'éviter un édifice en U « monumental ». Dans ce but, il a été décidé que l'ensemble de logements et l'hôtel seraient reportés au-delà des anciennes rues

compris, il le regrette, était de faire mieux protéger un aliment particulièrement fragile, « au moment où dans certaines régions on veut tout faire côté à côté : hôtellerie, navigation de plaisance, industrie, ostréiculture, ce qui n'est pas raisonnable ».

« Très peu de danger »

La professeur avait peut-être pensé pouvoir se tirer d'embarras par ce premier discours : il n'était, en fait, qu'un début de son chemin de Damas. « Nous voulons que vous rassuriez totalement les consommateurs », dit M. Corthier, président de la Fédération ostréicole. Pressé de questions, aiguillonné par les exclamations des mille cinq cents ostréiculteurs bien décidés à lui arracher autre chose, le professeur Brisou devait bientôt dire, résigné : « 3 %, c'est insignifiant ». Puis, « en fait, avec ces 3 %, il n'y a qu'une chance sur mille ou sur dix mille d'être malade », puis « il n'y a vraiment que très peu de danger », enfin « si vous voulez manger des huîtres, allez-y, mangez-en ! ».

Il n'y a plus de métier tranquille. Quand mardi, à la fin de la réunion, le docteur Fleury, maire adjoint d'Arcachon, proposa avec malignité la création d'une association de médecins amis de l'huître, personne ne fut surpris de voir le professeur Brisou lever de lui-même son doigt pour poser sa candidature et accepter sur-le-champ sa nomination au comité directeur du futur mouvement. « Merci, je m'inscris avec joie ».

Peu après, on le retrouvait au buffet, s'attaquant à un plateau de « numéro 3 » devant les caméras de la télévision. C'est ce qui s'appelle : boire la calice (ou l'huître) jusqu'au dernier vin.

P.-M. DOUTRELANT.

Alvan vous propose de passer 3 jours avec son ordinateur



Rien de plus époustoufflant qu'un ordinateur en démonstration : tout est toujours impeccable. Et s'il y a des aspects délicats on peut faire confiance au vendeur pour les transformer en zones d'ombre. C'est bien humain et on ne voit pas pourquoi il répondrait aux questions embarrassantes qu'on ne lui pose pas. Seulement voilà : quand

Chez Alvan, nous fabriquons un petit ordinateur. Ce n'est pas une machine miracle : il n'est pas question de l'utiliser pour guider un engin dans l'espace ou gérer quelques millions de comptes. L'ordinateur Alvan est une machine conçue pour des organisations de dimension humaine, souhaitant résoudre au fur et à mesure leurs problèmes de tous les jours : la facturation, les stocks, la paie, mais aussi de la gestion industrielle, du courrier personnalisé, des tracés de courbe en 2 couleurs, de la tenue de fichiers... etc. Le tout en temps réel et sans environnement informatique spécialisée.

C'est pourquoi nous proposons de mettre à votre disposition, chez vous, pendant quelques jours, un ordinateur Alvan. Vous interrogerez vous-même la machine sur vos cas particuliers. Avec ou sans notre assistance. Vous pourrez ainsi vous faire une opinion à l'écart de toute pression ; et demander l'avis de votre banquier, de votre comptable, de votre secrétaire et, si vous le voulez, de nos concurrents. Tout ce qu'il vous faut, c'est une simple prise de 220V.

ALVAN
94, RUE LAURISTON 75016 PARIS
TEL. 553.19.75-727.24.92-727.74.22-TELEX : 820593.

Alvan : un petit ordinateur pour ne plus avoir peur des ordinateurs.

Alvan

M. _____

Fonctions _____

Firme ou organisation _____

Adresse _____

Tél. _____

☐ est d'accord pour effectuer un essai gratuit de l'ordinateur Alvan

☐ est intéressé à assister à une démonstration de l'ordinateur Alvan

☐ désire recevoir une documentation avec références sur l'ordinateur Alvan

مكتبة من الأصل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

PRÉCISANT SON PROGRAMME ANTI-CRISE, DU 10 SEPTEMBRE

M. Mitterrand annonce un plan socialiste de restructuration industrielle

M. François Mitterrand a annoncé mardi 27 janvier, au cours d'un déjeuner de presse, que le parti socialiste organisait cette année une vaste réflexion collective destinée à préparer un plan de restructuration industrielle, précisant ce que devrait être la place de la France dans la division internationale du travail. Une « table ronde » avec des spécialistes précèdera à cet effet un colloque international — analogue à celui sur la crise qui avait été organisé l'an dernier par le P.S. à Suresnes, — lequel débouchera à son tour sur une réunion spéciale de l'Internationale sociale, permettant aux socialistes européens d'harmoniser leurs vues sur la coopération industrielle.

M. Mitterrand a également indiqué qu'il se rendrait prochainement, avec

M. François Mitterrand a commencé par dresser un tableau assez sombre de la situation économique actuelle. « La crise comme bilan », le brouillard comme projet : voilà le tableau que le gouvernement offre aujourd'hui aux Français. Incapable de redresser la situation économique, le pouvoir a entrepris une offensive violente contre la gauche, montrant que, malgré ses protestations de libéralisme, il ne savait répondre à la récession que par la répression.

En un an, le chômage partiel a été multiplié par neuf ; il y a plus de dix demandes d'emploi pour une offre ; deux fois plus qu'il y a un an, six fois plus qu'il y a deux ans. La durée du chômage s'est nettement allongée, alors qu'un chômeur sur dix seulement est indemnisé à 90 % de son ancien salaire. La production nationale a baissé de plus de 2 %, et les faillites ont augmenté de quart en 1975. L'inflation a encore dépassé 10 %, malgré la baisse des matières premières industrielles.

« En profondeur, le déséquilibre extérieur s'aggrave, les exportations plafonnent en raison de la concurrence acharnée qui diminue les marchés extérieurs, et le déficit réapparaît. Moi-même, moi-même, la politique économique ne pouvait aboutir qu'à un échec désastreux. (...) Les uns après les autres, les politiques engagées ont échoué. »

« Le déficit budgétaire record de 45 milliards de francs aurait pu avoir quelques effets de relance mais ceux-ci ont été aussitôt annulés par la présentation d'un budget 1976 de récession. La France a payé un coût humain et financier considérable pour des résultats médiocres. »

M. Mitterrand a retiré de ses entretiens récents d'Elzenauer avec les leaders socialistes étrangers chefs de gouvernement le sentiment que la crise économique, va continuer en 1976, « certains pensant même que la situation pourrait être plus mauvaise ». Pour la France, les projets gouvernementaux ne permettront pas à la production par tête d'atteindre son niveau du premier semestre 1974.

« Le recul de la diplomatie française, en particulier à Kingston, apparaît comme la conséquence de la perte d'indépendance de la France, due à son endettement et la rentrée dans le giron de l'atlantisme. Le déficit intérieur massif, autant que désordonné, qui lui aussi, conjugué avec le déficit extérieur global, ne manquera pas de mettre en péril et notre monnaie et sa présence dans le « serpent » monétaire européen. »

Refusant le fatalisme gouvernemental, M. Mitterrand a précisé et complété les dispositions du plan anti-crise qu'il avait présenté le 10 septembre, en

répétant au dispositif gouvernemental du 4 septembre. Ce plan compte, on le sait, trois étapes :

● **RELANCER DE L'EMPLOI** par la création de 150 000 emplois publics pour améliorer le fonctionnement des services publics (dont 40 000 au stade des collectivités locales), la relance de la consommation et de l'investissement prévu par le P.S. devant assurer d'autre part, « la création progressive de 100 000 emplois nouveaux dans les entreprises, très menacées aujourd'hui par la stagnation des marchés extérieurs ». La mise en place d'un « fonds d'aide aux collectivités locales » devrait aboutir simultanément à « la création d'emplois d'agents temporaires d'associations locales à but non lucratif (60 000 emplois) afin de promouvoir de nouvelles activités, réservées en priorité aux handicapés de toute nature ».

À ce propos, M. Mitterrand a précisé que s'il convenait de protéger les chômeurs contre la baisse de ressources résultant de la perte de leur emploi, était « mais dans la politique du gouvernement qui consiste à faire passer dans le système de l'assistance sociale des travailleurs qui pourraient être employés utilement ailleurs ». Ce qu'il convenait de faire, c'est de « développer l'emploi en restructurant l'activité économique du pays, notamment en remplaçant par des industries nouvelles — et des services sociaux mieux assurés — les secteurs industriels déclinants (certains départements textiles, par exemple) ».

C'est ce projet qu'expliquera le prochain plan de reconversion industrielle que présentera le P.S. « Il ne s'agit désormais ni de porter la croissance à 6 % par an ni de subventionner le patronat, qui utilise une bonne partie de cet argent public pour redresser ses profits et mécaniser la production, au détriment de l'emploi précisément. »

Rappelant les nombreuses mesures sociales qu'il avait déjà proposées en septembre (SMIC à 1 800 F par mois, deux tiers du SMIC pour les jeunes à la recherche du premier emploi, minimum vieillesse à 45 F par jour (au lieu de 22 F), suspension de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, hausse de 15 % des allocations familiales, indexation des salaires et d'un livre de caisse d'épargne par famille, exonération d'un versement d'impôt sur le revenu pour les petits contribuables...), M. Mitterrand a précisé que cet ensemble, qui stimulerait la consommation, coûterait quelque 62 milliards de francs en 1976 (dont 15 pour le Fonds d'équipement régional et autant pour le minimum vieillesse) ; une quarantaine de milliards en seraient couverts par la réforme fiscale proposée par

l'état-major économique du P.S., dans toutes les régions de France, pour y consulter les groupements responsables et pour y préciser les positions de son parti sur les solutions à la crise. Ce thème a d'ailleurs constitué l'essentiel des propos du leader socialiste, qui a complété à ce sujet le contre-plan qu'il avait présenté le 10 septembre dernier.

Les entreprises nouvelles, suppression des aides à fonds perdus aux entreprises, remplacement par des prises de participation au capital des sociétés aidées par des collectivités territoriales et de la Banque nationale d'investissement (à créer), réformes de la Sécurité sociale (avec fiscalisation partielle et normalisation des médicaments), mise en œuvre d'une politique de la consommation (comportant notamment une garantie de durée de trois ans des biens de consommation durable).

● **UNE NOUVELLE CROISSANCE** serait l'objectif de la troisième étape : nouveaux modes de production, nouvelle répartition du pouvoir (dans l'entreprise, l'État, les collectivités locales), dans une perspective d'autogestion, insertion d'un type nouveau de l'économie française dans son environnement international.

En réponse à une question sur le VII^e Plan, M. Mitterrand a indiqué : « Ce n'est pas une planification démocratique, puisque le conseil de planification, qui joue désormais le rôle essentiel, n'est qu'une consultation d'experts, organisée par le président de la République pour recevoir des conseils sur la conduite de l'économie. Pour nous, le Plan n'existe plus. Le président de la République n'a jamais cru ni au Plan ni à la planification. »

La section d'entreprise du parti socialiste du Crédit lyonnais critique la gestion de l'établissement.

La section d'entreprise du parti socialiste du Crédit lyonnais critique la gestion de l'établissement. Elle évoque la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise de travaux publics Baco, avec un passif de 200 millions de francs, dont 30 millions de francs à la charge du Crédit lyonnais, la section des entreprises de la banque et demande la suppression du secret des comptes des entreprises en même temps que le droit des comités d'établissement à une information complète sur tous les aspects de la gestion.

[Le Crédit lyonnais, qui a fortifié sa majorité des provisions pour risques (plus de 300 millions de francs) dans son bilan de 1975, n'est pas seul en cause. Pratiquement, tous les grands établissements ont enregistré des « accidents » provoqués par la crise et qui conduisent parfois à remettre en cause leur système de contrôle.]

BILLET

Les syndicats et le VII^e Plan Le fruit de l'ambiguïté

Nous ne participons plus aux travaux du VII^e Plan et d'ici quinze jours le gouvernement n'a pas répondu clairement à nos demandes concernant l'évolution du pouvoir d'achat et des prestations sociales, les conditions et la durée de travail, l'âge et le montant de la retraite, la situation de l'emploi... Cet avis s'est manifesté en commun mardi 27 janvier par la C.F.D.T. et la C.G.T. va peut-être ébranler les pouvoirs publics. Sûrement pas les surprendre.

Déjà lors de la préparation du VII^e Plan la C.F.D.T. avait cessé de « participer » à la deuxième phase des travaux en expliquant solennellement pourquoi elle le faisait : refus d'avaliser le choix d'une économie de marché soumise à l'impératif industriel, refus d'une concertation ambiguë. La C.G.T., elle, avait continué de « participer », se contentant de quitter deux commissions : celle de l'éducation et des prestations sociales. L'alignement actuel de la C.G.T. sur la C.F.D.T. est dans la logique de la tactique des deux syndicats, qui essaient dans toute la mesure du possible de faire front commun.

Si l'effet de surprise est à peu près nul pour le gouvernement, y aura-t-il du moins un effet de dépit ou de regret ? Probablement oui dans la mesure où il faudra bien que le VII^e Plan dise — et prévise — quelque chose concernant cette politique des revenus et des prix que beaucoup jugent nécessaire.

Alain Vernholes.

(des sondages non publiés le prouvent), mais que chacun redoute, de peur d'en faire les frais. Les syndicats en premier. Le président de la République n'espérait sûrement pas amener la C.G.T. et la C.F.D.T. à accepter une politique des revenus. Du moins les pouvoirs publics envisagent-ils de faire certaines recommandations, de dire ce qu'il serait sage de faire en matière de revenus pour ne pas entraîner le pays dans une inflation ruineuse des prix et des coûts. Sinon comment les produits fabriqués en France pourraient-ils continuer de se vendre sur les marchés étrangers ? Il y va de l'emploi de milliers de travailleurs.

Le départ possible de la C.G.T. et de la C.F.D.T. des instances de VII^e Plan sans être irréparable n'arrangerait pas les choses, même si F.O. se déclare prêt à rester.

Il y a une morale à tirer de cette histoire : le Plan, comme l'avait fort bien dit M. Eugène Descamps en 1969, dans une lettre qui à l'époque avait fait grand bruit, ne peut être que le Plan d'une majorité politique au pouvoir. Cela, la C.F.D.T. ne peut l'avoir oublié. Pourquoi donc avoir accepté de « participer » jusqu'à présent aux travaux du VII^e Plan sinon pour glaner des informations et essayer d'influencer certaines décisions. Mais n'invouons pas les grands principes...

● Chez Simca-Chrysler, le secrétaire du syndicat C.G.T. de l'usine de Poissy, M. Georges Mallet, vient d'être licencié, après avoir été élu représentant du personnel par 15 voix sur 18 votants (le C.R. à majorité C.F.T., compte deux élus C.G.T.) et autorisation de l'inspection du travail. La direction de Simca-Chrysler affirme que M. Mallet a été surpris alors qu'il fouillait dans le bureau d'un contremaître, et qu'il a reconnu les faits. La confédération C.G.T. proteste vivement contre ce licenciement et a décidé « sur la base d'un dossier monté de toutes pièces, d'accu-

● Renault : la C.F.T. demande l'annulation des élections professionnelles à l'établissement de Boulogne-Billancourt. La C.F.T., qui avait obtenu du tribunal de grande instance la nomination d'un huissier, déclare que celui-ci a relevé plusieurs irrégularités.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	3 3/8
1 mois	4 1/2	5 1/2	3 3/8
3 mois	5 1/4	5 3/4	3 1/2
6 mois	5 3/4	6 1/4	3 1/2

Air France à Roissy: chaque semaine 68 vols vers la Suisse.

Zurich, Genève, Bâle.

A partir de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, Air France assure 68 vols par semaine en direction de Zurich, Genève et Bâle. De Paris aux grandes villes suisses, il n'y a qu'un pas qu'Air France franchit tous les jours.

Province: des liaisons directes avec Genève.

A partir de Bordeaux, Toulouse et Nice, Air France assure 13 vols directs par semaine vers Genève.

Des tarifs qui vous intéressent.

Si vous voyagez le samedi ou le dimanche, vous paierez moins cher grâce au « tarif week-end ».

Ce tarif est valable pour la Suisse comme pour la majorité des destinations de l'Europe du Nord.

Et si votre conjoint vous accompagne, il ou elle, ne paie que la moitié du tarif normal, pour un voyage de cinq jours maximum.

Ceci sur l'ensemble des lignes européennes, même en première classe.

Renseignez-vous auprès de votre Agent de Voyages ou d'Air France. Ils vous en diront davantage.

AIR FRANCE

Un réseau très dense vers la Suisse.

* Air France dessert également tous les jours l'aéroport de Mulhouse-Mülhausen.

63, bd Exelmans. Paris 16^e. Une adresse.

Constellation

du studio au 5 pièces

Au cœur du village d'Auteuil, dans un quartier élégant et pratique, proche du bois de Boulogne, se construit « Constellation », un immeuble luxueux et raffiné :

- Grandes pièces de réception,
- Grandes balcons,
- Marbre dans les salles de bains,
- Chauffage électrique,
- Isolation thermique et phonique.

Pour en savoir plus sur « CONSTELLATION » venez sur place tous les jours (sauf dimanche et fêtes) de 14 h à 19 h. Le samedi de 10 h à 19 h.

Tél. : 225.98.30 et 723.98.78

NOVM
2, avenue Montaigne
75008 Paris

Réalisation
OFIBA

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
28 JANVIER

Nouveau repêi

Le soleil hivernal qui brillait ce mercredi sur la capitale n'est pas parvenu à réchauffer le cœur de la Bourso, ni le repêi des cours suisses. Les valeurs accusent de grosses pertes, et les gagnés des plus réduits. Une bonne cinquantaine de valeurs ont à nouveau très sensiblement fléchi (de 1 à 2 %), la construction électrique, les magnétis, le bâtiment, les assurances, les sociétés de pétroles, encore bien orientées ces derniers temps, comptant parmi les compartiments les plus touchés. Les hausses, déjà peu nombreuses la veille, se sont réduites à cinq valeurs, dont quinze ont été reléguées à la cote la redoutée, si l'on peut dire, récente, une fois de plus à Peugeot. Bref, les différents indices ont

passé de près de 1 %.

La morosité du marché n'est pas sans conséquence sur le crédit. Le Crédit National-Strept continue de drainer les liquidités disponibles, éloignant de notre place les investisseurs étrangers. Et les nouvelles de l'économie française sont assez peu encourageantes. Les exportations, en diminution notable dans tous les secteurs industriels. Et en France, l'opinion que d'un moment à l'autre, à partir de la fin des prévisions établies par la chambre de commerce de Paris doit à présent planer le plus grand doute à cet égard. L'on se décourage, on se désespère, on se désespère.

La politique ne le découvre pas. Elle ne paraît pas négliger. Et, justement, l'état de l'économie ne paraît pas négliger. Et, justement, l'état de l'économie ne paraît pas négliger. Et, justement, l'état de l'économie ne paraît pas négliger.

Ces appréhensions se sont principalement fait sentir sur le marché de l'or où les pièces ont remonté, le napoléon en tête avec un gain de 2,80 F à 225 F. Hausse également du lingot à 19 150 F + 235 F. Le volume des transactions a augmenté : 9,79 millions de F contre 8,59 millions. Aux valeurs étrangères, reprise des mines d'or. Irrégularité des Allemandes. Fléchissement des américaines.

LONDRES

Le marché regagne un peu de terrain en cours de séance après un nouveau recul initial. Progrès des industrielles, des pétroles et des fonds d'Etat. Les mines d'or, également, se redressent sensiblement. Seul le secteur des assurances reste déprimé.

VALEURS	CLOTURE 27/1	COURS 28/1
War Loan 3 1/2 %	27	27
Beechampt	343	347 1/2
British Petroleum	683	682 1/2
Shell	384	383 1/2
Vickers	384	385
Imperial Chemical	382	385
Courtaulds	162	164
De Beers	315	313 1/2
*Western Holdings	23	22 1/2
Rio Tinto Zinc Corp	190	191
*West Oriental	28 1/2	28 3/4

NEW-YORK

Consolidation

De nouvelles ventes bénéficia-
se sont produites mardi à W
Street. Mais elles ont été fin-
ment très bien absorbées à l'is-
sue d'une séance à nouveau mar-
quée par une forte activité. D'abord

l'annonce d'un excédent record
la balance commerciale pour l'a

Indice Dow Jones : transports 197,26 (inchangé); services publics 207,75 (+ 0,10).

VALEURS	COURS		COURS
	26/1	27/1	
Alcoa	44 1/8	44 1/8	44 1/8
A.T.T.	54 1/8	54 1/8	54
Boeing	28 3/4	28 3/4	28 3/4
Chemical Bank	28 1/2	28 1/2	28 1/2
De Pont de Nemours	153 1/8	153 1/8	154
Eastman Kodak	113 3/8	113 3/8	113 1/4
Exxon	41 1/2	41 1/2	41 1/2
Ford	51 1/2	51 1/2	50
General Electric	68 1/2	68 1/2	68 1/2
General Foods	56 1/2	56 1/2	56 1/2
General Motors	83 3/4	83 3/4	82 1/2
Goodyear	24 1/2	24 1/2	24 1/2
I.B.M.	254 1/4	254 1/4	243 3/4
Intel	34 1/2	34 1/2	34 1/2
Kodansha	34 1/4	34 1/4	34 1/4
Mobil Oil	54 1/8	54 1/8	54 1/8
Pfizer	54 1/8	54 1/8	54 1/8
Schlumberger	91 7/8	91 7/8	91 7/8
Texaco	28 1/2	28 1/2	28 1/2
Union Carbide	72 1/4	72 1/4	72 1/4
U.S. Steel	78 1/8	78 1/8	78 1/8
Westinghouse	67 1/2	67 1/2	67 1/2
Xerox	90 1/8	90 1/8	90 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27.1	28.1
1 dollar (en yens) ..	303 70	303 5

Taux du marché monétaire
 États-Unis 6 3/4 %

BOURSE DE PARIS — 28 JANVIER — COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la collection complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus compiler l'ensemble des données, ainsi que de l'habitude.

Compen	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	
1509	4.50 % 1973	1309	516	513	518	780	Cie. M. E. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
1509	C.N.O. 3 %	1309	516	513	518	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781	T.B.T.	461	455	455	465
485	Alph. C. 500	500	500	480	480	780	Exp. M. S. S.	779	788	765	760	170	Unité-Cap	186	50	183	184	184	781</					

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS péc.	COURS 28/1
Etais-Unis (\$ 1).....	4 430	4 480
Canada (\$ can.).....	4 430	4 480
Allemagne (100 DM).....	172 305	172 750
Belgique (100 fr.).....	11 431	11 420
Danemark (100 kr.).....	73 909	72 900
France (100 fr.).....	7 1	7 015
Grèce-Brésil (2 l.).....	9 104	9 117
Italie (1 000 lire).....	6 142	6 150
Norvège (100 tra.).....	80 800	80 820
Pays-Bas (100 fl.).....	138 375	138 375
Portugal (100 esc.).....	16 485	16 530
Suède (100 s.).....	182 261	182 550
Suisse (100 fr.).....	172 350	172 700

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS ars.	COURS 28/1
Or fin (kil. en barre)	18475 ..	18475 ..
Or fin (kil. en lingot)	18395 ..	18150 ..
Pièces françaises (20 fr.)	222 18 ..	225 ..
Pièces françaises (10 fr.)	155 ..	170 69 ..
Pièces suisses (20 fr.)	185 30 ..	185 ..
Union latine (20 fr.)	175 10 ..	180 ..
Souverain	186 ..	190 20 ..
Pièce de 28 dollars	537 20 ..	540 ..
Pièces de 10 dollars	483 ..	471 ..
Pièces de 5 dollars	272 98 ..	280 ..
Pièce de 50 pesas	785 ..	790 ..
Pièce de 10 florins	179 50 ..	185 50 ..

